



cyberpresse.ca

LA PRESSE



L'ARGENT FAIT-IL LE BONHEUR?

TEST

QUEL EST VOTRE COMPORTEMENT FACE À L'ARGENT? PAGES A27 À A35

40 IDÉES POUR GENS FAUCHÉS ACTUEL PAGES 1 À 3



25 ANS DE CARRIÈRE

AU-DELÀ DE LA VOIX

RENCONTRE AVEC CÉLINE DION À LAS VEGAS

ARTS ET SPECTACLES PAGES 1 À 3

GALA EXCELLENCE
LES PERSONNALITÉS 2005 LA PRESSE
CAHIER SPÉCIAL

PORTRAIT CRISTOBAL HUET GARDIEN NUMÉRO UN?
SPORTS PAGE 1



Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE
Martin expulse un de ses candidats. Le chanceux! Ça lui donne plus de chances d'être élu.

S'IL VEUT FORMER UN GOUVERNEMENT MAJORITAIRE HARPER DOIT FAIRE MIEUX AU QUÉBEC

SÉBASTIEN RODRIGUE

Les résultats au Québec pourraient avoir une influence déterminante sur la formation d'un gouvernement majoritaire conservateur par Stephen Harper, mais ce dernier devra améliorer son score de 5 à 10 % pour arracher assez de circonscrip-

tions aux bloquistes et aux libéraux, selon Ekos.

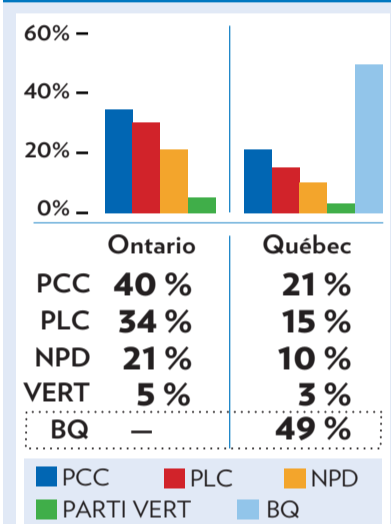
Une bonne performance des libéraux pourrait toutefois conduire à un gouvernement conservateur minoritaire, mais l'humeur de l'électorat québécois joue les troubles-fêtes. Le président d'Ekos, Frank Graves, compare le Québec à une « terre

brûlée » pour les libéraux et rien n'indique que ceux-ci en sortiront très victorieux.

➤ Voir HARPER en page A4

AUTRE TEXTE
Faut-il avoir peur de Stephen Harper? pages A2 et A3

SONDAGE LA PRESSE-TORONTO STAR-EKOS



Les patinoires transformées en barboteuses



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Le petit Maxime Legault, 3 ans, semble se demander quand il pourra s'amuser de nouveau sur la petite patinoire du parc Molson, qui a presque complètement fondu en raison du redoux auquel nous assistons depuis quelques jours. Hier, par exemple, le mercure a atteint 8 degrés à l'heure du midi à Montréal. La Ville a ordonné la fermeture de toutes les patinoires extérieures jusqu'à nouvel ordre. Nos informations en page A13.

LE BUDGET 2006 RÉVISÉ

L'aide de Québec va permettre à Tremblay de tenir ses promesses

SARA CHAMPAGNE

Le maire Gerald Tremblay respectera finalement sa promesse d'annuler les hausses d'impôts fonciers en déposant son budget révisé vendredi prochain. Tout ça grâce à des sommes d'argent provenant de Québec qui n'ont pas été addition-

nées dans le premier budget 2006.

Dans un premier budget trop prudent, l'administration Tremblay-Zampino a sciemment omis d'inclure des sommes provenant des revenus de la taxe d'accise sur l'essence. Or, cet argent doit ajouter au moins 30 millions au budget. Le ministère des Affaires municipales

doit l'annoncer officiellement la semaine prochaine. L'entente prévoit 250 millions sur cinq ans.

Outre cet argent, la Ville de Montréal a inscrit à son premier budget 2006 le montant prévu au pacte fiscal de l'an dernier.

➤ Voir BUDGET en page A12

SUCCESSION ÉVENTUELLE DE MARTIN

McKenna, le choix des stratèges du PLC

JOËL-DENIS BELLAVANCE

HAMILTON — Les stratèges libéraux qui ont permis à Paul Martin de prendre la tête du Parti libéral après des années de lutte interne ont déjà choisi leur homme pour lui succéder : Frank McKenna.

M. McKenna, qui a été nommé ambassadeur du Canada aux États-Unis par Paul Martin en mars dernier, a déjà commencé à lancer des lignes à l'eau depuis Washington afin de participer à une éventuelle course à la direction du Parti libéral, a appris *La Presse*.

➤ Voir McKENNA en page A8



LE NUMÉRO DEUX D'AL-QAEDA MORT AU PAKISTAN?
PAGE A18

SOMMAIRE

Astrologie du jour VACANCES 20
Avis et encans LP AFFAIRES 6, 8 et 12

Bridge VACANCES 21
Décès P. ANNONCES 9 à 11
Échecs VACANCES 21
Forum A 21 à 23
Grille des mordus CARRIÈRES 22
Horaire ciné CINÉMA 7 à 10
Horaire télévision ARTS 14
Jardinier MON TOIT 13
Loteries A 5 et SPORTS 5
Monde A 18 à 20
Mots croisés VACANCES 20
Mot mystère VACANCES 20
Observateur VACANCES 20
Petites annonces CAHIER PETITES ANNONCES et AFFAIRES 4
Restaurants ACTUEL 4
Trait d'union VACANCES 19
Vin ACTUEL 6

Météo
Pluie ou neige en après-midi, maximum 5, minimum -15, plus de détails en page CARRIÈRES 22

SAM 6 21924 45678 2

DE BELLES ET BONNES IDÉES POUR RÉCHAUFFER L'HIVER



EN KIOSQUE MAINTENANT

Cuisez avec Ricardo, du lundi au vendredi, 11 h, sur les ondes de Radio-Canada



ÉLECTIONS 2006 LE PC EN AVANCE

FAUT-IL AVOIR PEUR



VINCENT MARISSAL

ANALYSE
TORONTO

L'élection d'un gouvernement conservateur au Canada dans une semaine devenant de plus en plus probable, bien des électeurs (et des lecteurs) se posent une simple question ces jours-ci : faut-il avoir peur de Stephen Harper ?

Entre les exagérations du Parti libéral qui tente désespérément de dépendre le chef conservateur en monstre de la droite et ce dernier, qui dit avoir évolué, qui est le vrai Stephen Harper ?

Pas très loin de Paul Martin, en fait, fiscalement et socialement parlant. Le dévoilement hier du programme politique du Parti conservateur aura surtout démontré, une fois de plus, qu'il y a beaucoup plus de points communs que de divergences fondamentales entre rouges et bleus.

M. Harper a compris que ce pays se gouverne au centre et y a tranquillement amené son parti.

Ce qui explique que les libéraux aient tant de mal à le démoniser. Il subsiste des différences entre les deux partis, c'est l'évidence, mais la version 2006 du Parti conservateur est plutôt *light* par

rapport au Reform Party, à l'Alliance canadienne et même au Parti conservateur lors de sa renaissance en 2004.

Lors de leur congrès de mars 2004, les conservateurs ont éliminé de leur programme les éléments les plus rebutants pour les électeurs qui s'entassent au centre du spectre politique canadien. Depuis, on ne parle plus de peine de mort ou de *recall*, cette mesure qui permet aux électeurs de congédier leur député pendant son mandat s'ils ne sont pas satisfaits.

Le Canada de Stephen Harper ne sera pas en tout point semblable à celui de Paul Martin, mais, non, le Canada ne deviendra pas le 51^e État américain. Surtout dans la perspective de l'élection d'un gouvernement minoritaire, qui n'aura pas les coudées franches et qui ne pourra se faire pousser par une majorité de conservateurs pressés de virer à droite.

Et Stephen Harper voudrait-il transformer le Canada à ce point qu'il ne le pourrait pas. On croit souvent au Québec que le reste du pays est un miroir du voisin du Sud, mais c'est faux. Il existe entre les deux pays des différences culturelles fondamentales, notamment la place de la religion dans la société et chez ses dirigeants, et, plus encore, la culture de l'individualisme.

Cela dit, Stephen Harper entretient certains projets qui se retrouvent clairement à droite de notre registre politique. Pas l'extrême droite, mais tout de même assez loin du centre pour inquié-

ter une couche d'électeurs, surtout au Québec.

Pour s'y retrouver, voici un résumé en deux catégories de ce qui attend un Canada gouverné par Stephen Harper : Bonnet blanc et blanc bonnet, qui fait l'inventaire des éléments communs entre conservateurs et libéraux, et Virage à droite, soit ce qui pourrait vraiment changer.

Tout en gardant à l'esprit, évidemment, que si les conservateurs sont minoritaires, ils ne pourront pas accomplir le tiers de ce qui suit.

Bonnet blanc et blanc bonnet

> **Le plan fiscal** : les libéraux et les conservateurs ne s'entendent pas (évidemment) sur les chiffres, mais les deux partis font des baisses d'impôts un élément central de leur programme. M. Harper promet des baisses d'impôts deux fois plus importantes que celles de Paul Martin, soit 44,9 milliards aux Canadiens sur cinq ans, incluant la baisse de la TPS de 7 % à 5 %. Il garde aussi 23 milliards de dollars sur cinq ans pour régler le déséquilibre fiscal des provinces. Les libéraux affirment que ce plan replongera le pays en déficit, mais comme ils ont systématiquement sous-évalué les surplus, ils souffrent d'un manque certain de crédibilité quand vient le temps de parler chiffres. Sans compter qu'au Canada, le déficit zéro est devenu une religion et qu'il faut

qu'un M. Harper soit suicidaire pour faire sauter la banque. M. Harper s'est en outre engagé à ne couper aucun programme social existant. Il aura aussi beaucoup de mal à renier sa promesse aux provinces d'éliminer (ce sont ses mots) le déséquilibre fiscal, surtout au Québec, où Jean Charest va s'y accrocher comme à une bouée avant les élections.

> **L'avortement** : les libéraux ont beau dire et faire dans leurs pubs et leurs discours, mais les conservateurs ont rejeté en congrès l'idée de recriminaliser l'avortement. Il y a un prix politique à payer en ce pays quand on s'aventure sur le terrain glissant des droits fondamentaux.

> **La droite religieuse** : il se trouve, c'est vrai, plusieurs pro-vie parmi les députés et les candidats conservateurs, mais il y en a aussi chez les libéraux et même au Bloc québécois. Les conservateurs comptent aussi des évangélistes parmi leurs candidats, dont un ancien président de l'aile canadienne du groupe évangélique américain Focus On Family (qui a contribué à la réélection de George W. Bush). Il arrive aussi, mais rarement, à Stephen Harper de lancer un « *God bless Canada* » à la fin de ses discours, ce qui sonne toujours un peu étrange aux oreilles d'un Québécois.

> **La santé** : là encore, les libéraux ont essayé fort de « peindre » M. Harper dans le coin droit, mais il est écrit noir sur blanc dans son programme qu'un gou-

vernement conservateur protégera et financera le réseau public de santé. Tous les sondages disent la même chose : la santé est LA principale préoccupation des électeurs. Même Ralph Klein a compris qu'il vaut mieux ne pas toucher au veau d'or.

> **Mesures sociales** : quand on mélange du bleu et du rouge, ça donne quelle couleur ? Ça donne le Harper nouveau, un programme conservateur inspiré des libéraux. Ainsi, le PC promet de hausser l'aide à l'étranger, les budgets pour le logement social, il entend investir 500 millions de plus pour la recherche universitaire, créer le Transfert canadien pour l'éducation et la formation et aussi un secrétariat francophone au sein du ministère du Patrimoine.

> **Les forces armées** : Stephen Harper veut améliorer les conditions des militaires, Paul Martin aussi. Le premier veut acheter de l'équipement, le second aussi. Les deux parlent aussi souvent du rôle primordial des forces armées, la plus grande différence étant que M. Harper, lui, n'a pas insulté les soldats avec une pub intempestive.

> **L'Irak** : si Stephen Harper avait été premier ministre au début de 2003, nous serions en Irak, affirme Paul Martin. Ce qui est ironique, c'est qu'il y a beaucoup de monde à Ottawa, y compris au sein du Parti libéral, qui est convaincu que Paul Martin nous y aurait entraînés aussi.

Imaginons un Conseil des ministres conservateur

Le pouvoir est maintenant à portée de main pour les conservateurs, qui mènent largement dans les sondages. Alors que les troupes de Stephen Harper rêvent déjà au pouvoir, *La Presse* a tenté d'imaginer à quoi pourrait ressembler un éventuel Conseil des ministres conservateur.

NATHAËLLE MORISSETTE
ET JOËL-DENIS BELLAVANCE

Au lendemain d'une éventuelle victoire des conservateurs, Stephen Harper devra jouer les équilibristes pour former son cabinet. Son défi : représenter toutes les régions du pays tout en tenant compte du sexe, des origines et de la langue des candidats ministres.

D'abord, pour consolider ses appuis au Québec, le leader tory songerait à nommer Lawrence Cannon — s'il est élu — à titre de vice-premier ministre, a appris *La Presse*. Selon les sondages internes du parti, ce candidat-vedette, qui brigue les suffrages dans la circonscription de Pontiac, se classerait deuxième derrière la bloquiste Christine Émond-Lapointe. M. Cannon pourrait également se retrouver à la tête du ministère des Affaires étrangères.

Autre surprise : *La Presse* a également appris que M. Harper souhaiterait nommer l'ancien chef du Nouveau Parti démocratique, le vétérinaire Ed Broadbent, comme commissaire à l'éthique à la place de Bernard Shapiro. M. Broadbent a décidé de quitter la vie politique pour prendre soin de son épouse malade. L'éthique et la réforme démocratique sont des dossiers chers à l'ancien chef du NPD. Le principal intéressé ne semblait toutefois pas au courant des pro-

jets de M. Harper. « Vous m'apprenez la nouvelle, a-t-il répondu lorsque *La Presse* l'a joint au téléphone. Pour le moment, je ne fais pas de projet d'avenir. »

Un casse-tête

Malgré ces quelques idées, la composition du cabinet sera un véritable casse-tête pour le chef conservateur. « C'est un exercice qui est toujours difficile », mentionne Guy Lachapelle, politologue à l'Université Concordia.

Habituellement, le chef nomme les députés qui faisaient partie du « cabinet fantôme » formé lorsque le parti était dans l'opposition. « Souvent, 80 % des membres de ce cabinet se retrouvent ministres », affirme M. Lachapelle. Ainsi, s'ils sont réélus, les Peter MacKay, Monte Solberg, Rona Ambrose, Jason Kenney, James Moore, Vic Toews, James Rajotte, Jay Hill, Diane Ablonczy, Stockwell Day, Bob Mills, Helena Guergis, Steven Fletcher, Bev Oda, Diane Finley et Loyola Hearn risquent fort de se retrouver à la table du Conseil des ministres.

Toutefois, aucun de ces candidats ne représente la Saskatchewan et l'Île-du-Prince-Édouard. M. Harper devra donc nommer des gens issus de ces deux provinces.

Au Québec, Lawrence Cannon (Pontiac), Josée Verner (Louis-

Saint-Laurent) et Maxime Bernier (Beauce) pourraient également porter le chapeau de ministre. Dans une entrevue accordée à Radio-Canada jeudi, le chef conservateur a toutefois affirmé qu'il n'avait pas l'intention de nommer des non-élus. Mais si aucun candidat conservateur ne parvient à se faire élire dans la Belle Province, il pourrait être forcé de lorgner du côté du Sénat. Pierre Claude Nolin serait alors présenté. Et Mario Dumont ? Christian Dufour, professeur-chercheur à l'École nationale d'administration publique, croit que la sortie du chef de l'Action démocratique du Québec, qui a publiquement appuyé le Parti conservateur, prouve que le jeune politicien envisage peut-être de faire carrière à Ottawa.

Mais toutes ces nominations peuvent varier en fonction du type de gouvernement — majoritaire ou minoritaire — qui dirigera le Parlement, note Guy Lachapelle. « Un cabinet minoritaire, on sait que ça va être temporaire et il faut tenir compte de la force de l'opposition. Si c'est un gouvernement majoritaire, le chef peut nommer n'importe quel ministre, car il sait que son parti va être au pouvoir pendant quatre ans. »

Avec la collaboration de Sébastien Rodrigue



Fort de son avance dans les sondages, le chef conservateur, Stephen Harper,

Peter MacKay**Sécurité publique, 40 ans, Nouvelle-Écosse.**

Ancien chef du Parti conservateur, Peter MacKay est une des figures de proue de son parti. Il est d'ailleurs l'un des architectes de la fusion entre le Parti conservateur et l'Alliance canadienne. Ancien procureur de la Couronne, Peter MacKay a entrepris sa carrière politique en 1997 pour le Parti conservateur. Il était le leader adjoint de l'opposition officielle à la Chambre des communes et critique du parti en matière de sécurité publique.

Lawrence Cannon**Vice-premier ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, 58 ans, Québec.**

Lawrence Cannon a déjà été ministre des Communications dans le gouvernement libéral de Robert Bourassa de 1990 à 1994. Il a aussi été élu conseiller municipal de la nouvelle ville de Gatineau en 2001. En 2005, l'ancien libéral se joint aux conservateurs à titre de chef de cabinet adjoint de Stephen Harper et directeur exécutif adjoint du parti.

Monte Solberg**Finances, 48 ans, Alberta.**

Monte Solberg a été élu une première fois en 1993 avec le Parti réformiste et tente d'obtenir un cinquième mandat. Le député de Medicine Hat est le critique du Parti conservateur en matière de finances depuis 2000.

Allan Cutler**Travaux publics, 56 ans, Ontario.**

Allan Cutler est le premier fonctionnaire du ministère des Travaux publics à avoir soulevé le doute sur la gestion du programme des commandites en 1994. Aujourd'hui retraité, Allan Cutler avait été muté à un autre service après avoir porté plainte à son syndicat à propos de ce programme. Le juge John Gomersy l'a par la suite encensé dans son rapport déposé en novembre dernier.

Rona Ambrose**Développement social, 36 ans, Alberta.**

Rona Ambrose a été élue une première fois à la Chambre des communes en 2004 dans la circonscription d'Edmonton—Spruce Grove. Avant d'être élue, la députée conservatrice était fonctionnaire au Service des relations intergouvernementales et internationales du gouvernement de l'Alberta. À la Chambre des communes, elle était critique en matière d'affaires intergouvernementales.

ÉLECTIONS 2006 LE PC EN AVANCE

DE STEPHEN HARPER?

Virage à droite

> **Mariage gai** : s'il est élu, Stephen Harper permettra un vote libre aux Communes pour réaffirmer que le mariage est l'union d'un homme et d'une femme. Il prétend aussi, contre l'avis d'une centaine d'experts constitutionnalistes, qu'il pourra annuler la loi malgré l'avis de la Cour suprême. Il propose, en outre, de laisser aux gais qui se sont déjà mariés le statut légal d'époux. Une position purement électoraliste qui ne tient pas la route légalement. Et probablement le premier grand test qui attend Stephen Harper.

> **L'accord de Kyoto** : le chef conservateur n'a jamais accepté l'approche Kyoto, dont il veut s'éloigner au profit d'une nouvelle entente entre Ottawa et les provinces pour la réduction des gaz à effet de serre. Un autre sujet casse-gueule, surtout au Québec.

> **Jeunes contrevenants** : reprenant une vieille marotte conservatrice, M. Harper suggère d'infliger à des adolescents de 14 ans des peines d'adultes pour des crimes graves. Une autre confrontation en vue avec Québec. M. Harper pourrait finir par avoir un sérieux problème : c'est bien beau de s'attaquer au déséquilibre fiscal, mais il est dangereux de menacer l'équilibre social.

> **Les relations avec les États-Unis** : M. Harper a certainement plus d'atomes crochus avec les républicains que n'en ont les libé-

raux, mais il se rendra vite compte que le conflit dans le bois d'oeuvre fait mal à des travailleurs d'ici. Donc, à des électeurs d'ici. Mais il serait sans aucun doute plus proche de George Bush que ne l'est Paul Martin. En ne rejetant pas une possible participation du Canada au bouclier antimissile américain, M. Harper s'est trempé le pied dans l'eau chaude. S'y jettera-t-il au complet une fois au pouvoir ? Cela dit, sur ce sujet, il promet un vote libre aux Communes, ce que réclamait l'opposition au gouvernement libéral.

> **Tierces partis** : M. Harper a été à l'origine d'une contestation de la loi électorale interdisant à des groupes d'intérêts de dépenser de l'argent pendant les campagnes électorales. L'affaire est morte en Cour suprême, mais M. Harper est toujours contre cette disposition.

> **Garderies** : l'approche individuelle prévaut chez les conservateurs, qui veulent remettre de l'argent directement aux parents, ce qui va à l'encontre de la politique québécoise (quoique avec le gouvernement Charest...). Mais M. Harper a aussi annoncé un plan pour inciter (financièrement) les entreprises à ouvrir des services de garde en milieu de travail. Bonne idée.

> **Le registre des armes à feu** : c'est simple, il veut le *scraper*. Pour des raisons de fiasco financier, certes, mais encore plus pour des raisons idéologiques. Le vieux fond cow-boy n'est pas très loin.

> **Marijuana** : pas question de décriminaliser, point à la ligne. Et non, puisque vous alliez poser la question, Stephen Harper n'a jamais fumé de pot de sa vie.

Au-delà du programme, reste une question fondamentale : Stephen Harper et son parti ont-ils vraiment évolué ou présentent-ils seulement leur côté givré pour gagner des votes ?

Au-delà du programme, reste une question fondamentale : Stephen Harper et son parti ont-ils vraiment évolué ou présentent-ils seulement leur côté givré pour gagner des votes ?

Le chef conservateur, par exemple, a tenu dans le passé des propos incendiaires contre le bilinguisme officiel dans ce pays, mais il affirme aujourd'hui être en accord avec la loi et le principe.

M. Harper joue aujourd'hui la politique de la main tendue envers le Québec et il se pourrait fort bien qu'il doive composer avec le Bloc aux Communes s'il dirige un gouvernement minoritaire, mais on oublie qu'il a été dans le passé encore plus virulent envers le projet souverainiste que Jean Chrétien ou Stéphane Dion.

Voici ce qu'il disait aux Communes le 16 mai 1996, à l'époque où il était député du Reform

Party : « Il nous faut reconnaître la réalité politique. Nous connaissons les caractéristiques démographiques du Québec. La majorité de voix exprimées en faveur d'un mandat de souveraineté devrait être la majorité de la population, c'est-à-dire non seulement la majorité des citoyens et la majorité de l'Assemblée nationale du Québec, mais la majorité des circonscriptions et, je sais que c'est une hérésie, la majorité de l'électorat francophone québécois avec sa base ethnique.

ce qui est faux, et a besoin d'une protection spéciale. Nous avons souvent affirmé que des mesures peuvent être prises pour améliorer notre fédération, mais la solution ne consiste pas à insérer des slogans séparatistes dans notre Constitution. »

C'était il y a 10 ans, direz-vous, mais comme le spectre d'un nouveau référendum resurgit, il est intéressant de savoir ce qu'il pensait à l'époque, peu de temps après le grand choc de 1995. Aujourd'hui, M. Harper est toujours un ardent défenseur de la loi sur la « clarté » référendaire.

Voilà un tour d'horizon, incomplet certes, mais qui touche les grands enjeux de cette campagne. Ce que l'on constate au pays ces jours-ci, au Québec aussi, mais dans une moindre mesure, c'est que Stephen Harper est largement inconnu du grand public.

Malgré cela, il semble bien que suffisamment d'électeurs soient prêts à lui donner sa chance à la tête du gouvernement. Mais minoritaire, insistent presque tous les électeurs tentés par M. Harper.

En fait, c'est comme si les Canadiens en avaient marre de leur vieille auto rouge et qu'ils songent à la remplacer par la bleue. Mais ils ne veulent pas l'acheter. Seulement la louer pour 18 mois.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur : vincent.marissal@lapresse.ca



PHOTO ANDY CLARK, REUTERS

rendu public hier, à Oakville, en Ontario, le programme électoral de son parti.

LES AUTRES MINISTRES DU CABINET

- > Vic Toews, Justice, 53 ans, Manitoba.
- > Jay Hill, leader en Chambre, 53 ans, Colombie-Britannique.
- > James Rajotte, Industries, 35 ans, Alberta.
- > Diane Ablonczy, Immigration, 56 ans, Alberta.
- > Steven Fletcher, Santé, 33 ans, Manitoba.
- > Chuck Strahl, président de la Chambre des communes, 48 ans, Colombie-Britannique.
- > Bev Oda, Patrimoine, 61 ans, Ontario.
- > Diane Finley, Agriculture, 48 ans, Ontario.
- > Bob Mills, Environnement, 64 ans, Alberta.
- > Helena Guergis, Agence canadienne du développement international, 36 ans, Ontario.
- > Loyola Hearn, Pêche et Océans, 62 ans, Terre-Neuve et Labrador.

Voici quelques autres candidats « ministrables » : Greg Thompson (Nouveau-Brunswick), Tony Clement (Ontario), Bill Casey (Nouvelle-Écosse), Rob Nicholson (Ontario), Jim Flaherty (Ontario) et John Baird (Ontario).

Jason Kenney
Revenu, 37 ans, Alberta.
Le député de Calgary-Sud-Est est le leader de l'opposition officielle à la Chambre des communes. Jason Kenney a été élu pour la première fois en 1997 avec le Parti réformiste. Il a déjà été porte-parole de l'opposition en matière de revenu et il était récemment le leader parlementaire de l'opposition officielle.

James Moore
Transports, 29 ans, Colombie-Britannique.
James Moore a été élu pour la première fois comme député de l'Alliance canadienne en 2000. À 24 ans, il était alors le plus jeune député de l'histoire de la Colombie-Britannique à siéger aux Communes. Il a été, entre autres, le critique du Parti conservateur en matière de Transports. James Moore était auparavant employé d'une station de radio et membre du personnel de l'opposition officielle à Ottawa.

Josée Verner
Francophonie, 45 ans, Québec.
La candidate dans la circonscription de Louis-Saint-Laurent a obtenu le plus de voix au Québec pour son parti aux élections de 2004. Josée Verner est par la suite devenue la critique responsable du développement économique des régions du Québec et de la francophonie, même si elle ne siège pas aux Communes.

Stockwell Day
Conseil du Trésor, 55 ans, Colombie-Britannique.
L'ancien chef de l'Alliance canadienne a poursuivi son travail de député après avoir cédé sa place à Stephen Harper dans la foulée de sa cuisante défaite de 2000. Stockwell Day est clairement identifié à l'aile plus radicale du Parti conservateur. Le député de la Colombie-Britannique a occupé les fonctions de chef de l'opposition avant Stephen Harper et il est critique en matière d'Affaires étrangères depuis 2002.

Maxime Bernier
Développement régional du Québec, 42 ans, Québec.
Le fils de l'ancien député conservateur Gilles Bernier est l'un des candidats vedettes du Parti conservateur au Québec. Il était jusqu'à récemment vice-président de l'Institut économique de Montréal. Maxime Bernier a auparavant été vice-président de la compagnie d'assurances Standard Life, directeur des relations corporatives et internationales à la Commission des valeurs mobilières du Québec et conseiller législatif au cabinet du vice-premier ministre au Québec.

ÉLECTIONS 2006 VERS LE 23 JANVIER

DÉSÉQUILIBRE FISCAL

Martin accuse Harper de leurrer les Québécois

JOËL-DENIS BELLAVANCE

HAMILTON — Le chef du Parti libéral, Paul Martin, accuse son adversaire conservateur Stephen Harper de leurrer les Québécois en promettant de régler le déséquilibre fiscal sans préciser combien d'argent il est prêt à mettre sur la table.

Adoptant un ton nettement plus combatif maintenant que son parti est au bord du précipice électoral, M. Martin a soutenu que les Québécois ne peuvent croire le chef du Parti conservateur s'il refuse de dire comment il corrigera le déséquilibre fiscal qui existe entre Ottawa et les provinces.

M. Martin s'en est aussi pris à M. Harper hier sur deux autres fronts, soit les promesses des conservateurs de biffer la signature du Canada du protocole de Kyoto et de relancer le débat sur une participation au controversé projet de bouclier antimissile américain du gouvernement Bush.

« Stephen Harper a promis qu'il allait aborder la question du déséquilibre fiscal. Ça va prendre de l'argent. La seule façon de tenir votre parole, c'est de nous dire le montant que vous allez mettre là-dedans. Il vient de sortir son programme et l'argent n'est pas là pour régler ça. C'est clair. Il vient de leurrer les provinces. Il vient de leurrer les Québécois », a affirmé M. Martin.

Durant la campagne, M. Harper a promis de régler le déséquilibre fiscal, mais il a refusé de préciser le montant qu'il consacrerait à cette tâche. Il soutient qu'il est prêt à considérer plusieurs pistes de solutions : hausse des paiements en espèces aux provinces, transfert de points d'impôts ou réduction des impôts fédéraux pour libérer un espace fiscal aux provinces. Il a dit qu'il souhaitait négocier avec les provinces.

Au sujet de l'intention du Parti conservateur d'abroger l'accord de Kyoto, M. Martin a affirmé que le Canada ne peut se retirer de cet accord environnemental sans rougir de honte devant tous les pays de la planète, après avoir été l'hôte d'une conférence internationale sur les changements climatiques à Montréal.

« Il vient de dire à 150 pays du monde que le Canada ne tient pas sa parole. C'est inexcusable », a dit M. Martin.

Les conservateurs jugent cet accord inefficace. Ils préfèrent élaborer une stratégie nationale avec les provinces afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). En vertu du protocole de Kyoto, les pays signataires doivent réduire les GES à un niveau inférieur de 6 % à ce qu'ils étaient en 1990. Les émissions de GES du Canada ont toutefois augmenté de 24 % au cours des dernières années.

Enfin, M. Martin a vivement dénoncé l'intention du Parti conservateur de soumettre toute proposition de participer au bouclier antimissile américain à un vote libre au Parlement. En mars dernier, M. Martin a écarté l'idée de participer à cette aventure militaire.



PHOTO RYAN REMIOWZ, PC ©

Le chef libéral a affirmé que le Canada ne peut se retirer de l'accord de Kyoto sans rougir de honte devant tous les pays de la planète. Paul Martin était à St. Catharines hier où il a fait une visite impromptue à des élèves dans une cour d'école.

« Il vient de dire que la politique étrangère va se décider aux États-Unis, que nous participerons au bouclier antimissile, et cela en dépit du fait que la grande majorité des Canadiens n'en veulent pas. Il dit que c'est à Washington que l'on fait la politique étrangère du Canada. Encore là, cela démontre qu'il y a une brisure entre lui et le peuple canadien », a-t-il lancé.

Deux nouvelles tuiles

M. Martin, qui a visité cinq circonscriptions du sud de l'Ontario hier dans l'espoir de limiter la percée prévue des conservateurs, a aussi accusé son principal adversaire de vouloir relancer au Parlement des débats sociaux tels que l'avortement et les mariages entre conjoints de même sexe, des questions qui sont déjà réglées, selon lui.

Malgré le ton plus combatif de Paul Martin, deux nouvelles tuiles se sont abattues sur sa campagne, hier.

D'abord, M. Martin a été contraint d'expulser le candidat libéral d'Abbotsford, David Oliver, qui a été accusé hier d'avoir offert un pot-de-vin au candidat néo-démocrate Jeffrey Nanson-Carison pour qu'il se retire de la course. Le NPD a officiellement déposé hier une plainte auprès d'Élections Canada à ce sujet. Un tel geste est interdit par la loi électorale.

Ensuite, M. Martin a dû défendre le ministre Tony Valeri, leader du gouvernement en Chambre, parce que ce dernier a effectué une transaction immobilière douteuse. En effet, M. Valeri a acheté une maison de 225 000 \$ le 29 avril 2005, avant de la revendre pour la somme de 500 000 \$ trois mois plus tard. Le hic, c'est qu'il a acheté cette maison d'un important bailleur de fonds libéral et qu'il l'a revendue au fils de ce dernier. M. Martin a dit hier que le conseiller en éthique avait déjà été saisi de cette affaire et qu'il n'avait rien trouvé d'anormal.

Fonds des héros

Par ailleurs, le chef du Parti libéral promet de créer un Fonds des héros de 25 millions de dollars s'il est reporté au pouvoir le 23 janvier.

Ce fonds servirait à verser une indemnisation aux familles dont un membre travaillant comme policier, ambulancier ou pompier a perdu la vie dans l'exercice de ses fonctions. M. Martin a fait cette annonce dans une caserne de pompiers de Niagara Falls ce matin. Le fonds promis sera rétroactif au 1^{er} janvier 2005. Selon le chef libéral, cette mesure permettra aux familles éplorées de faire leur deuil sans être tracassées par des problèmes financiers.

Harper doit faire mieux au Québec

HARPER

suite de la page A1

« Le confort des Québécois en général avec l'idée d'un gouvernement conservateur s'accroît de façon fulgurante. Il est difficile d'imaginer ce qu'il restera aux libéraux », observe-t-il.

Le sondage Ekos réalisé du 10 au 12 janvier pour *La Presse* et le *Toronto Star* auprès de 548 personnes au Québec (marge d'erreur d'environ 4,2 %) donne toujours une avance au Bloc québécois. Le parti souverainiste chute tout juste sous la barre des 50 %.

Les conservateurs obtiennent 21 % des intentions de vote, contre 15 % pour les libéraux et 10 % pour les néo-démocrates. Les conservateurs semblent aussi avoir des appuis plus fort à l'extérieur de Montréal, particulièrement dans l'est de la province.

En Ontario, une éventuelle majorité conservatrice pourrait dépendre du comportement des électeurs néo-démocrates. Ces derniers ont tendance à appuyer les libéraux pour arrêter les conservateurs, mais Ekos ne constate aucun signe d'un tel mouvement pour l'instant.

Les sondages montrent que les libéraux perdent du terrain en Ontario, sauf au cœur de Toronto et dans le nord de la province, où ils demeurent imperturbables. Dans l'ensemble de la province, les conservateurs obtiennent 40 % des intentions de vote, contre 34 % pour les libéraux et 21 % pour les néo-démocrates. Ekos a interrogé 914 personnes en Ontario du 10 au 12 janvier, ce qui donne une marge d'erreur d'environ 3,2 %.

Les sondages d'Ekos laissent aussi entrevoir que les conservateurs consolident leurs appuis parmi les personnes plus âgées, plus fortunées et plus scolarisées. Les électeurs plus jeunes semblent toutefois moins intéressés par la campagne et davantage indécis dans leur choix pour le scrutin du 23 janvier.

Harper populaire dans l'électorat

Les libéraux ont tenté par tous les moyens de diaboliser le chef conservateur dans des publicités assassines, mais les électeurs apparaissent de plus en plus à l'aise avec l'idée de voir Stephen Harper diriger le gouvernement, selon la tendance observée cette semaine dans les sondages de la firme Ekos.

Au début du mois de janvier, le choix des électeurs était encore sujet à changement, selon Frank Graves. « Les conservateurs convertis commencent maintenant à sceller leur décision », dit-il. Une importante majorité des personnes interrogées (81 %) affirme aussi qu'ils ne changeront pas leur choix, même si les conservateurs sont en voie de former un gouvernement majoritaire.

La firme Ekos mène des sondages quotidiens pour le compte de *La Presse* et du *Toronto Star* en interviewant environ 500 personnes par jour. Le dernier sondage réalisé du 10 au 12 janvier auprès de 2036 personnes donnait une avance d'environ 9 % aux conservateurs sur les libéraux. Ce sondage comporte une faible marge d'erreur de 2 %. Un autre sondage de SES Research pour la CPAC dévoilé hier donne aussi une avance de neuf points aux conservateurs.

En 2004, les libéraux traînaient aussi derrière les conservateurs dans les sondages au même stade de la campagne, mais l'écart était alors d'environ 1 %. Les conservateurs ont toutefois une avance plus importante cette fois-ci, et les sondeurs considèrent qu'il sera difficile de renverser la vapeur.

Une enquête du Strategic Counsel pour le *Globe and Mail* a d'ailleurs estimé que les conservateurs étaient en bonne voie pour remporter 152 sièges, laissant ainsi les libéraux former l'opposition officielle avec 74 sièges. Le Bloc québécois obtiendrait un record de 60 sièges contre 21 pour le Nouveau Parti démocratique (NPD). Il ne reste maintenant plus que 10 jours à attendre pour connaître le véritable résultat.



Chaque vol est gagnant.*

En février, volez avec WestJet pour gagner de magnifiques prix.



GAGNEZ UN VOIS DE 8 PASSA-GEERS



► FUTURE SHOP

ALADDIN
RESORT • CASINO • LAS VEGAS



RÉSERVEZ MAINTENANT ET COUREZ LA CHANCE DE GAGNER:

- Une HONDA PILOT EX 2006 avec intérieur en cuir
- Un crédit-voyage de 10 000\$ WestJet
- Deux systèmes de cinéma-maison de Future Shop
- Deux forfaits familiaux 50^e anniversaire à Disneyland
- Deux voyages à l'hôtel Aladdin de Las Vegas
- Deux séjours du Canadian Rocky Mountain Resorts
- Et des milliers d'autres prix

Réservez votre vol de février sur westjet.com ou contactez votre agent de voyages. Ou appelez simplement au 1 877 956 6982.

WESTJET

Bienvenue à bord.



PIERRE FOGLIA

L'âne de Platon

La chronique qui suit sera forcément maladroite, je ne suis pas un intellectuel, je ne suis pas allé à l'école longtemps, à 14 ans j'étais debout devant mon pupitre de typographe et un demi-siècle plus tard je suis toujours cet ouvrier typographe qui n'a pas appris les choses en « partageant le savoir d'un maître », mais en les appréhendant laborieusement. Je n'ai pas les outils d'analyse qu'ont les intellectuels ; au fait, où sont les intellectuels dans cette campagne ? Qu'attendent-ils pour exercer leur *sacerdoce laïque*¹, pour éclairer, pour partager, pour faire le point, au-dessus des contingences partisanes, sur la démocratie par exemple ?

Ah non ! Pas encore la démocratie ! Pas encore Platon. Mais si, c'est en plein le moment. Que disent les gens en ce moment ? Ils disent qu'il faut aller voter impérativement. C'est là notre niveau démocratique, pas plus haut que ça, pas plus haut que la maternelle. L'âne de la République de Platon est toujours et plus que jamais démocratique.

Bon OK. On vote. Pis après ? Qui gouverne ? En principe les gens qu'on a élus pour ça. Qui sont-ils ces gens ? Des experts en gouvernance ?

Pas du tout. Et il n'est pas souhaitable qu'ils le soient. La démocratie repose sur cette idée (entre autres) que *nul individu, nul groupe n'a de titre à gouverner plus que les autres*². Il est donc parfaitement démocratique d'élire des imbéciles. Qui deviennent parfois ministres. Même premier ministre. Ce n'est pas si grave. Ce ne sont pas eux qui gouvernent. C'est l'appareil gouvernemental. L'appareil ne manque pas d'experts en gouvernance, sous-ministres, hauts-fonctionnaires et autres grands serviteurs de l'État.

Voyons comment ça fonctionne par un exemple extrême. Kyoto. L'appareil était contre. Essentiellement parce que l'appareil est une machine et qu'une machine n'a pas de sentiments, pas de morale, pas d'imagination. Elle fonctionne avec des rapports, des chiffres. Elle est ploguée sur le réel, c'est-à-dire sur l'industrie. L'industrie dit non à Kyoto. La machine transmet à l'élu : Kyoto non.

Dilemme. Le peuple, lui, dit oui à Kyoto.

Alors ? Alors on revient à ma question : qui gouverne ? le peuple ? l'élu ? la machine ?

Il y a seulement 50 ans, la réponse à cette question eût été toute simple. Il y a 50 ans, le pouvoir

tombait de très haut sur le dos des commettants. Il y a 50 ans, les nations démocratiques étaient menées comme des troupeaux par des bergers qui savaient ce qui était bon pour le troupeau. Il y a 50 ans, le pouvoir (l'appareil + l'élu) eût dit non à Kyoto. Non parce que, vous ne pouvez pas le savoir braves gens, vous êtes trop ignorants pour cela, mais Kyoto c'est pas bon pour vous.

Aujourd'hui la distance s'est considérablement réduite entre l'électeur et l'élu. Le volant du pouvoir est en prise directe sur le peuple, la moindre contrariété se traduit en fausse manœuvre et voilà le gouvernement dans le fossé. Vous voulez Kyoto, braves gens ? OK. Vous avez Kyoto.

Puis l'élu se tourne vers l'industrie et la machine en mettant un doigt sur sa bouche : chut. Ne vous occupez pas de ce que je viens de dire au peuple, faites pour le mieux. Comme on l'y invitait l'industrie a fait pour son mieux. Résultat : un des pires, mondialement, en matière de réductions d'émissions de gaz à effet de serre.

Alors, qui gouverne ? Exactement comme il y a 50 ans : le berger. Animé du même esprit paternaliste : il sait ce qui est bon pour le troupeau, qu'il doit

protéger de ses propres emballages qui le porteraient, si on le laissait aller, vers le précipice.

Au cœur de la démocratie, il y a ce berger qui sait.

Mais ne venez-vous pas de dire, monsieur le chroniqueur, que le berger est parfois, souvent, un imbécile ? Ce savoir lui viendrait donc tout d'un coup, par magie ?

Il lui vient par contamination en s'approchant de l'appareil d'État, dont il est le maître en apparence, en réalité le serviteur. L'élu qui ne savait rien sait maintenant ce que lui disent les hauts-fonctionnaires, les experts, les spécialistes, les lobbyistes, cette élite politique qui sait ce qui est bon pour le peuple.

Mais que le peuple ne veut pas ? C'est plus tordu que ça. Kyoto est une exception. Quand le processus démocratique se déroule comme il faut, il débouche sur un consensus entre le peuple, l'élu et l'appareil. En apparence, personne ne fourre personne. En apparence, Je viens de vous dire qu'au cœur de la démocratie moderne, il y a un berger. C'est une erreur. Au cœur de la modernité démocratique, il y a une agence de marketing qui étudie le troupeau, et conçoit des stratégies pour le faire aller brouter là où il doit aller brouter.

Vous parlez des élus et des gens

de l'appareil, comme s'ils n'avaient aucune conscience.

Et vous vous parlez de la conscience comme d'une vertu innée ; on en aurait tous comme on a un fond de bonté. La conscience n'est pas innée. Elle vient par l'expérience partagée, par l'injustice constatée, par l'indignation, par la lucidité, par la culture. Ce qui est certain, c'est qu'elle ne vient pas au député en souhaitant bon anniversaire à chacun de ses électeurs. Ni en sonnait aux portes : bonjour, je suis votre candidat...

Comment ?

Avec des idées.

Qui en a ?

Les intellectuels.

Où sont-ils ?

C'est votre question la plus pertinente jusqu'ici.

¹ La formule est de Paul Bénichou, auteur de *Morales du grand siècle*. Intellectuel « indépendant », ce qui dit assez qu'ils ne le sont pas tous, Bénichou est mort en 2001.

² Jacques Rancière, *Chroniques des temps consensuels*.

EN BREF

Le PLC expulse un candidat

Le Parti libéral du Canada a montré la porte hier à David Oliver, candidat dans la circonscription d'Abbotsford (Colombie-Britannique), soupçonné d'avoir offert un pot-de-vin à son adversaire néo-démocrate pour qu'il se retire de la course.

Dans une déclaration sous serment transmise au siège de son parti, le candidat du NDP, Jeffrey Hansen-Carlson, allègue que le 10 janvier en soirée, il a été convié à une rencontre avec M. Oliver et son directeur de campagne, Gordy Khalon. Au cours de cette réunion, qui a eu lieu au bureau de campagne du Parti libéral, MM. Oliver et Khalon l'auraient invité à barrer la route au candidat conservateur en donnant publiquement son appui au candidat libéral. En échange, M. Hansen-

Carlson, qui a tenté sans succès de se faire élire comme conseiller municipal d'Abbotsford en novembre 2005, se serait vu offrir... une victoire aux prochaines élections municipales et un emploi à Ottawa advenant la victoire du candidat libéral. Le chef libéral Paul Martin n'a pas tardé à réagir en demandant à M. Oliver de cesser immédiatement de faire campagne sous la bannière libérale et en annonçant son exclusion du caucus libéral s'il est élu. Nicolas St-Pierre

Vote par anticipation

Les électeurs qui désirent voter par anticipation pour l'élection fédérale du 23 janvier prochain peuvent le faire depuis hier dans les 308 circonscriptions du pays. Les bureaux de vote par anticipation ont ouvert leurs portes hier de midi à 20 h. Ils seront aussi ouverts aujourd'hui et lundi, selon le même horaire. L'adresse

des bureaux de vote par anticipation apparaît au verso de la carte d'information de l'électeur, distribuée dans les foyers canadiens à la fin du mois de décembre. Nicolas St-Pierre

ÉLECTIONS

Le dossier Élections 2006 se poursuit en page 6.

GRANGE

MEUBLES FRANÇAIS HAUT DE GAMME

VENTE

25% SUR TOUTE NOTRE MARCHANDISE

VENTE DU 14 AU 28 JANVIER

625 RUE PRÉSIDENT KENNEDY
AU COIN DE LA RUE UNION

Non applicable sur les marchandises déjà commandées, et sur les produits AGA.

514.843.7686 www.grange.fr

Résultats

TVA, le réseau des tirages

SUPER 7	Tirage du 2006-01-13	CaMini	Tirage du 2006-01-13
02 05 07 35 43 44 45	Complémentaire : 28	NUMÉROS	LOTS
Joker	Tirage du 2006-01-12	874707	50 000 \$
Lettre gagnante E	Lettre gagnante E	74707	5 000 \$
07 11 12 15 25	07 11 12 15 25	4707	250 \$
Catégorie	Gagnants	707	25 \$
Lettre+5/5	0	707	25 \$
5/5	0	07	5 \$
Lettre+4/5	6	87470	1 000 \$
4/5	28	8747	100 \$
Lettre+3/5	223	874	10 \$
3/5	895	Quintessence	Tirage du 2006-01-13
Lettre+2/5	2 859	702	1052
Lettre+1/5	13 177	Extra	Tirage du 2006-01-12
Lettre	19 521	030089	906855
Astro	Tirage du 2006-01-13	EMCO	Tirage du 2006-01-13
Jour - Mois - Année - Signe	02 MAI 57 VERSEAU	05 07 08 13 15	24 25 27 29 33
02 MAI 57 VERSEAU		41 45 53 54 55	56 58 59 64 66

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

SOYEZ TOUJOURS GENTILS AVEC CEUX QUI JOUENT AU 649

Baronet Savannah

SOLDE

Fontaine

Meubles Décor

31 ans

9780, Sherbrooke Est, Montréal ■ 514 352-3913

www.meublesfontaine.com

DÉCOUVREZ LE NOUVEAU VISAGE DU CLUB MED

clubmed.ca

martinique bahamas malaisie maroc brésil france mexique guadeloupe états-unis polynésie française et plus de 30 autres pays.

PARENTS ET ENFANTS PROFITENT PLEINEMENT DES VACANCES...

Sports, ateliers créatifs et artistiques, spectacles et événements, grands jeux... Avec des encadrements pour les enfants de 4 à 17 ans, tout est fait pour leur bonheur.

La Caravelle, Guadeloupe

Villages famille avec encadrement pour enfants de 4 à 17 ans.

Profitez du prix "Réservez dès maintenant"

à partir de **2 376\$***

taxes incluses

Février - Mars

APPELEZ VOTRE VOTRE AGENT DE VOYAGE OU LE 1-800-CLUBMED

Départs de Montréal *Le prix Réservez dès maintenant est pour 7 nuits, par personne, vol inclus (Air Transat) et pour un départ le 21 février 2006 ; basé sur une occupation double en chambre de catégorie minimum. Les prix ne s'appliquent pas pour des réservations de groupe, sont valables jusqu'à la fin de cette journée, le samedi 14 janvier 2006 et sont sujets à une augmentation pouvant aller jusqu'à 140\$. Les prix sont valables pour les nouvelles réservations seulement et non combinables avec aucune autre promotion. Les prix comprennent toutes les taxes et la surcharge de carburant imposée par la compagnie aérienne mais n'incluent pas la contribution des clients au fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 0,35% sur le prix du voyage (non applicable sur les frais d'adhésion). Les places sont limitées et sujettes à la disponibilité. Les prix pour adulte s'appliquent dès l'âge de 16 ans. Frais d'adhésion en sus. Les conditions générales de la brochure en vigueur s'appliquent. Titulaire d'un permis du Québec.

Club Med

IL RESTE TANT DE MONDE À DÉCOUVRIR

ÉLECTIONS 2006 VERS LE 23 JANVIER

Pas d'enquête publique du DGE sur Option Canada

DENIS LESSARD

QUÉBEC — L'enquête du directeur général des élections (DGE) sur les dépenses occultes d'Option Canada durant la campagne référendaire de 1995 ne sera pas publique. Le DGE du Québec, Marcel Blanchet, a affirmé hier qu'il ne peut légalement déclencher d'enquête publique, et que même s'il avait pu le faire, il aurait hésité.

Le DGE a annoncé hier qu'il avait confié à M^e Bernard Grenier, un juge à la retraite, le mandat d'examiner les faits rapportés dans l'ouvrage publié récemment par Normand Lester et Robin Philpot. Les deux auteurs soutiennent que des millions ont été dépensés par le camp fédéraliste en 1995 sans avoir été comptabilisés dans la campagne du Non.

« Il importe de faire toute la lumière de manière à éviter que la confiance du public à l'égard de nos lois électorales ne soit compromise », a souligné hier M. Blanchet.

Le rapport de M^e Grenier est attendu d'ici le 21 juin, et il sera rendu public par la suite, a assuré le DGE.

À cause du cadre juridique dans lequel il peut intervenir, le DGE a renoncé à une enquête publique qui aurait nécessité l'audition de témoins, comme l'investigation menée au printemps 2005 par le juge Gomery. « Mais même si légalement j'en avais eu la possibilité, je ne suis pas certain que j'aurais opté pour une enquête publique. Je crois qu'un exercice comme on a vu avec la commission Gomery a surtout augmenté le cynisme de la population à l'endroit des politiciens. »

L'annonce de l'enquête de M^e Grenier devait être faite jeudi, mais elle a été reportée de 24 heures pour permettre des vérifications juridiques supplémentaires. Un examen des lois sur le DGE et sur les consultations populaires a en effet amené M. Blanchet à conclure « que le DGE n'a pas le pouvoir de tenir une enquête publique », explique Denis Dion, le porte-parole du DGE. Le mandat du commissaire enquêteur aurait alors pu être contesté en cour, ce qui au-



Les faits rapportés dans le livre *Les secrets d'Option Canada*, écrit en tandem par les journalistes Normand Lester et Robin Philpot, seront examinés par M^e Bernard Grenier.

rait fait dérailler tout le processus et aurait même pu causer l'avortement de l'enquête.

« Le directeur général des élections n'est pas un tribunal », poursuit M. Blanchet, soulignant que « seul le gouvernement a en l'occurrence le pouvoir de décider de la tenue

— chambre criminelle et pénale — de 1980 à 2002.

Il est membre du Tribunal des professions, président de la Société de criminologie du Québec et directeur par intérim de l'Institut national de la magistrature, à Ottawa.

Hier, le député péquiste de Jo-

mémoire des témoins », observe le député Valois.

Selon lui, M^e Grenier devrait convoquer le président et le vice-président du comité du Non en 1995, l'ex-premier ministre Daniel Johnson et le premier ministre Jean Charest. On devrait aussi ramener à la barre les gens interrogés par le DGE lors d'une première enquête qui avait avorté en 1997 : Jocelyn Beaudoin (voir texte ci-contre), et Claude Dauphin, du Comité exécutif de Montréal, qui était alors président d'Option Canada.

Par ailleurs, le DGE attend toujours les conclusions d'une autre enquête, celle de M^e Jean Moisan, qui porte sur les allégations faites par des témoins à la commission Gomery touchant le financement du Parti libéral du Québec et du Parti québécois. Le rapport de cette enquête est attendu fin mars.

« Il importe de faire toute la lumière de manière à éviter que la confiance du public à l'égard de nos lois électorales ne soit compromise. »

d'une enquête publique ».

Son prédécesseur Pierre F. Côté, joint par *La Presse*, est du même avis : il n'y a aucun précédent où le DGE a déclenché une enquête publique, précise-t-il.

L'ancien juge Grenier a une feuille de route éloquent, souligne par ailleurs M. Blanchet.

Admis au Barreau en 1967, il a siégé à la Cour du Québec

lette, Jonathan Valois, ne cachait pas sa déception concernant le choix d'une enquête non publique.

« On l'a vu avec Gomery, parfois les silences des témoins sont tout aussi éloquentes que leurs déclarations. Or, quand on a entre les mains un rapport d'enquête, on ne peut constater ces silences, les problèmes de

Le ministre Pelletier suspend Jocelyn Beaudoin

DENIS LESSARD

QUÉBEC — La controverse autour « d'Option Canada » a fait une victime. Même si son employé affirme tout ignorer de pratiques douteuses durant la campagne référendaire, le ministre des Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier, a préféré suspendre, avec solde, le représentant du Québec à Toronto, Jocelyn L. Beaudoin.

Dans un communiqué diffusé hier en fin de journée, M. Pelletier souligne en être arrivé conjointement avec M. Beaudoin à cette décision, qui permet de préserver la confiance des citoyens envers les institutions, estime-t-il. M. Beaudoin est relevé de ses fonctions jusqu'à nouvel ordre mais conserve son salaire. Déjà ce dernier a promis sa totale collaboration à l'enquête déclenchée hier par le directeur général des élections Marcel Blanchet, qui donne jusqu'au 21 juin à l'ex-juge Bernard Grenier pour faire toute la lumière sur les allégations de Normand Lester et Robin Philpot dans leur livre *Les secrets d'Option Canada* publié la semaine dernière. Pour l'essentiel, les auteurs soutiennent que le camp fédéraliste avait créé cet organisme à la veille du référendum pour dissimuler des dépenses qui auraient dû être comptabilisées dans la campagne pour le Non.

Lors d'une rencontre récente avec M. Pelletier, M. Beaudoin a souligné « qu'il n'avait pas été partie prenante aux décisions stratégiques ni aux décisions corporatives » puis qu'il avait abandonné son poste d'administrateur provisoire d'Option Canada le 8 septembre 1995, le lendemain de l'incorporation de l'organisme. Il insiste sur le fait qu'il n'a jamais été témoin de gestes qui auraient pu contrevenir à la loi qui encadrerait le référendum de 1995.

Dans une lettre qu'il a fait parvenir hier à *La Presse*, et qui est publiée aujourd'hui dans les pages Forum, M. Beaudoin soutient qu'Option Canada n'est pas une créature apparue à la toute veille du référendum de 1995 mais était déjà un programme du CUC en 1994.

MINI

MININEXT.
VÉHICULES D'OCCASION CERTIFIÉS

2004 MINI Cooper
Rouge chili / tissu noir panthère.
Boîte automatique avec Steptronic, groupe Premium, 19 100 km. Transfert de garantie 6 ans/120 000 km.

2004 MINI Cooper
Argent pure / tissu noir panthère.
Boîte manuelle 5 vitesses, groupe Premium, 17 000 km. Transfert de garantie 6 ans/120 000 km.

2003 MINI Cooper S
Rouge chili / tissu noir panthère.
Boîte manuelle 6 vitesses.
Groupe sport. Climatisation automatique. Transfert de garantie 6 ans/120 000 km.

VÉHICULES D'OCCASION

2004 MINI Cooper
Rouge chili / tissu noir panthère.
Boîte manuelle 5 vitesses, toit ouvrant, 18 300 km. Transfert de garantie d'origine.

2003 MINI Cooper
Bleu indy / tissu noir panthère.
Boîte manuelle 5 vitesses.
Groupe Premium. 50 900 km. Transfert de garantie originale.

2002 MINI Cooper S
Argent / tissu noir panthère.
Toit ouvrant. Groupe Navigation.
Roues en aluminium 17 po.
Transfert de garantie originale.

MINI Mont-Royal
Une division de BMW Canbec
4220, boul. Saint-Laurent
(angle Rachel)
(514) 289-MINI (289-6464)
www.minimontroyal.com

Salon du BATEAU

MAGIE DE L'EAU

26 au 30 janvier 2006
Place Bonaventure

Courez la chance de **GAGNER 5000\$**
applicable sur votre achat en salon.

Prix d'entrée (taxes incluses)
Admission générale : 10.00\$
Étudiants / âge d'or : 7.00\$
Enfants accompagnés (6 à 12 ans) : 3.50\$
Enfants 5 ans et moins : Gratuit

Activités :

- Venez assister aux conférences :
 - « 18 ans en mer » avec Hubert Marcoux
Vendredi : 16h et 19h30, Samedi : 11h et 15h
Dimanche : 13h30
 - « Seul sur l'Océan » avec Georges Leblanc
Vendredi : 18h, Samedi : 12h15 et 18h
Dimanche : 12h et 15h
 - « Équiper son embarcation de pêche » avec Patrick Campeau, samedi : 13h30
- Procurez-vous vos cartes de compétence de conducteur d'embarcations de plaisance;
- Et arrêtez-vous au Centre AMQ et Découvrez le Nautisme.

Heures d'ouverture :
Jeudi et Vendredi : 12h00 à 21h00
Samedi : 10h00 à 21h00
Dimanche : 10h00 à 18h00
Lundi : 11h00 à 17h00

ASSOCIATION MARITIME DU QUÉBEC
AMQ

MAUTIMAX
Le spécialiste réparateur et entretien embarcation

TVR

rockdétente

TELEANNÉES

LA PRESSE

PATTISON

SALON de L'ARME et DU MILITARIA

DIMANCHE
15 janvier 2006
de 9h à 15h

Armes antiques et modernes, militaria, épées, cartouches, etc.
Achat, vente ou échange.

PLACE DESAULNIERS
1023, boul. Taschereau, Longueuil

Organisé par l'Association des collectionneurs d'armes du Bas-Canada.
Adm. 6 \$ • Rens.: (450) 445-5801
Prochaine exposition: 5 mars 2006
www.lca-canada.com

LIQUIDATION DES STOCKS 2005

50% et plus de rabais sur marchandises sélectionnées

Nouveau prix

- Vison femelle 8.000\$ **2 500\$**
- Manteau de castor et capuchon 4.000\$ **2 000\$**
- Agneau retourné pour femme 3.000\$ **1 500\$**
- Agneau retourné pour homme 900\$ **400\$**
- Manteau de laine et angora 800\$ **400\$**

Escompte spécial 15% de rabais sur les remodelages
Valide jusqu'au 31 janvier

Labelle
Depuis 1970

6570, rue Saint-Hubert
Montréal (514) 276-3701

NOUVELLE BOUTIQUE:
2145, rue Crescent
Montréal (514) 848-0505

ÉLECTIONS 2006 VERS LE 23 JANVIER

PLATEFORME DU PARTI CONSERVATEUR

Des engagements de 60,7 milliards

GILLES TOUPIN

OAKVILLE, Ontario – Le chef conservateur Stephen Harper a dévoilé hier la plateforme électorale du Parti conservateur, en chiffrant la totalité de ses engagements électoraux nets à 60,7 milliards de dollars.

M. Harper a également révélé que les baisses d'impôts annoncées par son parti dans le nouveau document de 46 pages s'élevaient à 44,9 milliards de dollars sur cinq ans. Ces baisses d'impôts incluent évidemment la promesse de M. Harper de réduire la taxe sur les biens et services (TPS) de 7 % à 5 %. Les autres mesures comprennent divers crédits d'impôts (pour les activités sportives des enfants ou pour l'achat d'outils spécialisés pour certains travailleurs, par exemple) ainsi que l'élimination de l'impôt sur les gains en capital lorsque ces gains sont réinvestis. Cette nouvelle mesure coûtera au Trésor public 750 millions de dollars sur cinq ans.

Le chef conservateur avait promis que l'effort de son parti concernant les réductions d'impôts serait beaucoup plus important que celui des libéraux de Paul Martin. Ces derniers, selon un communiqué issu hier du bunker électoral du PLC, se contentent de proposer une réduction d'impôts de 24,9 milliards de dollars sur la période visée par les conservateurs, soit de 2006-2007 à 2010-2011.

« Nous allons maintenir le filet social des Canadiens tel qu'il est aujourd'hui », a aussi affirmé le député conservateur de Medicine Hat et critique du parti en matière de finances, Monty Solberg.

Stephen Harper a affirmé, lors d'un rassemblement à Oakville hier matin, que le plan conservateur reposait sur les valeurs de la famille, de l'intégrité, du respect du travail et des réalisations des Canadiens.

« Au lieu de faire de fausses promesses sur des avantages majestueux, a-t-il ajouté, qui ne se réaliseront jamais, nous allons assurer des avantages véritables. Je crois qu'il est préférable d'allumer une bougie plutôt que de promettre un million d'ampoules. »

Le chef conservateur a aussi promis qu'il ne touchera pas à l'engagement libéral de réduction des im-

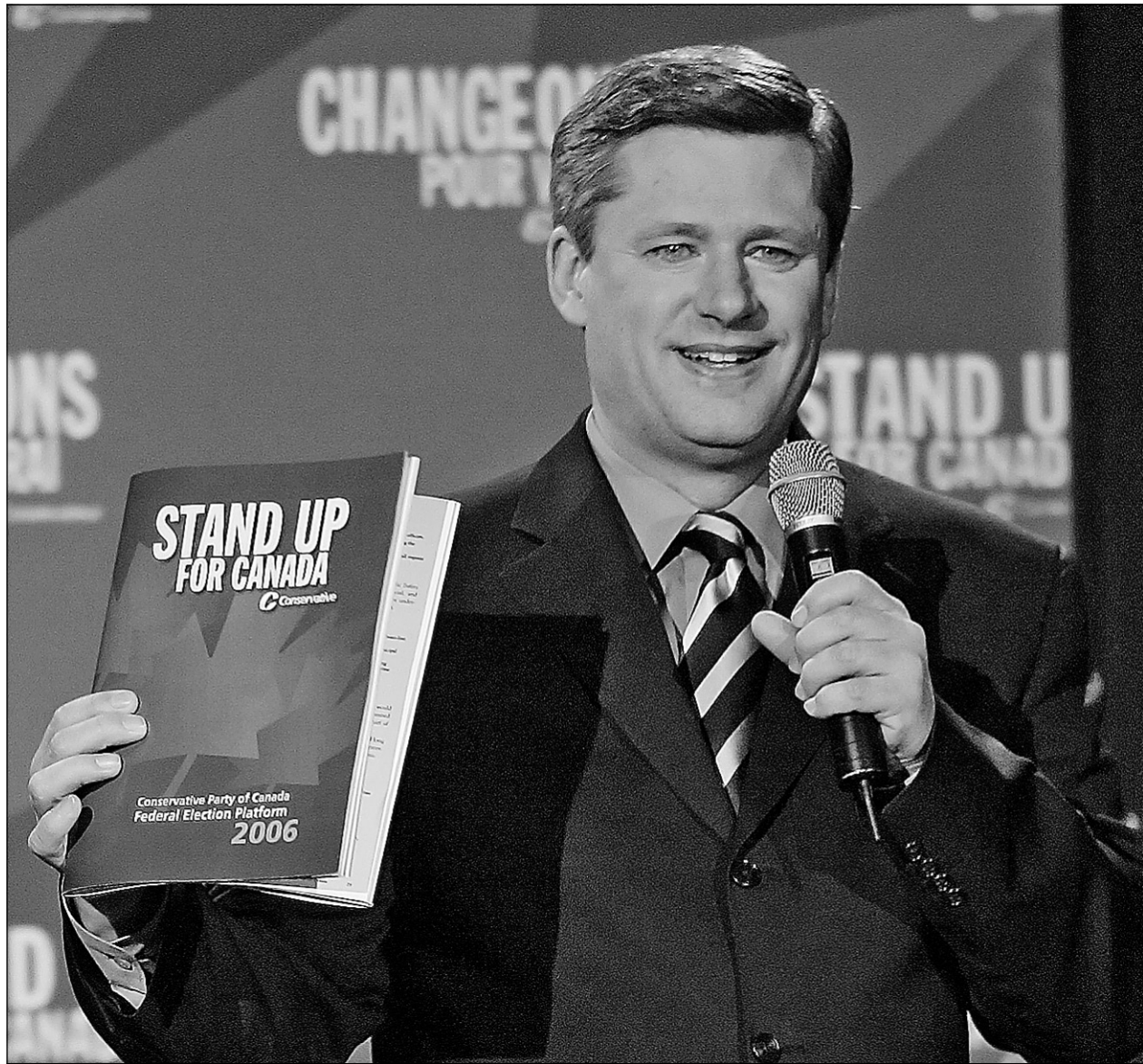


PHOTO ANDY CLARK, REUTERS

Stephen Harper a chiffré hier les baisses d'impôts annoncées par son parti à 44,9 milliards de dollars sur cinq ans.

pôts des particuliers pour l'année fiscale 2005-2006. Par la suite, il suspendra les mesures libérales pour les remplacer par les siennes.

« Nous allons maintenir le filet social des Canadiens tel qu'il est aujourd'hui. »

M. Harper affirme que les Canadiens sortiraient gagnants de ce troc.

Prié d'expliquer pourquoi il a préféré réduire les impôts par des mesures comme la réduction de la TPS plutôt qu'en abaissant les taux des divers paliers d'imposition des con-

tribuables canadiens, Stephen Harper a répondu : « En ce qui a trait à la réduction des taux d'imposition des paliers de revenus des particu-

liers, je crois qu'il est trop facile de renverser ces décisions, que ce soit par une augmentation ailleurs des impôts personnels ou par la volonté d'un autre gouvernement. Nous voulons des baisses d'impôts qui soient difficiles à annuler par un au-

tre politicien. »

Outre les baisses d'impôts de 44,9 milliards, de nouvelles dépenses de 30 milliards et la réduction de la dette nationale de 15 milliards sur cinq ans, la plateforme conservatrice prévoit la réallocation de quelque 6,8 milliards de dépenses déjà en place dans la machine gouvernementale. Si l'on tient compte de ces réallocations, les promesses électorales des conservateurs s'élevaient en réalité à 75 milliards de dollars.

Le plan financier des conservateurs conserve une marge de manoeuvre

LES BAISSSES D'IMPÔTS

- > Réduction de la TPS de 7% à 5%: 32,3 milliards sur 5 ans.
- > Diverses mesures, comme l'allègement de l'impôt des sociétés, l'élimination de l'impôt sur les gains en capital lorsque les gains sont réinvestis, une déduction fiscale pour les outils, etc.
- > Total: 44,9 milliards.

NOUVEAUX ENGAGEMENTS

- > Nouveau crédit d'impôt sur les gains en capital lorsqu'ils sont réinvestis en l'espace de six mois.
- > Nouvelle loi visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et les polluants.
- > 500 millions consacrés à la recherche universitaire.
- > Augmentation de l'aide étrangère de 425 millions sur cinq ans.
- > Séparer le financement de l'éducation postsecondaire du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et créer un Transfert canadien pour l'éducation et la formation.
- > Élaboration d'un régime de droits de propriété individuels dans les réserves.
- > Créer un secrétariat francophone au sein du ministère du Patrimoine canadien.
- > Des élections à date fixe.

de 22,7 milliards sur cinq ans au gouvernement, alors que celui des libéraux, avec des dépenses de programme plus élevées, génère des excédents de seulement 13,4 milliards. M. Harper a affirmé hier que ces 22,7 milliards lui donnaient toute la latitude pour régler avec les provinces le problème du déséquilibre fiscal.

« Nous avons plus de marge de manoeuvre que les libéraux pour faire face aux urgences », a-t-il commenté. Il a cependant refusé de chiffrer un futur accord avec les provinces sur ce déséquilibre fiscal, un reproche que lui a fait le chef bloquiste Gilles Duceppe hier.

Au cours de la dernière semaine, les principaux partis politiques ont rendu publics leurs engagements à l'endroit des électeurs canadiens. *La Presse* vous en offre ici un bref aperçu.



PHOTO RYAN REMIORZ, PC

Paul Martin était à Hamilton hier.

Les libéraux

Dévoilé mercredi, le programme électoral du Parti libéral, intitulé *Réussir le Canada*, mise largement sur les réalisations du gouvernement sortant. Il comporte aussi certains engagements pour l'avenir.

SANTÉ

S'il demeure au pouvoir, le Parti libéral promet de défendre le système public de santé et d'en maintenir le financement. En 2004, le gouvernement Martin a conclu avec les provinces une entente qui prévoit l'injection de 41 milliards de dollars échelonnés sur 10 ans. Pour diminuer les temps d'attente, il a aussi créé un fonds spécial de 5,5 milliards destiné notamment à l'embauche de professionnels de la santé. Un gouvernement libéral augmenterait aussi les effectifs médicaux de 1000 nouveaux médecins de famille et consacrerait 300 millions de plus en cinq ans pour lutter contre le cancer.

ÉDUCATION ET PETITE ENFANCE

Un gouvernement dirigé par Paul Martin viendrait en aide aux étudiants postsecondaires en leur remboursant, à la première et à la dernière année de leurs études de premier cycle, la moitié de leurs droits de scolarité (jusqu'à concurrence de 3000 \$ par année). Les jeunes enfants ne seraient pas en reste, puisqu'un gouvernement libéral prolongerait de cinq ans le financement des garderies, déjà assuré jusqu'en 2010. Coût de l'engagement : 6 milliards supplémentaires.

IMPÔTS ET FINANCES PUBLIQUES

Un gouvernement dirigé par Paul Martin ramènerait la dette fédérale à 20 % ou moins du produit intérieur brut d'ici 2020. Il présenterait aussi des budgets équilibrés ou excédentaires. Les excédents seraient consacrés à parts égales aux réductions d'impôts sur le revenu des particuliers, à de nouveaux investissements et au remboursement de la dette.

SÉCURITÉ

Un gouvernement libéral modifierait le Code criminel canadien afin d'interdire la possession d'armes de poing.

Nicolas St-Pierre



PHOTO JACQUES BOISSINOT, PC

Gilles Duceppe, à Thetford Mines.

Les bloquistes

Même si elles n'aspirent pas à saisir les rênes du pouvoir le 23 janvier prochain, les troupes de Gilles Duceppe ont néanmoins l'intention de livrer d'importantes batailles à la Chambre des communes dans les mois et les années à venir.

ÉDUCATION ET PETITE ENFANCE

Dans sa plateforme électorale, le Bloc québécois s'engage à exiger pour le Québec une hausse des paiements de transferts fédéraux pour l'éducation postsecondaire et les programmes sociaux de 2,75 milliards de dollars sur trois ans.

Le Bloc demandera de plus à Ottawa de transférer au gouvernement du Québec davantage d'argent pour le financement des services de garde. Il présentera finalement un projet de loi afin d'abolir la TPS sur les couches et autres produits pour nouveau-nés.

DÉSÉQUILIBRE FISCAL ET PARTAGE DES COMPÉTENCES

Le Bloc québécois promet de lutter contre le déséquilibre fiscal et de s'opposer aux intrusions d'Ottawa dans les champs de compétence des provinces. Le Bloc entend parallèlement exiger pour le Québec un droit de retrait avec pleine compensation pour tous les domaines relevant de sa compétence.

DÉMOCRATIE ET ÉTHIQUE

Le Bloc s'engage à agir comme chien de garde en s'assurant que les règles démocratiques, les lois québécoises et l'intégrité gouvernementale soient respectées, de manière à éviter un nouveau scandale des commandites.

Nicolas St-Pierre



PHOTO ANDREW VAUGHAN, PC

Jack Layton devant des étudiants de Victoria.

Les néo-démocrates

Depuis le début de la campagne, le chef du NPD, Jack Layton, insiste sur l'importance d'envoyer à la Chambre des communes le plus grand nombre de députés néo-démocrates possible. Voici ce à quoi ces derniers consacreront leurs efforts au cours des prochaines années si le voeu de leur chef est exaucé.

SANTÉ

Farouche défenseur du régime public de santé, le NPD s'engage à travailler dans le but de l'améliorer. Un gouvernement néo-démocrate adopterait une loi afin de freiner la privatisation du système de santé et jetterait les bases d'un régime fédéral d'assurance médicaments. Il ferait des soins de longue durée pour les personnes âgées et des soins à domicile des priorités. Un gouvernement dirigé par le NPD financerait par ailleurs des programmes d'éducation et de formation afin d'augmenter de 16 000 le nombre d'infirmières, de médecins et autres professionnels de la santé au Canada.

ÉDUCATION ET PETITE ENFANCE

Afin de faire face à la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée qu'il prévoit, le NPD s'engage à « améliorer l'accès à l'éducation postsecondaire et la formation à l'emploi ». Les néo-démocrates prônent l'augmentation des paiements de transfert aux provinces pour l'éducation et la création d'un programme complet de prêts aux étudiants.

Un gouvernement dirigé par Jack Layton investirait, au cours de sa première année au pouvoir, 1,8 milliard de dollars afin de créer 200 000 places en garderie pour les petits Canadiens. Par la suite, 250 millions de plus seraient dépensés chaque année afin de financer ce réseau national de garderies, portant à 275 000 le nombre de places créées en quatre ans.

IMPÔTS ET FINANCES PUBLIQUES

Dans sa plateforme électorale, le NPD assure que s'il était au pouvoir, il parviendrait à déposer des budgets équilibrés chaque année sans avoir à augmenter le fardeau fiscal des Canadiens. Afin de lutter contre la pauvreté, un gouvernement dirigé par Jack Layton augmenterait de 1000 \$ par enfant la Prestation fiscale canadienne pour enfants.

ÉTHIQUE

Un gouvernement néo-démocrate adopterait une loi afin de réduire le pouvoir des lobbyistes, mettre fin aux nominations partisans, tant à la Cour suprême que dans la fonction publique, et augmenter l'imputabilité des députés.

Nicolas St-Pierre

ÉLECTIONS 2006 VERS LE 23 JANVIER

SUCCESSION ÉVENTUELLE DE MARTIN

McKenna, le choix des stratèges du PLC

McKENNA
suite de la page A1

L'ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick a également prononcé de nombreux discours dans plusieurs villes canadiennes l'an dernier dans le but de mettre discrètement son organisation sur pied.

Les fidèles organisateurs de Paul Martin (David Herle, Mike Robinson, Brian Guest, Scott Reid, Terry O'Lerry, Tim Murphy, entre autres) entendent tout faire pour s'assurer que la machine qui a permis à M. Martin de déloger Jean Chrétien après 10 ans de lutte fratricide travaillera à faire de Frank McKenna le prochain chef du PLC.

« Lorsque Paul Martin prendra sa retraite, nous allons appuyer Frank McKenna », a récemment confié à *La Presse* un stratège libéral proche de Paul Martin.

Devant la défaite qui pend au bout du nez des libéraux aux élections du 23 janvier, les aspirants candidats à la succession de Paul Martin s'activent.

Les Frank McKenna, John Manley, Martin Cauchon, Michael Ignatieff, Brian Tobin, Joe Volpe et Maurizio Bevilacqua ont commencé à donner des coups de fil à des organisateurs du parti afin de jauger leurs appuis, avant même

de savoir ce que Paul Martin fera si les libéraux sont chassés du pouvoir le jour du scrutin, comme le prévoient tous les sondages depuis 10 jours.

M. McKenna peut d'ores et déjà compter sur l'appui de l'ancien premier ministre de l'Ontario, David Peterson, et de ministres actuels tels Geoff Reagan (Pêches et Océans) et Andy Scott (Affaires indiennes). L'actuel directeur général du PLC, Steven MacKinnon, entend aussi l'appuyer, d'autant plus qu'il était son chef de cabinet lorsqu'il était premier ministre du Nouveau-Brunswick. M. MacKinnon accompagne Paul Martin durant la présente campagne.

Tous s'attendent à ce que le chef libéral, qui a été ministre des Finances de 1993 à 2002 dans le gouvernement de Jean Chrétien, annonce rapidement qu'il tirera sa révérence si ses troupes subissent une sévère défaite aux urnes.

« Tout le monde fait des appels. Ça grenouille beaucoup, c'est évident. Il y a déjà des organisateurs qui ont un couteau entre les dents et qui attendent seulement le 24 janvier pour montrer la porte à Paul Martin », a confié un organisateur libéral sous le couvert de l'anonymat.

Le ton de Paul Martin depuis deux jours laisse d'ailleurs croire



PHOTO TOM HANSON, PC

Les fidèles organisateurs de Paul Martin entendent tout faire pour s'assurer que la machine qui a permis à M. Martin de déloger Jean Chrétien après 10 ans de lutte fratricide travaillera à faire de Frank McKenna, ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick, le prochain chef du PLC.

ce que ce sera la décision qu'il prendra. Jeudi, durant une conférence de presse à Markham, au cours de laquelle sa promesse d'investir 180 millions dans la recherche et l'innovation a été encore une fois reléguée au second plan à cause d'une controverse entourant les publicités libérales, M. Martin a dit souhaiter que l'histoire retienne les idées qu'il a proposées plutôt que la campagne qu'il a menée.

De tous les candidats, Frank McKenna semble avoir une certaine longueur d'avance. Mais plusieurs facteurs jouent contre lui. Il a été l'un des fossoyeurs de l'accord du lac Meech, qui aurait permis au Québec de réintégrer le giron constitutionnel « dans l'honneur et l'enthousiasme ». En outre, son français n'est que passable.

Mais d'autres candidats potentiels doutent que les proches de Paul Martin puissent remettre toute la machine électorale de ce dernier entre les mains de M. McKenna.

« Ils pensent pouvoir le faire, mais ils se trompent, car ce n'est pas vrai que la machine de Paul

Martin est homogène. De toute façon, ce ne sont pas des gens de parti, les proches de Paul Martin. Ils sont d'abord et avant tout affamés de pouvoir », a dit un candidat potentiel, toujours sous le couvert de l'anonymat.

L'ancien ministre des Finances, John Manley, est aussi intéressé à briguer la direction du PLC. Il avait été candidat lors de la dernière course, mais il avait dû abandonner faute d'argent et d'appuis. Son organisation n'est toutefois pas aussi solide que celle sur laquelle peut compter Frank McKenna.

Ancien ministre de la Justice dans le gouvernement Chrétien, Martin Cauchon serait le candidat québécois le plus sérieux. Selon des informations obtenues hier par *La Presse*, M. Cauchon entend d'ailleurs consulter l'ancien premier ministre avant d'arrêter sa décision.

Mais M. Cauchon compte déjà des organisateurs dans presque toutes les provinces. Même s'il n'a pas sollicité un nouveau mandat en juin 2004, il est demeuré très actif dans les milieux libéraux et a sillonné le pays à plusieurs reprises.

Un autre candidat sérieux, l'ancien professeur de Harvard et candidat dans Etobicoke-Centre, Michael Ignatieff, est vu comme l'incarnation de l'héritage de Pierre Elliott Trudeau. Mardi, le soir même du dernier débat des chefs, des fidèles supporters de Jean Chrétien ont participé à une soirée de financement pour l'entendre discourir sur l'unité canadienne. Même si plusieurs libéraux le voient dans leur soupe, M. Ignatieff, un intellectuel de gauche, est peu connu au Canada, encore moins au Québec, ce qui constitue un handicap de taille. Il épouse aussi des positions controversées : il s'est notamment dit en faveur de la guerre en Irak et appuie la participation du Canada au bouclier antimissile.

Interrogé hier au sujet du grenouillage au sein de son parti, M. Martin s'est montré peu inquiet. « Je connais très bien le jeu. Ce qui m'intéresse d'ici le 23 janvier, c'est de gagner les élections. Après avoir gagné les élections, je vais continuer à gouverner. Et après cela, on verra », a-t-il dit, sourire en coin.

Portes ouvertes
Mercredi
25 janvier
de 17h à 21h

Techniques Juridiques DEC

Préparez-vous à travailler en droit criminel, droit corporatif, droit familial, droit de l'immigration, droit civil, droit notarial, droit de l'immobilier ou poursuivez en Droit à l'université!

Gestion Commerciale et Commerce international DEC

Développez vos compétences en import/export, marketing, commerce électronique, commerce international, comptabilité, courtage en douanes, et bien d'autres domaines!

- Stages en entreprise
- Aide financière disponible
- Excellent service de placement à vie
- Situé au centre-ville
- Formations d'un an et de trois ans disponibles, en français et en anglais

Collège O'Sullivan de Montréal

ADMISSION GRATUITE
lors des «Portes Ouvertes»

Collège O'Sullivan de Montréal

1191, rue de la Montagne
Montréal (Qc) H3G 1Z2

Peel et Lucien L'Allier

(514) 866-4622
www.osullivan.edu

Medical Records DEC
(Archives médicales en anglais)

En tant qu'archiviste médical, vous assumerez des responsabilités liées à l'information contenue dans les dossiers médicaux.

Le programme inclut trois (3) stages en milieu hospitalier et CLSC.

4 / 21 janvier / 2006

L'ÉVÉNEMENT
LE SOLDE DES SOLDES
DES GRANDS CLASSIQUES
RE-NO EST DE RETOUR

100 NOUVEAUX BAS PRIX EN MAGASIN
JUSQU'À 70% DE RABAIS
sur plusieurs articles et modèles sélectionnés
TPS + TVQ PAYÉES
SUR TOUS VOS ACHATS

Meubles Re-No / Atelier et grand magasin
2673, rue Charlemagne, Montréal
Téléphone: 514 255.3311
Sans frais: 1 800 363.1515
Fermé le dimanche mreno.com

Re-No

plaisirs d'hiver

www.kino-quebec.qc.ca

Partout sur l'île de Montréal
Du 14 janvier au 19 février 2006

Au programme : patinage, ski de fond, raquette, glissade, ringuette, hockey-bottines. Des activités accessibles à tous, dans tous les arrondissements de la Ville de Montréal et dans les autres municipalités. Profitez pleinement des grands parcs de l'île de Montréal.

Pour renseignements, surveillez votre hebdo de quartier, communiquez avec votre arrondissement ou avec votre municipalité, ou encore visitez le site
www.santepub-mtl.qc.ca/kino

Vas-y, fais-le pour toi!

www.vasy.gouv.qc.ca

Kino Québec

Canada

Québec

ÉLECTIONS 2006 VERS LE 23 JANVIER

Harper doit chiffrer le déséquilibre fiscal, dit Duceppe

TRISTAN PÉLOQUIN

THETFORD MINES — Stephen Harper peut bien reconnaître l'existence du déséquilibre fiscal, Gilles Duceppe n'en croit pas un mot. À preuve, dit-il, le chef conservateur n'a pas prévu un sou dans son programme budgétaire pour régler le problème.

« Si M. Harper veut être sérieux, qu'il avance un chiffre », a réclamé hier le chef bloquiste, réagissant à la publication de la plateforme conservatrice. « Nous, on a présenté notre cadre financier au

Il note que le chef du PC n'a pas prévu un sou à cet effet dans son programme budgétaire.

deuxième jour de la campagne; sur quatre ans, c'est neuf milliards, dont trois au Québec, qu'Ottawa devra rendre aux provinces par un transfert de points d'impôts ou de TPS », a-t-il dit.

« M. Harper, on ne sait pas, il n'y a rien dans son programme. Pas un sou sur cinq ans. Il vient de nier ce qu'il a promis plus tôt dans la campagne. Exactement comme l'a fait Paul Martin pendant la campagne de 2004. »

Gilles Duceppe s'est aussi moqué de Paul Martin qui, après avoir utilisé l'expression déséquilibre fiscal lors des débats télévisés, l'a prononcée à nouveau hier devant les journalistes. « C'est incroyable, les choses progressent à une vitesse fulgurante, a ironisé M. Duceppe. Maintenant, il ne lui reste plus qu'à mettre un chiffre sur la table. Je lui lance le même défi (qu'à M. Harper). »

Le chef bloquiste est cependant

rapidement revenu aux attaques contre les conservateurs, qui sont sa principale cible — pour ne pas dire son unique cible — depuis mercredi.

Signe que la donne a changé du tout au tout, le chef bloquiste est même allé jusqu'à affirmer qu'il n'écarte pas la possibilité que le Bloc devienne l'opposition officielle. « Ce n'est pas mon objectif, mais si la situation se présentait, je l'accepterais », a-t-il dit. Pour lui, il n'y a pas de différence fondamentale entre occuper les sièges de l'opposition et ceux de l'opposition officielle. « Il n'y a pas un seul dossier que nous n'avons pas abordé aux Communes même si nous n'étions pas l'opposition officielle, a-t-il expliqué. De plus, plus que tout autre chef du Bloc québécois, j'ai fait des déplacements au Canada. »

Le leader souverainiste a passé la journée en Beauce, une circonscription sur laquelle son parti n'a jamais pu mettre la main. Le chef bloquiste y a martelé que les conservateurs n'ont jamais tenté de défendre l'industrie du textile et du vêtement, autrefois très vigoureuse en Beauce, mais durement touchée par la disparition des quotas d'importation.

Même si Stephen Harper a déclaré avant Noël qu'il maintiendrait le principe de la gestion de l'offre en agriculture, Gilles Duceppe a mis en doute cet engagement. « Le candidat conservateur d'ici (Maxime Bernier, vice-président de l'Institut économique de Montréal, que certains considèrent comme un ministre potentiel) est contre le principe de la gestion de l'offre dans l'agriculture, a affirmé M. Duceppe. C'est un chantre de la droite, et dans un parti politique, on échange des idées. »

QUI SAIT... PEUT-ÊTRE QUE CETTE FOIS VOUS QUITTEREZ AVEC BIEN PLUS QUE DU SHAMPOING!



Comment aimeriez-vous déguster un délicieux repas préparé par un chef de Delta dans le confort de votre foyer? Voilà l'un de trois Grands prix offerts dans le cadre de notre concours S'enregistrer pour gagner. Du 16 janvier au 13 avril 2006, nous décernerons des prix d'une valeur supérieure à 2 millions de dollars, dont des milles Aéroplan^{MD}, des téléviseurs à écran ACL, des lits, des séjours gratuits et bien plus encore, gracieuseté de nos généreux commanditaires.

DELTA
HÔTELS

Vous êtes attendu!

S'ENREGISTRER pour GAGNER!

3373930A

Chaque fois que vous vous enregistrez, vous gagnez!

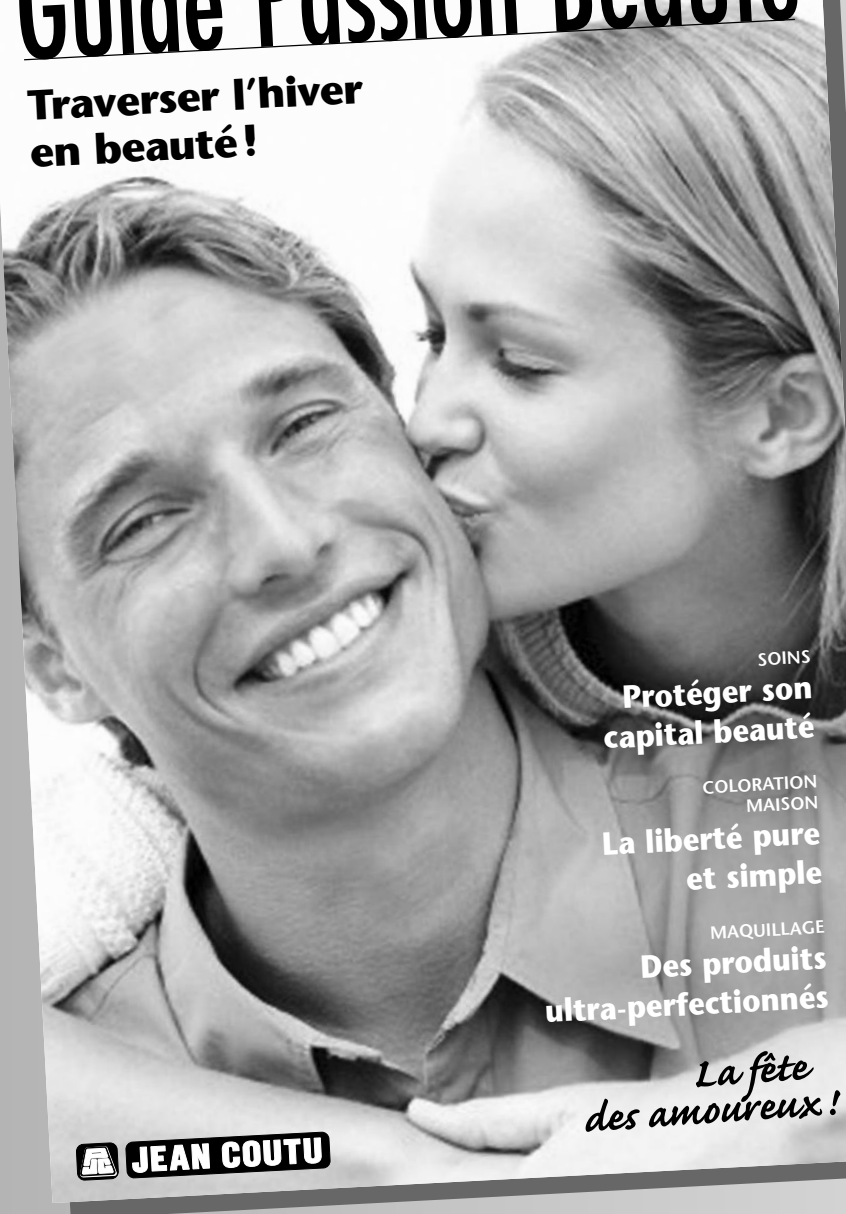
Aigüisez votre appétit avec Delta Hôtels et repartez gagnant aujourd'hui! Pour plus de détails, rendez-vous au site www.deltacheckintown.com



^{MD}Utilisée par la Banque Amex du Canada en vertu d'une licence consentie par American Express Company. ^{MD}Aéroplan est une marque déposée d'Aéroplan LP. Le concours s'adresse aux résidents du Canada seulement. Aucun achat n'est requis. Certaines restrictions sont applicables. Pour obtenir le règlement complet du concours, se rendre à www.deltacheckintown.com ou à la réception de l'hôtel.

Guide Passion Beauté

Traverser l'hiver en beauté!



SOINS
Protéger son capital beauté

COLORATION MAISON
La liberté pure et simple

MAQUILLAGE
Des produits ultra-perfectionnés

La fête des amoureux!

JEAN COUTU

Avec votre **NOUVEAU Guide Passion Beauté**, Jean Coutu vous propose des nouveautés, de belles promotions et des conseils pour commencer l'année en beauté...

JEAN COUTU

Mon **1 AQUA 2 TRI 3**... pour une peau saine et en santé!



Prix : **47,00 \$**
l'ensemble
Valeur : 65,00 \$

- 1. NETTOYEZ**
Biosource, 50 ml
- 2. TONIFIEZ**
Biosource, 125 ml
- 3. HYDRATEZ**
Aguasource Non Stop, 50 ml

www.biotherm.ca Valable du 14 au 27 janvier 2006. Succursales participantes.

BIOThERM
50 ANS D'EXPERTISE ET DE BIO-AFFINITÉ AVEC LA PEAU

Mon cadeau

AVEC ACHAT
CHOISISSEZ VOS NUANCES

LANCÔME
PARIS

Avec tout achat de 33 \$* et plus de produits Lancôme, recevez ce superbe cadeau.



- Rouge Sensation**
ROUGE À LÈVRES MULTI-SENSATIONS
- Gel Claraté**
GEL MOUSSANT CLARIFIANT, 60 ML
- Rénergie Microlift**
SOIN ACTIF REMODELANT, 15 ML
- Définitifs**
MASCARA HAUTE DÉFINITION - NOIR
- Multi-Vital**
BIENFAIT MULTI-VITAL FPS 30
- Pochette à Cosmétiques**

Nouveau!
HYDRATANT QUOTIDIEN HAUTE PUISSANCE BIENFAIT MULTI-VITAL FPS 30

PUR. ACTIF. PUISSANT. VOTRE DOSE QUOTIDIENNE D'HYDRATATION ET DE PROTECTION POUR LA PEAU ENRICHIE DE VITAMINES.
Prix Jean Coutu : 53,00 \$

www.lancome.ca

*Avant les taxes. Valable du 14 au 27 janvier 2006, ou tant qu'il y en aura! Une prime par client. Ne peut être combinée à aucune autre offre spéciale. En vigueur dans les succursales Jean Coutu participantes.



PRÊT POUR plus?



BRAULT &



10 grands magasins
braultetmartineau.com

MARTINEAU

Là où la qualité n'est pas un obstacle aux bas prix!

OBTENEZ JUSQU'À

600\$

DE RABAIS à l'achat de 5 appareils électroménagers** d'une même marque



349\$ APRÈS RABAIS DE **50\$** SUR 1 appareil

Lave-vaisselle encastrable
5 programmes, ultra silencieux, 6 touches à effleurement. Aussi offert de couleur noire ou biscuit.
Livraison et service gratuits.

4 morceaux **3886\$** /mois ou **1399\$** APRÈS RABAIS DE **500\$** SUR 4 appareils

Cuisinière de 30 po
Four à nettoyage facile, prise pour petits appareils.
Livraison, ramassage et service gratuits.



Frigidaire

Réfrigérateur
Tablettes pleine largeur coulissantes, bacs à légumes et à fruits, balconnets dans la porte.
Livraison, ramassage et service gratuits.

Laveuse de 3,1 pi³
8 programmes, 3 choix de température, 3 niveaux d'eau.
Livraison, ramassage et service gratuits.

Sécheuse de 5,7 pi³
2 programmes, séchage automatique, signal sonore de fin de cycle.
Livraison, ramassage et service gratuits.

plus D'ACHATS, plus D'ÉCONOMIES!

ACHETEZ 1 APPAREIL ÉCONOMISEZ

50\$

ACHETEZ 2 APPAREILS ÉCONOMISEZ

150\$

ACHETEZ 3 APPAREILS ÉCONOMISEZ

250\$

ACHETEZ 4 APPAREILS ÉCONOMISEZ

500\$

ACHETEZ 5 APPAREILS ÉCONOMISEZ

600\$



1386\$ /mois ou **499\$** APRÈS RABAIS DE **50\$** SUR 1 appareil

Cuisinière de 30 po
Four à nettoyage facile, surface de cuisson relevable, commande électronique du four, mode Sabbat.
Livraison, ramassage et service gratuits.

1775\$ /mois ou **639\$** APRÈS RABAIS DE **50\$** SUR 1 appareil

Réfrigérateur de 18,0 pi³
Tablettes ajustables, bacs à légumes et à fruits à humidité contrôlée, bac à viande, balconnets dans la porte, portes réversibles.
Livraison, ramassage et service gratuits.



La paire **2275\$** /mois ou **819\$** APRÈS RABAIS DE **150\$** SUR 2 appareils

Laveuse de 3,3 pi³
4 choix de température, agitateur multifonctions, filtre autonettoyant, rinçage supplémentaire.

Sécheuse de 7,1 pi³
4 choix de température, séchage automatique, éclairage dans le tambour, signal sonore de fin de cycle, insonorisation.
Livraison, ramassage et service gratuits.

369\$ APRÈS RABAIS DE **50\$** SUR 1 appareil

Lave-vaisselle encastrable
Touches microprocesseur, 4 programmes, broyeur d'aliments, distributeur de rinçage, filtre autonettoyant, insonorisation de luxe «Sound Package».
Livraison et service gratuits.



1803\$ /mois ou **649\$** APRÈS RABAIS DE **50\$** SUR 1 appareil

Cuisinière de 30 po
Four à grande cavité, activation console du four au toucher, commande électronique du four, système perfectionné de gestion de la température AccuBake®.
Livraison, ramassage et service gratuits.

2081\$ /mois ou **749\$** APRÈS RABAIS DE **50\$** SUR 1 appareil

Réfrigérateur de 18,2 pi³
Tablettes ajustables en verre antidébordements, bacs à légumes et à fruits transparents, bac à viande, balconnets ajustables dans la porte.
Livraison, ramassage et service gratuits.



La paire **2219\$** /mois ou **799\$** APRÈS RABAIS DE **150\$** SUR 2 appareils

Laveuse de grande capacité
7 programmes, 3 choix de température, 3 niveaux d'eau, cuve en porcelaine.

Sécheuse de 5,9 pi³
4 programmes, 3 choix de température, porte réversible, séchage automatique.
Livraison, ramassage et service gratuits.

489\$ APRÈS RABAIS DE **50\$** SUR 1 appareil

Lave-vaisselle encastrable
5 programmes, mise en marche différée, système de lavage à alimentation directe de 5 niveaux Power Clean™, système d'insonorisation Quiet Wash™, broyeur d'aliments durs. Aussi offert de couleur noire.
Livraison et service gratuits.

36 VERSEMENTS SANS INTÉRÊT* JUSQU'EN JANVIER 2009

SUR LES MEUBLES, MATELAS, ÉLECTROMÉNAGERS ET APPAREILS ÉLECTRONIQUES

Livraison gratuite 7 jours sur 7 dans un rayon de 200 km* *Détails en magasin



HEURES D'OUVERTURE:
Lundi au vendredi 9h à 21h
Samedi 9h à 17h
Dimanche 10h à 17h

BROSSARD Tél. : (450) 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
GATINEAU Tél. : (819) 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Promenades)
KIRKLAND Tél. : (514) 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LASALLE Tél. : (514) 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
LAVAL Tél. : (450) 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)

REPENTIGNY Tél. : (450) 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
ROCK FOREST Tél. : (819) 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)
SAINT-HUBERT Tél. : (450) 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Promenades)
SAINT-LÉONARD Tél. : (514) 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)
SAINTE-THÉRÈSE Tél. : (450) 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)



Prix en vigueur jusqu'au dimanche 15 janvier 2008. Quantités limitées sur certains articles. *Achat minimum requis de 299\$ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers. Ne payez que les taxes de vente au moment de l'achat. Sujet à l'approbation du crédit. Le montant de votre achat sera réparti en 36 versements égaux, sans frais ni intérêt, débutant le mois suivant votre achat. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation (C.D.L.). Détails en magasin. *Détails en magasin. **Cuisinière, réfrigérateur, laveuse, sécheuse et lave-vaisselle. Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin.

SUITE DE LA UNE



PHOTO IVANHO DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE ©

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, s'est amendé récemment et déposera vendredi une nouvelle version de son budget, plus conforme à ses promesses électorales.

L'aide de Québec va permettre à Tremblay de tenir ses promesses

BUDGET

suite de la page A1

Ce montant, qui frisait 88 millions l'an dernier, doit être bonifié dans les renégociations, a déjà assuré le ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau, en novembre dernier. Une entente qui peut représenter des millions de dollars.

Curieusement, le maire Gérald Tremblay a choisi de présenter son budget vendredi prochain, juste avant les élections fédérales qui auront lieu le lundi suivant. Un précédent dans l'administration municipale. « C'est une ruse pour que le budget ait moins d'impact dans les journaux », croit le chef de l'opposition Pierre Bourque, qui a néanmoins l'intention de talonner l'équipe Tremblay aux commissions d'étude sur le budget.

Au bureau du président du comité exécutif, Frank Zampino, on explique que la Ville a choisi le 20 janvier afin de respecter les agendas de tout le monde. « Il y a un événement jeudi le 19 janvier », a dit l'attaché de presse de M. Zampino, Richard Caron, sans être en mesure de préciser lequel. Il ajoute que l'administration n'a pas tellement le choix si elle veut envoyer les avis d'impôts fonciers à temps.

Montréal sera propre !

À l'hôtel de ville, les proches collaborateurs du maire de Montréal s'affairent déjà à remplir les promesses de leur chef. Le responsable du service 311 et de la propreté, Marcel Tremblay, a expliqué à *La Presse* qu'un « bureau de la propreté » ouvrirait ses portes lundi matin. Dix millions sont prévus au premier budget pour l'instauration d'une brigade de la propreté.

« On va mettre en place une machine répondante, avec la collaboration des arrondissements. Très bientôt on pourra manger à terre à Montréal, tellement ce sera propre. Mais il faut tout d'abord déterminer si on nettoie de la bonne façon et mobiliser tous les citoyens », a expliqué M. Tremblay.

Quant au maire Gérald Tremblay, qui n'était pas disponible hier pour une entrevue, il prendra quelques jours de réflexion à son chalet afin de revenir en force pour déposer son budget révisé.

Selon des informations, il annoncerait le maintien du fonds de la voirie, qui prévoit une somme de 40 millions. Des efforts supplémentaires seraient aussi prévus à court terme afin d'améliorer les opérations de déneigement et de réparer les nids-de-poule. Le service 311 sera implanté comme prévu, mais plutôt en 2007.

Le responsable des infrastructures et de la voirie, Sammy Forcillo, a indiqué qu'il n'était pas en mesure de confirmer ou d'infirmer les informations au sujet du fonds de la voirie.

Quant au bras droit du maire, Frank Zampino, il a refusé d'accorder une entrevue à *La Presse*.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste : sara.champagne@lapresse.ca

QUELQUES PROMESSES DU MAIRE...

- >> ne pas augmenter le fardeau fiscal des contribuables ;
- >> lancer une brigade de la propreté ;
- >> investir 500 millions en quatre ans dans la voirie, pour notamment réparer les nids-de-poule ;
- >> améliorer le sentiment de sécurité des Montréalais ;
- >> faire de Montréal un lieu écologique, avec priorité au transport en commun ;
- >> implanter un service 311.

TELUS
mobilité^{MD}

Votre cadeau ne vous a pas fait sauter de joie ?

Faites un saut chez TELUS et offrez-vous ce que vous vouliez vraiment.



LG 200
Phototéléphone

29,99\$*
(avec un contrat de 3 ans)



Motorola V710
Phototéléphone,
vidéo et MP3

99,99\$*
(avec un contrat de 3 ans)



LG 535
Phototéléphone,
vidéo et MP3

99,99\$*
(avec un contrat de 3 ans)

BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTRÉAL

Carrefour Angrignon
Centre commercial Le Boulevard
Centre Domaine
Centre Eaton
Centre Rockland
Complexe Desjardins
Fairview Pointe-Claire
Galeries d'Anjou
Galeries Lachine
Mail Cavendish
Place Alexis Nihon
Place Versailles
Place Vertu
Wilderton Mall
5554, av. de Monkland
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
Action Télécom Inc.
1531, rue Notre-Dame Ouest
Communications Métropolitaine
10223, boul. Pie-IX
Communications MOBILENET inc.
5165, ch. Queen-Mary,
local GR-2
Globe Mobilité
6652, rue Saint-Hubert

Dollard-des-Ormeaux

La Zone SCP
3349B, boul. des Sources

LaSalle

Cellulaire +
7575, boul. Newman

Saint-Laurent

D2 Technologie Inc.
2119, boul. Marcel-Laurin
PC Page Communications Inc.
3832, boul. Côte-Vertu

Saint-Léonard

Digital Radio Communication Inc.
9360, boul. Lacordaire

LAVAL ET RIVE-NORD

Blainville

Digital Radio Communication Inc.
9, boul. de la Seigneurie, local 7

Laval

Carrefour Laval
Centre Laval
Laval Est (Autoroute 440/Sortie 19)
Contact Com. D.L.
Communications
1521, autoroute 440 Ouest
Digital Radio Communication inc.
Méga-centre Notre-Dame
2304, autoroute 13 Sud
Proxi Telecom Inc.
1662, boul. Saint-Martin Ouest
SRAD Communications Inc.
2995, boul. Dagenais, local D

Mascouche

Terrasses Mascouche

Repentigny

Galeries Rive-Nord
Technicom
346, rue Notre-Dame, local C

Rosemère

Place Rosemère
Contact Com. D.L.
Communications
259, boul. Labelle, local 102

Saint-Jérôme

Carrefour du Nord

Terrebonne

Galeries de Terrebonne
SRAD Communications Inc.
2292, ch. Gascon

RÉGIONS

Saint-Hyacinthe

Cellulaire +
Galeries Saint-Hyacinthe
3200, boul. Laframboise

RIVE-SUD

Mail Champlain
Place Longueuil
Promenades Saint-Bruno

Belœil

Cellulaire +
559, boul. Laurier

Candiac

D2 Technologie Inc.
89, ch. Saint-François-Xavier

Greenfield Park

Proxi Telecom Inc.
3814, boul. Taschereau



Pour en savoir davantage, passez nous voir à une boutique TELUS Mobilité, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands. Tous les détails à telusmobilité.com.

Le temps doux chamberde le travail des cols bleus

RAYMOND GERVAIS

On aurait cru que le printemps était arrivé hier à Montréal tellement il faisait beau et chaud. Le mercure a grimpé à 8 degrés à l'heure du lunch. Ce n'est pas un record pour un 13 janvier, mais au moins un avant-goût du printemps.

Mais qui parle « printemps » en janvier parle de nids-de-poule, de patinoires fermées, de conditions de ski printanières, de sports de glisse à l'eau et de surveillance du niveau des cours d'eau.

Les cols bleus de la Ville de Montréal n'avaient pas encore terminé le chargement de la neige laissée par la dernière tempête qu'ils ont dû hier se mettre à l'oeuvre pour colmater les nids-de-poule qui se forment à vue d'oeil. En deux jours, les rues de la ville se sont trouées et crevassées, rendant même la circulation hasardeuse par endroits pour les automobilistes.

Dans l'arrondissement de Ville-Marie, au centre-ville, une seule équipe était disponible hier pour colmater les nids-de-poule, les autres étaient toujours affectées au déneigement.

Jacques-Alain Lavallée, porte-parole de cet arrondissement, affirme que la semaine prochaine, une trentaine d'hommes travailleront à boucher les nids-de-poule. « On va d'abord donner la priorité aux artères principales, là où il y a le plus de circulation », a dit M. Lavallée.

Dans Rosemont—Petite-Patrie, même son de cloche. Stéphanie Jecrois, porte-parole de l'arrondissement, a précisé que deux équipes de cinq hommes étaient affectées à colmater les nids-de-poule. Dans Rivière-des-Prairies, c'est trois équipes de deux hommes qui sont affectées à la réparation du réseau routier.

Dans le Plateau Mont-Royal, dès que le chargement de la neige sera complété, d'autres équipes viendront s'ajouter aux trois équipes déjà affectées au colmatage de nids-de-poule.

Même situation à Transport Québec, où, des équipes s'affairaient hier au plus pressant sur les voies rapides. Le pont de l'île Charron avait bien besoin d'une attention urgente, de nombreux nids-de-poule étant apparus depuis jeudi sur le tablier.

Une centaine de plaintes

À Montréal, une centaine de plaintes ont été portées à l'attention des autorités de la Ville depuis le début de ce redoux, lequel nous reviendra mardi après un retour brutal en hiver dans la nuit de ce soir à demain, où le mercure devrait descendre à -13 degrés.

René Héroux, météorologue à Environnement Canada, a expliqué que la journée d'aujourd'hui débutera sous la pluie avec un maximum de 3 degrés pour se terminer en neige en mi-journée. De 2 à 4 centimètres de neige sont attendus. Demain, le mercure devrait se situer à -10 degrés. Lundi, ce sera ensoleillé et il fera -5 degrés, soit près de la moyenne de saison, qui est de -6 degrés. Mardi, ce sera nuageux avec une température de -1 degré.

À Montréal, toutes les patinoires extérieures sont fermées, sauf les patinoires réfrigérées du Vieux-Port et du lac aux Castors. Le temps doux que nous connaissons risque de ruiner toutes les autres patinoires extérieures pour le reste de l'hiver, la base de glace compacte et uniforme de plus d'un pouce fondant à vue d'oeil.

Par ailleurs, le lancement des festivités de la Fête des neiges de Montréal, qui doit se tenir du 28 janvier au 12 février, n'a pas été annulé pour le moment.

Remonter le fil des mots de Geisha

LA PRESSE

Les consommateurs qui ne trouvent pas la biographie *Geisha* en livre de poche sur les rayons de leur librairie préférée ne devraient pas ratisser Montréal à sa recherche : l'éditeur a décidé d'imprimer uniquement désormais le grand format — plus coûteux — pour surfer sur la vague du film.

Chez Renaud-Bray, chez Archambault, à la librairie du Square, à la librairie Monet, une seule et même réponse : en format de poche, *Geisha* n'existe plus.

Ainsi l'a décidé l'éditeur français. « À un moment donné, on a reçu un avis nous indiquant que le format de poche de *Geisha* était épuisé », explique Pierre Renaud, président de la librairie Renaud-Bray.

Remontons le fil des mots. *Geisha* a été publié à la fois par la maison d'édition Livre de poche et par la maison d'édition Jean-Claude Lattès. Or, les deux maisons d'édition appartiennent au même groupe français, Hachette.

Comme l'indique Fabienne Corriveau, attachée de presse chez Hachette Canada, « les droits du livre de poche relèvent de l'éditeur Jean Claude Lattès, qui, lui, a décidé de se concentrer sur le grand format à la suite de la sortie du film ».

Ainsi, le format de poche, qui coûtait 11,95 \$, a cessé d'être imprimé au profit du plus grand format, vendu, lui, 29,95 \$. L'idée : évidemment, faire plus d'argent.

« C'est du commerce, pas de la malhonnêteté, juge Pierre Renaud. Il suffit parfois de si peu de choses pour influencer l'allure des ventes et parfois, une photo en couverture plutôt qu'une autre, ou une couleur dominante plutôt qu'une autre, peut faire une grosse différence. Ici, l'éditeur parie qu'une photo en couverture qui renvoie au film moussera les ventes. »



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Ce chien, qui fait sa promenade quotidienne au parc Lafontaine, se soucie peu de savoir que la glace de la patinoire fond à vue d'oeil.



SATURN

Découvrez l'expérience Saturn.
Sans tracas. C'est la promesse Saturn.





Modèle présenté : Berline ION.3 de Saturn

LA BERLINE ION 2006 DE SATURN

13 995\$*

PDSF – Berline ION.1 2006 de Saturn

Panneaux en polymère résistants aux bosses

- Moteur 2,4 L de 170 HP en option
- Portières à verrouillage central
- Lecteur CD/MP3 avec entrée audio auxiliaire

AUTOROUTE : 8,1 L/100 km • 46 mi/gal
VILLE : 9,5 L/100 km • 30 mi/gal

ou louez pour **158\$*** /mois/location de 48 mois 1 750 \$ comptant transport en sus

taux de location **3%***

LE COUPÉ QUAD ION 2006 DE SATURN

13 995\$*

PDSF – Coupé Quad ION.1 2006 de Saturn

Coupé quatre portes

- Portières à verrouillage central
- Moteur Ecotec Red Line haute performance 2,0 L de 205 HP en option
- Lecteur CD/MP3 avec entrée audio auxiliaire

AUTOROUTE : 8,1 L/100 km • 46 mi/gal
VILLE : 9,5 L/100 km • 30 mi/gal

ou louez pour **158\$*** /mois/location de 48 mois 1 750 \$ comptant transport en sus

taux de location **3%***

LE VUE 2006 DE SATURN

22 995\$*

PDSF – VUE 2006 redessiné TA 4 cyl. de Saturn

Exceptionnellement économe en essence

- Système OnStar™ avec plan de service Sain et sauf d'un an*
- Glaces électriques, verrouillage central et régulateur de vitesse
- Moteur V6 3,5 L de 250 HP en option

AUTOROUTE : 7,8 L/100 km • 36 mi/gal
VILLE : 11,9 L/100 km • 24 mi/gal

ou louez pour **218\$*** /mois/location de 48 mois 4 300 \$ comptant transport en sus

taux de location **4%***

Cote de sécurité ★★★★★ de la NHTSA pour les impacts frontaux et latéraux*



Modèle présenté : VUE TI V6 de Saturn



Modèle présenté : RELAY.3 de Saturn

LA RELAY 2006 DE SATURN

26 095\$*

Prix d'achat – RELAY.2 2006 de Saturn

Une salle de cinéma mobile, avec son lecteur DVD de série

- Système OnStar™ avec plan de service Sain et sauf d'un an*
- Glaces électriques, verrouillage central et régulateur de vitesse
- Système de freinage antiblocage aux quatre roues

AUTOROUTE : 8,5 L/100 km • 33 mi/gal
VILLE : 13,1 L/100 km • 22 mi/gal

ou louez pour **250\$*** /mois/location de 48 mois 5 500 \$ comptant transport en sus

taux de location **2,9%***

Cote de sécurité ★★★★★ de la NHTSA pour les impacts frontaux*



LA PROMESSE SATURN

- Expérience d'achat sans tracas
- Privilège d'échange de 30 jours!
- Garantie limitée sur les composants du groupe propulseur pendant 5 ans ou 100 000 km (sans franchise)*

Votre expérience commence sur **saturncanada.com**





3372819A

* Dans les 30 jours ou 2 500 km suivant la livraison, selon la première éventualité. † Les composants du groupe propulseur des véhicules 2006 sont couverts par une garantie limitée spéciale sur les composants du groupe propulseur pendant 5 ans ou 100 000 km, selon la première éventualité. ‡ Voyez un détaillant ou visitez saturncanada.com pour les conditions, restrictions et protections. Ce que vous devez savoir : * Le PDSF est le prix de détail suggéré par le fabricant. PDSF de 13 995 \$/13 995 \$/22 995 \$ pour une berline ION.1 1SA 2006 de Saturn/un coupé Quad ION.1 1SG 2006 de Saturn/un VUE TA 4 cyl. 1SA 2006 de Saturn. † Prix d'achat de 26 095 \$ pour une RELAY.2 1SA 2006 de Saturn. ‡ Offre basée sur la location durant 48 mois d'une berline ION.1 1SA 2006 de Saturn/ d'un coupé Quad ION.1 1SG 2006 de Saturn/d'un VUE TA 4 cyl. 1SA 2006 de Saturn/ d'une RELAY.2 1SA 2006 de Saturn. Un acompte ou un échange d'une valeur minimum de 1 750 \$/1 750 \$/4 300 \$/5 500 \$ est requis pour des mensualités de 158 \$/158 \$/218 \$/250 \$. Le taux d'intérêt annuel est de 3 %/3 %/4 %/2,9 %. Aucun dépôt de sécurité n'est exigé. L'obligation totale est de 9 652 \$/9 603 \$/15 080 \$/ 19 133 \$. Limite annuelle de kilométrage de 20 000 km, chaque kilomètre excédentaire étant facturé 0,12 \$. D'autres options de location sont offertes. * Le transport (1 050 \$/1 050 \$/1 150 \$/1 250 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), s'il y a lieu, l'immatriculation, la TPS, la TVQ, l'assurance, l'enregistrement, les frais d'administration, les frais liés à l'inscription au RDPRM, les droits et l'équipement optionnel sont en sus. Les détaillants peuvent vendre/louer à moindre prix. Les offres s'appliquent aux modèles neufs ou de démonstration 2006 suivants : berline ION.1 1SA de Saturn/coupé Quad ION.1 1SG de Saturn/VUE TA 1SA 4 cyl. de Saturn/RELAY.2 1SA de Saturn livrés le ou avant le 31 mars 2006. L'offre est réservée aux clients de détail et aux clients de parc admissibles. Un échange entre détaillants peut être nécessaire. Essais menés par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des États-Unis sur le VUE TA 4 cylindres 4 portes 2006 pour les collisions frontales côté conducteur et passager avant, latérales avant et arrière et sur la RELAY.2 pour les collisions frontales et latérales. La cotation gouvernementale à l'aide d'étiquettes fait partie du programme d'évaluation des nouveaux véhicules (NAP) de la NHTSA. † Pour de l'information sur le système OnStar™, composez le 1 888 4-ONSTAR (1 888 466-7827) ou visitez www.onstarcanada.com pour connaître les conditions et les détails relatifs au système. D'après les évaluations du Guide Énergie sur la consommation d'essence 2006 publié par Ressources naturelles Canada. Les données présentées sont celles des véhicules à traction avant seulement. Voyez un détaillant, visitez saturncanada.com ou faites le 1 888 4-SATURN pour les conditions et les détails.

Saturn Saab de Laval
2800, boul. Chomedey
Laval
(450) 681-0028
www.bourssauto.com

Mondial Saturn Saab
9415, Papineau
Montréal
(514) 385-7222
www.mondialsaturn.com

Saturn Saab de Brossard
5950, boul. Marie-Victorin
Brossard
(450) 672-2500
www.gravelauto.com

Saturn de Terrebonne
1295, Carré Masson
Lachenaie
(450) 964-1374
www.saturnterrebonne.com

West Island Saturn Saab
9775, route Transcanadienne
Ville Saint-Laurent
(514) 332-4424
www.westislandsaturn.com

Gravel Saturn Saab
1, Place Ville-Marie, # 11 180
Montréal
(514) 861-2000
www.gravelauto.com

Saturn de Blainville
249, boul. Seigneurie Ouest
Blainville
(450) 437-6317
www.saturnblainville.com

Décarie Saturn Saab
6100, boul. Décarie
Montréal
(514) 342-2222
www.gravelauto.com

Renaud-Bray

Solde

d'hiver 2006

Du 12 au 22 janvier

200%

de rabais

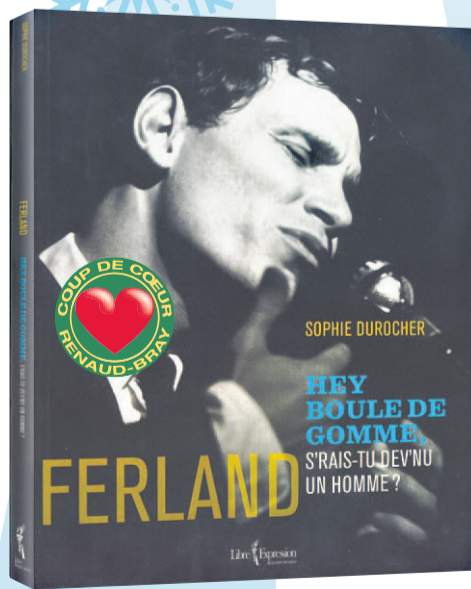
ÉVÈNEMENT
EXCEPTIONNEL

Sur toute la marchandise à prix courant
à l'exception des journaux et des magazines.



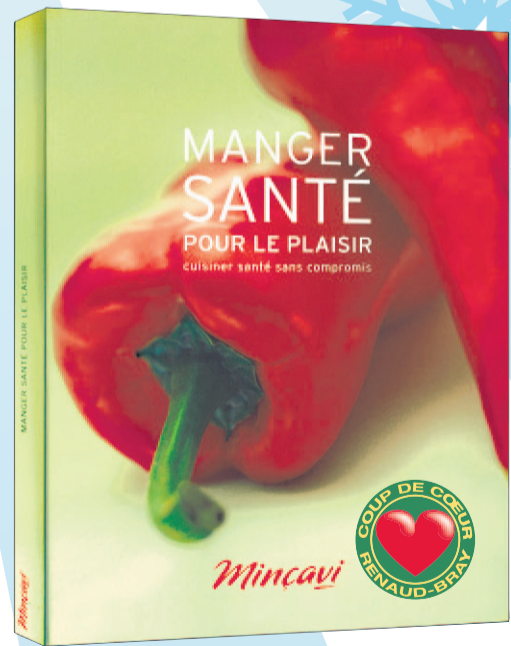
~~14,99 \$~~ **12,00 \$**

Bol à nouilles



~~39,95 \$~~ **31,96 \$**

Hey boule de gomme,
s'rais-tu dev'nu un homme ?



~~34,95 \$~~ **27,96 \$**

Mincavi
Manger santé pour le plaisir

L'escompte sera appliqué à la caisse

renaud-bray.com



RIMA ELKOURI › LA VIE LA VILLE
rima.elkouri@lapresse.ca

Qui se soucie des otages canadiens ?

On voit défiler leurs visages tous les soirs au *Téléjournal*. Entre les indices boursiers et un énième topo sur Stephen Harper, de petites photos d'eux apparaissent à l'écran et disparaissent aussitôt, le temps d'un clignement d'yeux.

L'un s'appelle Harmeet Singh Sooden. Un ancien résident montréalais de 32 ans, ex-étudiant à McGill, le visage oblong, le teint basané, l'air sérieux derrière ses lunettes métalliques. L'autre s'appelle James Loney. Un travailleur communautaire torontois de 41 ans avec un t-shirt gris, souriant, le visage rougi par le soleil. Ils ont été enlevés en Irak le 26 novembre dernier, alors qu'ils y étaient en mission de paix. Et depuis, on a l'impression qu'à peu près tout le monde se contrefout de leur sort.

Tous les soirs, on leur consacre donc environ 10 secondes au *Téléjournal*. Tous les soirs, on dit qu'on est toujours sans nouvelles d'eux. Tous les soirs, je me demande comment il se fait que l'on entende si peu parler d'eux. Aucun politicien ne semble s'intéresser vraiment à la chose. Aucun groupe de pression n'a organisé de grandes manifestations pour réclamer leur libération. On est loin, très loin, de l'impressionnante



F. LÉVELLÉE

mobilisation en France qui avait suivi, par exemple, l'enlèvement de la journaliste Florence Aubenas.

Il y a là quelque chose de troublant. Une forme de compassion sélective qui dérange. La liberté d'un journaliste serait-elle plus précieuse que celle d'un simple citoyen? Ou est-ce le prix à payer pour avoir eu le malheur d'être kidnappé en pleine campagne électorale?

Voilà donc presque deux mois que Harmeet Sooden et James Loney ont été enlevés à Bagdad avec deux autres membres de l'organisation Christian Peacemaker Teams. Trois jours après leur enlèvement, Al-Jazira a diffusé une vidéo dans laquelle l'organisation obscure se désignant comme la « Brigade des défenseurs de la vertu » revendiquait le rapt. L'organisation accusait les otages d'être des espions déguisés en pacifistes chrétiens. Elle menaçait de les exécuter le 8 décembre si les détenus irakiens n'étaient pas relâchés. Puis la date fut repoussée au 10 décembre.

Depuis, on n'a plus aucune nouvelle des otages ni de leurs ravisseurs. Et mis à part leurs proches rongés par l'inquiétude, mis à part les gens de Christian Peacemaker Teams et quelques organisations musulmanes d'ici ayant milité en faveur de leur

libération, rares sont ceux qui semblent s'intéresser à leur sort.

La semaine dernière, la femme d'un des membres britanniques de Christian Peacemaker Teams enlevé en même temps que les deux Canadiens a lancé un appel aux ravisseurs diffusé par la chaîne de télévision Al-Jazira. Un long silence a suivi. Rares sont les médias qui en ont parlé.

Quant à Pierre Pettigrew, ministre des Affaires étrangères, il a eu beau, début décembre, aller rassurer personnellement le grand-oncle montréalais de Harmeet Sooden et lui dire que le gouvernement canadien faisait tout en son pouvoir pour libérer les otages, on se demande bien ce qui est fait en réalité. Hier, les messages que j'ai laissés à ce sujet au ministère des Affaires étrangères sont demeurés sans réponse, comme si l'affaire n'intéressait personne. Rassurant...

On me dira que, dans une situation aussi complexe et dangereuse qu'une prise d'otages, le silence n'est pas nécessairement mauvais signe. On ne négocie pas ce genre de choses avec des porte-voix et de gros sabots. Pour des raisons stratégiques, on peut choisir de ne pas parler publiquement du sort d'un otage. Pour éviter de jouer le jeu des ravisseurs et de faire monter les enchères, entre

autres. Pour éviter aussi de mettre en péril la sécurité de l'otage. C'est le choix qu'a fait notamment le *Christian Science Monitor*, dont la journaliste Jill Carroll a été enlevée à Bagdad samedi dernier. À la demande du journal de Boston, les médias américains ont décidé de limiter l'information diffusée à son sujet.

L'organisation Reporters sans frontières (RSF) continue à croire, avec raison, que la mobilisation vaut tout de même mieux que le silence. « L'expérience a montré qu'une forte mobilisation était déterminante dans les premiers jours d'un kidnapping », souligne RSF. Sans compter l'effet non négligeable que cela peut avoir sur le moral des otages. Rappelez-vous le témoignage de Florence Aubenas lors de sa libération. Quand on est prisonnier, accroupi dans une cellule obscure et qu'on apprend que des gens se démènent pour nous, ça change tout, disait-elle. Ça permet de tenir.

La stratégie silencieuse est une chose. L'indifférence en est une autre. Sous le couvert de l'une, il serait cruel de camoufler l'autre.



EN BREF

Menacée d'expulsion, une famille se cache

Une famille belge vivant depuis huit ans au Canada se cache, avec l'aide de fermiers canadiens, dans un endroit tenu secret pour éviter l'expulsion, rapporte la presse d'hier. La famille Van Hauve, arrivée au Canada en 1998, s'est vue refuser le statut de résidents permanents à cause d'un délit mineur commis il y a 26 ans par le père, et dont il n'a pas obtenu le pardon dans son pays d'origine. Michel Van Hauve reconnaît qu'il avait commis un vol dans une épicerie, alors qu'il était âgé de 18 ans, pour tenter d'aider sa famille à se nourrir. Un ami de la famille, Pierre Etter, a déclaré à Radio-Canada que les Van Hauve avaient obtenu « l'appui de (leurs) collègues agriculteurs », qui les ont aidés à se cacher. Les autorités canadiennes avaient fixé la date de leur départ au 11 janvier. Agence France-Presse

Les États-Unis déçus de l'expulsion de Samir Mohamed

Le Bureau du Procureur américain de Seattle, qui a traité le dossier du terroriste Ahmed Ressay, a exprimé sa déception, hier, après avoir constaté que les autorités canadiennes avaient expulsé un homme soupçonné d'être « impliqué dans des activités terroristes internationales ». Les autorités américaines souhaitaient obtenir l'extradition de Samir Aït Mohamed, discrètement expulsé au début de cette semaine, afin qu'il réponde à des accusations de terrorisme. La porte-parole de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), Janis Ferguson, a confirmé hier l'expulsion de Mohamed, qui était soupçonné d'appartenir à une cellule terroriste algérienne établie à Montréal, dont l'objectif était de faire exploser l'aéroport de Los Angeles. Presse Canadienne

Alerte à la bombe à San Francisco

Le petit cylindre assimilé à un engin explosif artisanal retrouvé lundi dans les toilettes d'un café à San Francisco, et qui a déclenché une évacuation du quartier, n'était pas une bombe, a déclaré hier la police de la ville. L'homme qui avait abandonné l'objet, et ainsi déclenché une psychose médiatique locale, a été maintenu sous mandat de dépôt pour d'autres motifs, vol et possession de drogue notamment. Le café, qui appartient à la chaîne Starbucks, avait été évacué lundi en milieu de journée, le temps pour une équipe de démineurs de neutraliser ce qu'elle croyait être un gros bâton aussi puissant qu'un quart de kilo de dynamite. Les restes de l'objet ont été envoyés au bureau fédéral des alcools, tabacs et armes à feu pour expertise. Selon les tests menés, il ne s'agissait pas d'une bombe. Aucune accusation criminelle n'a été retenue. Agence France-Presse

Perfectionnez votre anglais au CANADA !

VOUS VOULEZ VIVRE UNE EXPÉRIENCE INOUBLIABLE ? VOUS AVEZ LE GOÛT DE VOYAGER ?

Faites connaître votre culture tout en découvrant une culture différente et en faisant l'expérience d'un travail des plus intéressants. Comment? **En vous inscrivant au programme Odyssée ou Accent** (anciennement connu sous le nom de Programme des moniteurs de langues officielles)(PMLO).

Le travail de moniteur ou de monitrice de langue (assistant de langue) consiste à soutenir le professeur de langue en organisant des activités qui favorisent la compréhension auditive et l'expression orale auprès d'adolescents dont la langue maternelle n'est pas le français. Ce programme s'adresse plus particulièrement aux étudiants universitaires.

Date limite d'inscription : 15 février 2006
Pour en savoir davantage sur les programmes Odyssée et Accent, il suffit de visiter le site Web du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) au : <http://www.cmec.ca/olp/> ou de vous adresser :

- à la personne responsable de l'aide financière aux étudiants dans votre établissement d'enseignement ou
- à la direction régionale du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport la plus proche de chez vous.

Rémunération
Programme Odyssée, monitrices et moniteurs à temps plein : Environ 19 \$ l'heure pour un total de 17 800 \$ (neuf mois de travail à raison de 25 heures par semaine).
Programme Accent, monitrices et moniteurs à temps partiel : Environ 16 \$ l'heure, pour un total de 4 150 \$ (huit mois de travail à raison de 8 heures par semaine).

Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)
Council of Ministers of Education, Canada

Éducation, Loisir et Sport
Québec

Perfectionnez votre anglais ou votre allemand en devenant assistants de langue française en EUROPE !

Étudiants universitaires

BRISEZ LA ROUTINE, VIVEZ UNE EXPÉRIENCE QUI SORT DE L'ORDINAIRE ET EXPLOREZ DE NOUVEAUX HORIZONS EN DEVENANT ASSISTANTES OU ASSISTANTS DE LANGUE À L'ÉTRANGER.

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec offre des **postes d'assistants et d'assistantes de langue française au Royaume-Uni, en Irlande ou en Allemagne.**

PRINCIPALES CONDITIONS :

- Étudier à temps plein dans une université québécoise;
- Résider en permanence au Québec;
- Être citoyen canadien.

Date limite d'inscription :
Pour le Royaume-Uni et l'Irlande : **le vendredi 27 janvier 2006**
Pour la France et l'Allemagne : **le vendredi 10 février 2006**

Consultez le site Internet du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport www.mels.gouv.qc.ca/daic

- Pour obtenir plus de renseignements;
- Pour vous procurer les formulaires d'inscription;
- Pour connaître le nom de la personne responsable du programme dans votre université.

Fonction : soutenir le professeur de français pendant 12 heures en organisant des activités qui favorisent la compréhension auditive et l'expression orale auprès d'adolescents dont la langue maternelle n'est pas le français.

Durée du séjour : de 8 à 9 mois, selon le pays d'affectation.
Allocation : montant brut de 1 170 \$ à 1 500 \$ par mois selon le pays d'affectation. Le MELS octroie aussi une allocation forfaitaire de 1 500 \$ pour couvrir les frais de transport et de déménagement.

Éducation, Loisir et Sport
Québec

BOUL

INSCRIPTION

ÉCOLES PRIMAIRES

Le jour, du **23 au 27 janvier**
En soirée, le **24 janvier** de 19 h à 21 h

ÉCOLES SECONDAIRES

Du **20 février** au **3 mars**

ILS IRONT LOIN. NOUS AUSSI.

Pas à pas, nous accompagnons nos élèves sur le chemin de la réussite avec la ferme conviction qu'ils iront loin. Et nous aussi.

L'école publique, une école équitable

Commission scolaire de Montréal

Détails sur l'inscription : **514 596-6118, poste 6114** www.csdm.qc.ca/ilsirontloin

ACTUALITÉS

EN BREF

Fermetures d'écoles anglaises

Gros remue-ménage à la commissions scolaire Lester-B.-Pearson, à l'ouest de Montréal, qui fermera six écoles: cinq dès le 30 juin, et une autre en 2007. Le taux de natalité, qui entraîne aussi bon nombre de fermetures d'écoles francophones, explique cette réorganisation qui touchera pas moins de 2300 enfants. La commission

scolaire dit devoir agir ainsi pour faire face à une réduction de son budget de 1,3 million en raison de la diminution du nombre d'élèves inscrits. De nombreux parents présents à la rencontre de jeudi soir, lors de laquelle le plan de la commission a été annoncé, ont quitté les lieux en colère avant même la fin de la réunion. Le président de la commission Pearson, Marcus Tabachnick, soutient que d'autres réorganisations du genre toucheront la plupart des commissions scolaires de la région au cours des prochaines années. La Presse



PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

Le système de vote électronique a failli à plusieurs égards, notamment lors de l'installation des équipements et, surtout, dans la transmission des résultats, résume la présidente d'élections de Montréal, Jacqueline Leduc.

Élections municipales du 6 novembre

La firme PG Élections sévèrement blâmée

SARA CHAMPAGNE

La présidente d'élections de Montréal, Jacqueline Leduc, a remis son rapport au Directeur général des élections (DGE), dans lequel elle ne mâche pas ses mots pour dénoncer les ratés du système de vote électronique.

« Le fournisseur (PG Élections) a failli à plusieurs égards », résume M^e Leduc, notamment lors de l'installation des équipements et, surtout, dans la transmission des résultats.

Elle note que si, de manière générale, les urnes ont bien fonctionné, « il y a eu de nombreux problèmes tant au vote anticipé que le jour du scrutin ». Elle donne ensuite quelques exemples, notamment le blocage de l'appareil au moment d'insérer le bulletin de vote et les pannes de tabulatrice. Dans le cas des blocages, elle écrit que « le problème se corrigeait facilement en débranchant et rebranchant l'appareil ». Pour régler ce qu'elle qualifie de

« situation inacceptable », la présidente d'élections a mis en oeuvre son plan d'urgence le 6 novembre dernier et a commencé à publier des résultats provisoires par communiqué.

Trois jours après les élections, une erreur dans la transmission des résultats a changé l'issue du scrutin à la mairie de l'arrondissement du Sud-Ouest, que le candidat Robert Bousquet de Vision Montréal croyait avoir remporté. Les nombreux ratés ont exigé un dépouillement judiciaire dans une dizaine d'arrondissements.

Des scrutateurs mal formés

Par ailleurs, M^e Leduc déplore la formation déficiente des quelque 4400 scrutateurs, une tâche qui incombait aussi à PG Élections. Elle ajoute que le fournisseur n'a pas été en mesure de fournir rapidement l'appui technique nécessaire pour régler les problèmes.

Finalement, M^e Jacqueline Leduc s'interroge sur la pertinence

de tenir des élections municipales le même jour partout au Québec. Elle dit « qu'au chapitre des inconvénients, le fait que les municipalités requièrent simultanément les services des mêmes imprimeurs, fournisseurs de services informatiques ou autres, comporte des risques importants », notamment dans le respect des délais.

Sur une note plus positive, elle concède que le vote électronique a tout de même ses avantages, comme le taux de précision. « Le degré de certitude et de fiabilité des résultats sont augmentés, et les probabilités de risques d'erreur sont d'autant diminuées », écrit-elle.

Le bureau de M^e Jacqueline Leduc n'était pas en mesure de dire hier si des recours légaux sont envisagés contre la firme privée PG Élections. Le DGE doit déposer son rapport d'enquête sur le déroulement des élections municipales au Québec à la mi-mai.

Ce n'est plus le siège du conducteur, mais du pilote.



saabcanada.com

Avant de faire des voitures, Saab faisait des avions à réaction. Les Saab 2006 viennent d'atterrir.



Modèle Aero présenté

La nouvelle Saab 93 CombiSport 2006

À partir de **36 400\$*** | Louez pour **429\$†** /mois pendant 48 mois | Taux de location **3,4%†**
3 320\$ comptant

PDSF



Saab 92X TI Sport à hayon 2006

À partir de **25 900\$*** | Louez pour **319\$†** /mois pendant 36 mois | Taux de location **3,9%†**
2 740\$ comptant

PDSF



Saab 95 berline 2006

À partir de **45 150\$*** | Louez pour **499\$†** /mois pendant 48 mois | Taux de location **3,75%†**
5 299\$ comptant

PDSF



Modèle Aero présenté

Saab 93 berline sport 2006

À partir de **34 900\$*** | Louez pour **389\$†** /mois pendant 48 mois | Taux de location **2,4%†**
3 290\$ comptant

PDSF



Modèle V8 présenté

Saab 97X VUS 2006

À partir de **50 900\$*** | Louez pour **579\$†** /mois pendant 48 mois | Taux de location **3%†**
5 270\$ comptant

PDSF

* Le PDSF est le prix de détail suggéré par le fabricant. † Offre basée sur la location durant 48/36/48/48 mois d'une Saab 9-3 CombiSport 2006/d'une Saab 9-2X TI Sport à hayon 2006/d'une 9-5 berline 2006/d'une Saab 9-3 berline sport 2006/d'un Saab 9-7X 4.2i VUS 2006, avec un acompte ou un échange d'une valeur de 3 320 \$/2 740 \$/5 299 \$/3 290 \$/5 270 \$ requis pour profiter du taux d'intérêt annuel de 3,4 %/3,9 %/3,75 %/2,4 %/3 %. Saab annule le dépôt de sécurité. L'obligation totale est de 23 931 \$/14 240\$/29 274 \$/21 982 \$/33 077 \$. Limite annuelle de kilométrage de 20 000 km, chaque kilomètre excédentaire étant facturé 0,12 \$. D'autres options de location sont offertes. ‡ Le transport (1 180 \$/1 180 \$/1 180 \$/1 180 \$/1 150 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), s'il y a lieu, l'immatriculation, la TPS, la TVQ, l'assurance, l'enregistrement, les frais d'administration, les frais liés à l'inscription au RDPM, les droits et l'équipement optionnel sont en sus. Les détaillants peuvent vendre/louer à moindre prix. Les offres s'appliquent aux modèles neufs 2006 suivants : Saab 9-3 CombiSport, Saab 9-2X TI Sport à hayon, Saab 9-5 berline, Saab 9-3 berline sport et Saab 9-7X 4.2i VUS livrés le ou avant le 31 mars 2006. Un échange entre détaillants peut être nécessaire. L'offre est réservée aux clients de détail et aux clients de parc admissibles. Cette offre est d'une durée limitée et ne peut, dans certains cas, être combinée avec d'autres offres. Voyez un détaillant, visitez saabcanada.com ou faites le 1 888 888-SAAB pour les conditions et les détails.

OGILVY

SOLDE FINAL DE FOURRURES DE LUXE!

JUSQU'À 70% DE RABAIS

SUR MARCHANDISES SÉLECTIONNÉES

	Courant	SPÉCIAL
Mouton retourné 3/4	1 995\$	598\$
Agneau retourné Christ 3/4	2 995\$	1 495\$
Magnifique manteau 3/4 castor rasé	4 000\$	1 995\$
Castor rasé 3/4 Zuki	6 000\$	2 995\$
Superbe vision rasé Gianfranco Ferre	8 000\$	3 995\$
Manteau en vison femelle Féraud	10 000\$	4 995\$
Swakara réversible 7/8	9 000\$	4 995\$
Manteau en vison rasé Féraud	12 000\$	5 995\$
Luxuriante zibeline canadienne 3/4	29 500\$	14 500\$

FOURRURES DE GRANDS DESIGNERS

JUSQU'À 70% DE RABAIS

Zuki • Louis Féraud • Christ

Qualité et bon prix, seulement chez OGILVY. Salon de fourrures au 3e Promotion se terminant le 31 janvier.

salon ÉLÉGANCE

FOURRURES • FURS

TÉL.: (514) 987-8044
SAINTE-CATHERINE OUEST ET DE LA MONTAGNE
WWW.OGILVYCANADA.COM



PHOTO PIERRE PAOLO CITO, AP

Un employé du ministère de l'Agriculture de Turquie ramasse un poulet dans le petit village d'Uzunyazi, près de la frontière iranienne.

Mutation d'un virus de la grippe aviaire constaté en Turquie

ANNIE HAUTEFEUILL
AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Une mutation spécifique d'un virus de la grippe aviaire H5N1 a été constatée chez un enfant turc décédé, mais il est trop tôt, selon des experts de l'OMS et de l'institut Pasteur, pour en conclure que le virus pourrait être devenu plus dangereux pour l'homme. « Nous n'avons aucune information suggérant que ce virus est plus pathogène ou plus dangereux que les autres virus », a déclaré le porte-parole de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Maria Cheng.

« Nous avons vu une mutation, en un point sur la protéine héماغlutinine, qui permet au virus de se fixer aux cellules humaines, mais comme les virus de la grippe mutent tout le temps, nous ne pouvons pas déterminer si cela aura un impact », a ajouté M^{me} Cheng.

Il reste aussi, souligne-t-elle, à savoir si la mutation constatée sur un virus d'un patient turc reste isolée ou si beaucoup d'autres virus venant de Turquie en sont porteurs.

D'après un communiqué commun publié jeudi soir par l'OMS et le Conseil de recherche médical (MRC) britannique, le virus prélevé sur un patient turc pourrait présenter davantage d'affinités pour les récepteurs (portes d'entrée) des cellules humaines que ceux des cellules des oiseaux.

« Les virus de Hong Kong en 2003 se fixaient volontiers sur les récepteurs des cellules humaines que sur les récepteurs des cellules des oiseaux. Les chercheurs pensent que le virus turc va présenter les mêmes caractéristiques », précisait ce communiqué.

Un seul des deux types de souches du virus aviaire H5N1 retrouvées chez l'enfant avait subi une mutation qui « en principe, devrait faciliter la transmission du virus des oiseaux à l'homme », a déclaré le directeur général du Conseil de la recherche médicale (MRC) britannique, Colin Blakemore.

L'existence de ce nouveau virus explique « peut-être » le « nombre inhabituel de nouveaux cas en Turquie ces derniers jours », a-t-il précisé à l'AFP en marge d'un Forum international consacré aux cellules souches à Paris.

Mais, dit-il, une mutation similaire identifiée à chaque fois chez un seul patient en 2003 à Hong Kong et, à nouveau, en 2005 au Vietnam, « n'avait pas entraîné une pandémie, il n'y a donc pas de raison particulière de s'inquiéter, mais il faut être vigilant ».

La mutation « s'est probablement produite chez le patient », a-t-il estimé, précisant qu'il pourrait s'agir d'une « mutation facile », puisqu'elle se serait déjà produite chez deux autres malades auparavant.

Pour l'OMS, la mutation concernant une seule souche virale, il ne faut pas généraliser et il est également « trop tôt » pour dire si ce type de virus pourrait se transmettre plus facilement des oiseaux à l'homme.

Pour le moment, il n'y a, souligne M^{me} Cheng, « aucune preuve que le virus ait changé de comportement » et rien n'indique qu'une contamination inter-humaine soit facilitée.

Depuis que le virus H5N1 a provoqué mort d'homme, pour la première fois à Hong Kong en 1997 (18 cas, 6 décès), avant de frapper à nouveau en février 2003 à Hong Kong (2 cas, 1 décès) et de s'étendre, voici deux ans, à d'autres pays d'Asie, les experts redoutent qu'il s'adapte à l'homme au point de devenir contagieux entre humains.

EN BREF

Perquisitions au comité des Jeux de Turin

La brigade des finances italienne perquisitionnait hier à Turin, Milan, Rome, Brescia

et Imola, dans les locaux du comité organisateur des prochains Jeux olympiques d'hiver qui auront lieu du 10 au 26 février à Turin (TOROC), a-t-on appris de source policière. Les hommes de la *guardia di finanza*, mandatés par le procureur du Parquet de Turin Francesco Saluzzo, ont saisi une certaine quantité de matériel et de documents. Une opération du même genre

avait déjà eu lieu sur les mêmes sites en mars 2004, sur ordre du tribunal de Turin, qui avait entendu en cette occasion l'ex-directeur général du TOROC, Paolo Rota. Le procureur Saluzzo et ses deux collègues, Paolo Toso et Cesare Parodi, entendaient comme témoins, en début d'après-midi, au palais de Justice de Turin, certains fonctionnaires du TOROC. AFP

promotion

Sur les berges du fleuve à Brossard : **Le Cherbourg**

Nouveau complexe locatif à l'atmosphère de villégiature

À la lueur de plusieurs études de marché réalisées sur les préoccupations des retraités Québécois, Prével propose un nouveau concept d'habitation : un complexe immobilier où le bien-être se vit au quotidien.

Le Cherbourg, complexe locatif raffiné propose en effet à sa clientèle d'élégants appartements implantés dans un environnement chaleureux où il fait bon vivre. « Lors des études, les gens parlaient de "plaisir" et de "bien-être", nous avons donc axé notre proposition sur ce mode de vie » souligne le coprésident de Prével, Jacques Vincent.

Situé sur les berges du fleuve Saint-Laurent, dans un environnement bucolique, Le Cherbourg propose en effet un mode de vie dynamique où l'environnement stimulant et les activités variées confèrent au complexe une atmosphère de villégiature.

La grande variété des espaces publics du Cherbourg permet un style de vie axé sur le bien-être. Pour s'assurer de garder la forme, on retrouve, un centre de santé personnel & massage, un salon de beauté & spa, un centre de conditionnement physique et une grande piscine intérieure. Pour parfaire la culture et assurer un divertissement constant, il y aura également, une salle de cinéma, une bibliothèque/ Internet et une salle de billard. Et finalement,



Au premier étage, on retrouvera les espaces publics et la grande piscine ouverts sur le vaste jardin et son plan d'eau.

pour satisfaire les fins palais, un magasin d'alimentation, un café-bistro ainsi qu'un restaurant gastronomique complètent le tout.

Personnel attentionné

Au Cherbourg, la clientèle peut participer à diverses activités telles que : quilles, théâtre d'été, club de marche, scrabble, pétanque, entraînement personnel, aquaforme, yoga, brunch du dimanche, cours d'informatique,



L'édifice est érigé sur les berges du fleuve, l'aménagement paysager convivial permet la pratique de plusieurs jeux d'extérieur ainsi que l'accès au fleuve par le quai privé.

danse en ligne, etc. Le personnel discret et attentionné se fait un plaisir d'orchestrer le tout.

Dans une ambiance distinguée et sécuritaire, et ce, tous les jours de l'année, 24/24 heures, l'équipe de médecin, infirmière, récréologue et la direction s'assurent du bien-être constant de la clientèle du Cherbourg.

Une architecture raffinée

De facture architecturale contemporaine, l'édifice du Cherbourg, rappelle les grands complexes hôteliers des bords de mer. Érigé en forme de U, le bâtiment qui comprend neuf étages s'ouvre sur l'espace fluvial et offre à ses résidents une vue imprenable sur la ville, le fleuve et ses couchers de soleil ainsi que sur les navires qui circulent majestueusement. « Nous tentons d'offrir une vue sur le fleuve au plus grand nombre d'appartements possible, de plus, le jardin et le toit-terrasse permettent à tous nos clients un contact permanent avec l'eau, tout comme dans un centre de villégiature » ajoute M. Vincent.

La construction de l'édifice, débutée au printemps 2005, sera complétée au mois de juin. Le Cherbourg comprendra 261 unités qui se répartiront entre 148 appartements d'une chambre à coucher et 113 de deux chambres à coucher. La superficie des appartements varie entre 550 pi² et 1300 pi². Les prix, quant à eux s'échelonnent entre 940\$ et 2350\$ par mois, ils incluent l'électricité, la câblodistribution, le téléphone, Internet haute-vitesse, le lave-vaisselle, l'air climatisé, un stationnement extérieur et le service de navette.

Le savoir-faire

Prével est un promoteur d'envergure qui accumule plus de 25 ans d'expérience en développement résidentiel. Prével se distingue par la qualité et le caractère unique de ses projets ainsi que la grande satisfaction de sa clientèle. Plusieurs prix et distinctions ont souligné son savoir-faire au cours des années.

Dernièrement, Prével a réalisé *Village Liberté sur berges*, un ensemble de 145 unités de bungalows s'adressant à une clientèle active de 50 ans et plus, situé à

Un style de vie dynamique pour les 60 ans et plus ayant le goût de se simplifier la vie et de dire adieu solitude, place au bien-être !

Brossard, sur les berges du fleuve et *Le Cambridge*, prestigieux complexe locatif de 250 unités pour 60 ans et plus à Pointe-Clair. Ces deux projets se distinguent par la qualité de vie que l'on y retrouve et le bien-être de sa clientèle. La deuxième phase de 275 unités du Cambridge verra le jour à l'été 2006.

DEVIS TECHNIQUE

frais de location	940 \$ à 2350 \$
nombre d'unités première phase	137
nombre d'unités deuxième phase	124
nombre d'étages	9
date d'occupation	juin 2006

www.lecherbourg.ca

Heures d'accueil bureau de location :
lundi au jeudi 10 h à 18 h
samedi et dimanche 13 h à 17 h

Le Cherbourg 8160, boul. Saint-Laurent, Brossard QC 450-672-6972

cpac comparable

campagne. élections. télé. politique.

l'unique chaîne fondée par les câblodistributeurs pour les canadiens.

Vidéotron 77 | Vidéotron numérique 23 | ExpressVu 149 | Star Choice 396

MONDE

Le numéro deux d'Al-Qaeda tué au Pakistan?

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le numéro deux d'Al-Qaeda, Aymane Zawahiri, pourrait être parmi les victimes d'une frappe aérienne américaine survenue hier dans un village du Pakistan frontalier de l'Afghanistan, ont annoncé hier les télévisions américaines.

Citant des sources militaires pakistanaises, ABC et CNN ont indiqué que cinq personnes tuées dans ce bombardement étaient « des membres de haut niveau d'Al-Qaeda ».

Le numéro deux d'Al-Qaeda pourrait être parmi les victimes, ont ajouté ces sources.

Le Pentagone a démenti que l'armée américaine ait mené une opération dans cette zone, mais des sources pakistanaises avaient indiqué auparavant qu'au moins 18 personnes, dont des femmes et des enfants, avaient été tuées hier à l'aube dans une région tribale du Pakistan, victimes de missiles tirés par l'aviation américaine. Selon NBC, le bilan pourrait être de 30 morts.

Ces explosions se sont produites

dans la région de Bajaur, qui jouxte la province afghane de Kunar.

Selon la chaîne NBC, citant des sources militaires américaines, l'opération était organisée par la CIA (services de renseignement) qui a utilisé des avions sans pilote équipés de missiles.

Un porte-parole de l'armée américaine, le colonel Todd Vician, a dit qu'il n'y a « pas de raison de croire que l'armée américaine a mené une opération » dans cette zone. Mais la CIA est connue pour mener des opérations le long de la frontière

entre le Pakistan et l'Afghanistan.

Le village pris pour cible, Marmund, a été longtemps un des bastions d'un groupe fondamentaliste proche des talibans afghans. Selon des sources militaires pakistanaises, citées par les télévisions américaines, Zawahiri résidait souvent dans ce village.

Les corps des cinq membres présumés de haut-rang d'Al-Qaeda sont en cours d'identification, ont précisé ces mêmes sources.

Considéré comme le numéro deux d'Al-Qaeda, Zawahiri, chirurgien égyptien de formation, serait aussi

le médecin personnel d'Oussama ben Laden. Il avait été impliqué dans l'assassinat en 1981 du président égyptien Anouar al-Sadate et le massacre de touristes étrangers à Louxor en 1997. Il est condamné à mort en Égypte.

Les États-Unis estiment que Zawahiri, dont ils ont mis la tête à 25 millions de dollars, est le principal idéologue et stratège dans la hiérarchie d'Al-Qaeda.

Le réseau Al-Qaeda a revendiqué plusieurs attentats dans le monde, dont ceux du 11 septembre 2001 aux États-Unis.

Mark Warner plutôt qu'Hillary... dans la foulée de Bill Clinton?

Les démocrates ont peut-être enfin trouvé un clone de Bill Clinton. Le gouverneur sortant de la Virginie, Mark Warner, est la nouvelle étoile montante du parti. Son atout : il peut plaire dans les États du Sud où les républicains règnent en maîtres. Une bénédiction pour des démocrates échaudés par George W. Bush, qui veulent à tout prix reprendre la Maison-Blanche en 2008.



ALEXANDRE SIROIS

WASHINGTON

Hillary Clinton est-elle jugée trop libérale par les Américains pour être élue à la Maison-Blanche en 2008 ? C'est la question qui hante bon nombre de démocrates, tout particulièrement depuis l'échec de John Kerry contre George W. Bush.

Or, depuis quelques mois, plusieurs stratèges et militants du parti se réjouissent. Ils ont peut-être trouvé un clone de Bill Clinton pour leur permettre de récupérer la Maison-Blanche : Mark Warner.

Son nom est sur toutes les lèvres dans la région de la capitale américaine ces jours-ci. Warner termine son mandat de gouverneur de la Virginie aujourd'hui dans l'euphorie. Et tout porte à croire qu'il a l'intention de poursuivre sa carrière en politique en tant que président des États-Unis.

L'un des blogues libéraux les plus en vogue à Washington, Daily Kos, a récemment laissé entendre que Hillary n'a plus la cote comme jadis. « Warner est celui à surveiller », y a-t-on lu.

D'abord parce que Warner aura été l'un des gouverneurs les plus populaires de l'histoire de son État. Le plus récent sondage du centre sur les politiques de l'Université de Virginie, publié hier, en a fait la preuve. Ce démocrate



PHOTO D'ARCHIVES YURI GRIPAS, AP

Mark Warner, gouverneur sortant de la Virginie, vedette montante dans la famille démocrate, photographié au National Press Club l'été dernier.

quitte son poste avec un taux d'approbation de près de 75 %.

« Les gens en Virginie ont tendance à aimer leurs gouverneurs, mais un taux aussi élevé, c'est extraordinaire », a indiqué à *La Presse* l'un des experts du centre, Ken Stroupe.

Des miracles dans son État

En Virginie, les gouverneurs sont

limités à un seul et unique mandat de quatre ans. Cela aura cependant suffi à Warner pour faire des miracles. Il a su convaincre les parlementaires (majoritairement républicains) de faire grimper les taxes et a transformé un important déficit en surplus. Si bien que son État est aujourd'hui décrit comme le mieux géré de la nation.

Il a aussi réduit les dépenses dans certains secteurs afin de pouvoir investir en santé — pour assurer un plus grand nombre d'enfants — et en éducation. Et il a doté son État d'un nouveau système de communications d'urgence, dans la foulée des attaques terroristes de 2001.

Avant de faire le saut en politique, Warner était un investisseur spécialisé dans le domaine de la téléphonie cellulaire. Homme d'affaires multimillionnaire, il répète que les gens veulent qu'on dirige le gouvernement comme une entreprise.

Âgé de 51 ans, il est hautement charismatique. « J'ai été impressionné par sa capacité de communiquer, de charmer une foule. Le voir devant un groupe, c'est presque assister à une performance. Il joue avec son audience », a déclaré un

journaliste de la Virginie qui le connaît depuis près de 20 ans.

« Beaucoup de gens pensent qu'il est en train de suivre les traces de Bill Clinton jusqu'à la Maison-Blanche », a ajouté ce reporter, qui souhaitait conserver l'anonymat. « Il a certainement un peu de cette personnalité étincelante qu'avait Clinton. C'est aussi un politicien qui gouverne au centre de l'échiquier politique et un médiateur qui recherche le consensus. »

Hillary inquiète

Les comparaisons ne s'arrêtent pas là. Comme Bill Clinton, Warner a prouvé qu'il pouvait triompher dans un État du Sud. Les habitants de la Virginie, qui l'adorent, n'ont pas voté pour un président démocrate depuis les années 60.

Rappelons que John Kerry, dépeint avec succès comme un libéral par les républicains en 2004, a perdu contre Bush dans tous les États du Sud, plus conservateurs.

En fait, les deux seuls démocrates à avoir occupé la Maison-Blanche au cours des 40 dernières années étaient des politiciens du Sud : Jimmy Carter et Bill Clinton. Et même

ce dernier n'a pu gagner en Virginie.

« Si Warner était sélectionné comme candidat démocrate à la Maison-Blanche, ses chances d'être élu seraient très bonnes. Il serait très difficile de le faire passer pour un libéral autant que Howard Dean ou John Kerry par exemple », a estimé Ken Stroupe.

Warner est favorable à la peine de mort et s'est opposé jusqu'ici à toute nouvelle loi sur le contrôle des armes à feu. Lors de sa campagne pour devenir gouverneur, il a pu convaincre la puissante National Rifle Association de rester neutre à son égard. Ce lobby pro-armes à feu est habituellement hostile aux démocrates.

« Je pense que Hillary Clinton devrait s'inquiéter de Warner », a déclaré Peverill Squire, un professeur du département de sciences politiques de l'Université de l'Iowa, l'un des États clés pour les politiciens qui briguent l'investiture de leur parti.

« Elle a une plus grande crédibilité aujourd'hui qu'il y a quelques années. Mais des démocrates ont toujours peur que, le jour de l'élection présidentielle, trop peu gens se sentiraient assez à l'aise pour voter pour elle », dit-il.

« Ceux qui pensent qu'elle ne peut pas être élue vont donc regarder ailleurs, prédit ce spécialiste. Et Warner pourrait être un candidat attrayant pour eux. »

Un pied de nez à Bush

Ce qui a aussi permis à Warner de se retrouver dans les bonnes grâces de plusieurs membres de son parti, c'est qu'il a été un des rares démocrates à avoir pu faire un pied de nez à Bush.

En novembre dernier, le président s'est démené pour faire élire un républicain comme gouverneur de la Virginie, Jerry Kilgore. Bush a été jusqu'à participer à un rassemblement électoral de son poulain la veille du scrutin.

« Si quelqu'un veut comparer ce qui se passe à Washington avec ce que nous avons fait en Virginie, je suis prêt à faire face à cette comparaison n'importe quand », avait lancé Warner, en réplique à l'apparition du président dans son État.

Les gens ont comparé... et voté pour l'adversaire de Kilgore, le démocrate Tim Kaine. Cette victoire a été interprétée comme un triomphe pour Warner. Ses partisans espèrent que cette comparaison, dans deux ans, pourra lui servir de tremplin vers la Maison-Blanche.

MARK WARNER

Naissance : 15 décembre 1954 en Indiana.

Éducation : diplôme de droit de l'Université Harvard.

Religion : presbytérien.

Poste : gouverneur de la Virginie depuis 2001, son mandat se termine aujourd'hui.

Forces : charismatique et modéré, il a prouvé qu'il peut avoir du succès dans un État du Sud.

Faiblesses : il est encore trop peu connu sur le plan national et n'a pas d'expérience en matière de politique étrangère.

HILLARY CLINTON

Naissance : 26 octobre 1947 en Illinois.

Éducation : diplôme de droit de l'Université Yale.

Religion : méthodiste.

Poste : sénatrice de l'État de New York depuis 2000, elle se représente en novembre.

Forces : politicienne adroite et brillante, bien connue du grand public, elle peut remplir une caisse électorale avec une efficacité inégalée.

Faiblesses : même si elle fait un effort pour se placer au centre de l'échiquier politique, l'étiquette « libérale » pourrait lui coller à la peau.

Les malheurs de Bush fouettent les démocrates

ALEXANDRE SIROIS

WASHINGTON — Pas plus tard que l'an dernier, les démocrates étaient démoralisés, ne voyant pas le jour où ils pourraient mettre fin à la domination républicaine à Washington. Ils sont aujourd'hui nettement plus optimistes.

Les malheurs de George W. Bush à la Maison-Blanche et les problèmes des républicains au Congrès américain ont redonné

espoir aux démocrates, qui pourraient bientôt se bousculer pour briguer le leadership de leur parti.

« On sent une certaine fatigue des républicains et de leur programme. Et je pense que ça va aider les démocrates », a indiqué le politologue de l'Université de l'Iowa Peverill Squire.

« S'ils peuvent offrir une solution de rechange cohérente en promettant du changement dans quelques secteurs, ça peut être

attrayant et accroître leurs chances de gagner », a-t-il dit.

Il ne faudrait donc pas se surprendre de voir le rival de Bush en 2004, John Kerry, tenter de reprendre du service pour 2008. Depuis sa défaite, le sénateur du Massachusetts se comporte d'ailleurs comme s'il était encore en campagne.

Son ancien colistier, John Edwards, multiplie lui aussi les discours et initiatives politiques.

Il a récemment fait grand bruit en écrivant dans le *Washington Post* qu'il avait « commis une erreur » en votant pour la guerre en Irak.

Si Edwards choisit de faire de l'Irak son cheval de bataille, il devra se frotter au sénateur du Wisconsin Russell Feingold. L'un des critiques les plus féroces de la guerre, il devrait plaire aux démocrates ayant été séduits par Howard Dean en 2004. Les noms des gouverneurs du

Nouveau-Mexique et de l'Iowa, Bill Richardson et Tom Vilsack, ainsi que ceux des sénateurs du Delaware et de l'Indiana, Joe Biden et Evan Bayh, circulent aussi à Washington.

Tout comme celui de Barack Obama, star charismatique de la dernière convention démocrate. Mais le manque d'expérience de ce sénateur de l'Illinois le forcera vraisemblablement à mettre de côté, pour l'instant, ses ambitions présidentielles.

LE TOUR DU GLOBE

SOUDAN
Renforcement demandé



PHOTO BEATRICE MATEGWA, REUTERS

Ces réfugiés soudanais font le plein d'eau potable au camp d'Abu Shouk, au Darfour.

L'envoyé spécial de l'ONU au Soudan, Jan Pronk, a appelé hier au déploiement au Darfour d'une nouvelle force de maintien de la paix qui soit suffisamment puissante pour décourager les attaques contre les civils et désarmer les milices responsables d'atrocités. Dans un rapport au Conseil de sécurité, M. Pronk a également demandé des sanctions contre les responsables des violences qui ont fait quelque 300 000 morts et plus de deux millions de déplacés en trois ans de conflit.

D'après AFP

ESPAGNE
Général destitué

Le gouvernement espagnol a décidé hier la destitution et la mise à la retraite du général José Meana Aguado, qui avait suggéré une intervention de l'armée si le futur statut d'autonomie renforcée de la Catalogne dépassait « les limites » de la Constitution. Le ministre espagnol de la Défense, José Bono, avait déjà ordonné samedi dernier la mise aux arrêts à domicile pour huit jours du haut responsable de l'armée de terre qui avait prononcé la veille sa diatribe controversée.

D'après AFP

CHINE
« Massacre délibéré »

La répression d'une manifestation dans le sud de la Chine en décembre, dans le village de Dongzhou, qui a fait officiellement trois morts, a été un « massacre délibéré », affirme une étude menée par un réseau de défense des droits humains. « Il a été planifié et organisé par le gouvernement local », affirme le rapport du réseau Chinese Human Rights Defenders (CRD), réalisé à la suite d'une enquête de terrain. La foule réclamait le 6 décembre des compensations pour avoir dû céder des terres destinées à la construction d'une centrale électrique, quand les forces de l'ordre ont tiré à balles réelles.

D'après AFP

NATIONS UNIES
Clinton voit Blair à la tête

Le premier ministre britannique, Tony Blair, ferait un « bon » secrétaire général de l'ONU, a affirmé l'ancien président américain, Bill Clinton, hier soir dans le cadre de Newsnight, le journal télévisé de BBC2. « Cela me satisferait, il serait bon », a répondu l'ancien président, interrogé sur le point de savoir si Tony Blair ferait un bon secrétaire général des Nations unies. « Ce que je lui dirais et ce que je lui ai d'ailleurs dit — je l'ai vu le mois dernier — c'est que, quand il partira, il y aura encore plein de choses qu'il pourra faire, il y a encore plein de choses positives à faire pour le monde », a déclaré Bill Clinton.

D'après AFP



PHOTO MICHAEL DALDER, REUTERS

La chancelière allemande Angela Merkel, reçue hier à la Maison-Blanche par le président américain George W. Bush, a indiqué que les pays occidentaux « ne se laisseraient pas intimider » par l'Iran.

Téhéran menace de stopper toute coopération nucléaire avec l'ONU

ASSOCIATED PRESS

TÉHÉRAN — La crise entre la communauté internationale et l'Iran gagne en intensité. Tandis que les Occidentaux poursuivaient leurs consultations, privilégiant encore la voie diplomatique, Téhéran a menacé hier d'arrêter toute coopération volontaire avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) si le dossier du nucléaire iranien était transféré devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

Après avoir demandé jeudi à Berlin l'implication de l'ONU dans ce dossier sensible, la « troïka » européenne (Allemagne, France, Grande-Bretagne) a semblé vouloir temporiser hier, évitant soigneusement d'évoquer ouvertement l'éventualité de sanctions à l'encontre de Téhéran, qui a annoncé sa volonté de reprendre des activités liées à l'enrichissement de l'uranium.

Le soutien crucial de la Russie et de la Chine étant incertain, les Européens préféreraient s'en tenir à la procédure progressive consistant à agir « étape par étape », avec en premier lieu une réunion extraordinaire du conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), suivie d'un rapport au Conseil de sécurité de l'ONU.

Par la voix de son ambassadeur auprès de l'ONU, la Chine a du reste exprimé la crainte qu'une saisine du Conseil de sécurité sur le dossier du nucléaire iranien n'entraîne un durcissement de la position de Téhéran. « Nous voulons une solution mais une saisine risquerait de compliquer l'affaire », a fait valoir Wang Guangya.

La Chine craint qu'une saisine du Conseil de sécurité entraîne un durcissement de la position de Téhéran.

Dans ce contexte, les diplomates occidentales consultaient à tour de bras, qualifiant de « prématurée » la possibilité de sanctions, notamment économiques, pour obliger le régime de Téhéran à faire marche arrière.

« Notre priorité, c'est la consultation avec la communauté internationale, en particulier avec la Russie et la Chine. Ensuite on procède étape par étape », a souligné le ministre français des Affaires étrangères, notant que la prochaine de ces étapes serait la réunion quadripartite (UE, États-

Unis, Russie, Chine) prévue lundi à Londres au niveau des hauts fonctionnaires.

Même tonalité à Berlin et Londres, même si le secrétaire au Foreign Office, Jack Straw, a concédé que « si l'Iran ne se soumet pas, le Conseil de sécurité examinera l'imposition de sanctions » in fine. Il a toutefois exclu toute action militaire contre l'Iran.

« Nous ne nous laisserons pas impressionner par l'Iran », a averti de son côté la chancelière allemande, Angela Merkel, reçue hier à la Maison-Blanche.

La communauté internationale doit « envoyer un message commun aux Iraniens » pour qu'ils ne se dotent pas « d'armes nucléaires pour faire du chantage ou menacer le monde », a renchéri le président américain. George W. Bush a jugé « logique qu'un pays qui a rejeté les demandes diplomatiques soit renvoyé devant le Conseil de sécurité des Nations unies ».

Malgré ces pressions occidentales, l'Iran n'a pas semblé vouloir infléchir sa position dans l'immédiat. Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a assuré que son pays poursuivrait son développement nucléaire destiné, selon Téhéran, à des fins exclusivement civiles.

Ariel Sharon demeure dans le coma

AGENCE FRANCE-PRESSE

JÉRUSALEM — Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, était hier dans un état qualifié de « grave » par l'hôpital alors que la radio publique parlait de « situation très inquiétante ».

L'état de santé d'Ariel Sharon est inchangé et continue d'être « grave et stable », a indiqué dans l'après-midi l'hôpital Hadassah à Jérusalem.

« Il n'y a pas de changement dans l'état de santé du premier ministre Sharon », a déclaré l'hôpital dans un communiqué la-

conique. Le prochain bulletin est prévu pour ce soir, a-t-il été précisé.

M. Sharon est dans le coma depuis neuf jours. Les médecins ont en principe procédé dans la journée à une série de tests neurologiques mais aucune information n'a été communiquée sur ce point.

La radio publique, plus alarmiste, citant des sources médicales, avait estimé plus tôt que « la situation est inquiétante, très inquiétante, et même effrayante » et que « dans la mesure où M. Sharon ne reçoit plus d'anesthésiques, l'heure de vérité approche ».

« S'il n'y a pas, jusque-là, de signe d'amélioration, il faudrait un miracle pour que Sharon se réveille de son coma profond et puisse fonctionner de façon à peu près normale », avait ajouté la radio.

Jeudi, un de ses médecins avait en revanche fait état de progrès.

« Il bouge de plus en plus, bien qu'il soit toujours sous anesthésie. Petit à petit, il nous donnera des signes indiquant qu'il récupère mais il ne faut pas s'attendre à un réveil rapide », avait expliqué le neurochirurgien qui dirige l'équipe médicale soignante, le docteur Félix Umansky.

ON SAIT OÙ COUPER...

**ALORS, LAISSEZ-NOUS
NÉGOCIER VOS SERVICES
FUNÉRAIRES.**

LORSQU'ON PERD UN PROCHE, ON N'A PAS LA TÊTE À NÉGOCIER LES FRAIS FUNÉRAIRES. POUTANT, ON PAIE SOUVENT TROP CHER. VOILÀ POURQUOI SÉRÉNIA A CRÉÉ LE COURTAGE FUNÉRAIRE. **LORS D'UN DÉCÈS, AVANT DE CONTACTER LA MAISON FUNÉRAIRE DE VOTRE QUARTIER, APPELÉZ D'ABORD VOTRE COURTIER SÉRÉNIA.**

- IL NÉGOCIE TOUT POUR VOUS AU MEILLEUR COÛT.
- IL RÉPOND À VOS DEMANDES, DES PLUS SIMPLES AUX PLUS ÉLABORÉES.
- IL VOUS CONSEILLE SUR TOUTS LES SERVICES.
- IL ORGANISE TOUTES LES ÉTAPES.

SÉRÉNIA
COURTIERS FUNÉRAIRES

1 888 SÉRÉNIA
www.serenia.ca

MONDE

Les Chiliennes prêtes à se venger des « machos »

AGENCE FRANCE-PRESSE

SANTIAGO – Les Chiliennes, habituellement conservatrices au moment de voter, penchent pour la candidate socialiste Michelle Bachelet à la veille du deuxième tour de la présidentielle, avec l'intention de prendre leur revanche sur une société notoirement « machiste », selon les experts.

Les plus récents sondages le montrent : l'ex-ministre Bachelet, qui ironise souvent sur ses « péchés » en tant que socialiste, mère célibataire et agnostique, a la faveur de l'électorat féminin.

« Il y a énormément d'attentes. Rien n'a changé ici et c'est pour cela que les femmes votent pour elle. C'est crucial que ce soit une femme. Car son type de lea-

dership est très féminin, pas autoritaire, pas hiérarchique », a analysé Marta Lagos directrice de l'institut de sondage Mori.

Le parcours anticonformiste de M^{me} Bachelet, une pédiatre ayant fait une spécialisation en stratégie militaire avant d'occuper les ministères importants de la Santé et la Défense, tout en élevant seule ses trois enfants dont la plus jeune, Sofia, a seulement 12 ans, séduit les électrices.

« Elle casse les structures classiques du pouvoir, bouleverse tout le système, c'est ce que veulent les gens », a-t-elle indiqué.

Carmen Torres, directrice de l'Institut de la femme créé en 1987 pour former des femmes leaders, confirme que « les femmes s'identifient fortement » avec elle.

« Elle est perçue comme capable, indépendante économiquement, elle a été emprisonnée, exilée, parcours de ceux qui su-

Amérique du Sud aura cependant énormément de pain sur la planche.

Le Chili, modèle économique

Michelle Bachelet, qui ironise souvent sur ses « péchés » en tant que socialiste, mère célibataire et agnostique, a la faveur de l'électorat féminin à la veille du second tour de l'élection présidentielle.

birent la répression. Elle est médecin, pédiatre, cultivée, connaît les langues étrangères et en plus a été ministre de la Défense », une première en Amérique latine, a-t-elle souligné.

Si elle est élue demain, la première femme à arriver à la présidence par un suffrage direct en

de la région avec 6 % de croissance en 2005, est le pays d'Amérique latine ayant le plus faible taux de femmes actives (seulement 42 %) et les femmes y gagnent 40 % de moins que les hommes, selon M^{me} Torres.

C'est aussi un champion de la violence conjugale : une femme

sur quatre est ou a été battue par son mari ou victime de mauvais traitements psychologiques.

Les femmes chefs d'entreprise ou cadres sont bien moins nombreuses qu'en Argentine ou au Brésil, elle sont rares aussi à des postes de responsabilité dans les médias et le monde politique.

Une loi sur le harcèlement sexuel au travail a été adoptée l'an passé et

les enfants naissant hors du mariage (42 % en 1996) ne sont plus vus comme « illégitimes » depuis 1998.

Ces avancées « n'ont pas été des cadeaux du gouvernement, ils sont le résultat d'une forte pression des organisations féministes », selon M^{me} Torres.



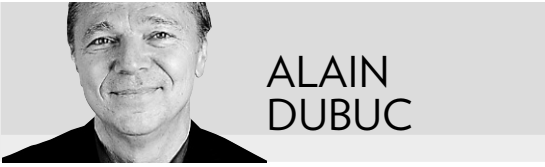
Merci à tous.

Nous remercions sincèrement tous nos employés dont l'opinion nous a permis de nous classer parmi les 50 employeurs de choix au Canada*. C'est très gratifiant et un véritable honneur. Ce sont les employés qui sont les artisans du succès d'une entreprise. C'est donc grâce à vous qu'Ultramar est devenue ce qu'elle est aujourd'hui et nous pouvons tous en tirer une grande fierté.

*Sondage 2005 de Hewitt & Associés à l'échelle nationale



Le Bloc et la vague bleue



ALAIN DUBUC

COLLABORATION SPÉCIALE

Mario Dumont a jeté son petit pavé dans la mare de la politique fédérale en dénonçant le Bloc québécois, qu'il qualifie de « catastrophe politique pour le Québec » et en donnant son appui aux conservateurs de Stephen Harper.

Cette sortie du chef adéquate, malgré les déboires de son parti, peut faire plus de mal qu'on le croit au Bloc québécois. Mario Dumont reste un politicien populaire dont l'influence s'exercera justement auprès des clientèles les plus fragiles du Bloc, les nationalistes dits mous, davantage animés par leur colère contre les libéraux que par leurs convictions souverainistes. Cette caution morale aux conservateurs, venant de quelqu'un dont personne ne mettra en doute la fibre nationaliste, peut réussir à convaincre bien des électeurs à faire le saut.

Cette prise de position illustre en fait un phénomène socio-politique. Mario Dumont est certainement un représentant typique de tout un pan du Québec, la vieille culture bleue, nationaliste, nonurbaine, assez à droite, qui se retrouve maintenant au Bloc mais qui a été séduite il n'y a pas si longtemps par les conservateurs de Brian Mulroney. M. Dumont n'aurait probablement pas appuyé les conservateurs de telle façon il y a un mois. S'il le fait maintenant, on peut supposer que bien des gens pourront faire le même cheminement.

Cette montée conservatrice au Canada, et à plus petite échelle au Québec, risque de faire perdre quelques plumes au Bloc, et de le priver de son rêve, celui de récolter 50 % des voix. Mais surtout, elle mettra ce parti dans une position de plus en plus inconfortable, sinon absurde.

Depuis trois ans, son fonds de commerce a été la dénonciation de la corruption des libéraux, qu'il fallait chasser. Et maintenant que c'est à portée de la main, il est surréaliste de voir les bloquistes se retourner contre les conservateurs, ceux-là même qui rendent cet objectif possible. En toute logique, la seule façon de vraiment se libérer des libéraux, si tel est le vœu des Québécois, c'est de les remplacer. Et c'est là l'argument central de M. Dumont, qui souligne que les succès constants du Bloc ont paradoxalement eu comme principal effet de permettre aux libéraux de se maintenir au pouvoir.

En dénonçant tant les conservateurs que les libéraux, M. Duceppe exprime clairement son indifférence envers celui que les électeurs du reste du Canada choisiront pour diriger le pays, et donc envers la qualité et la nature du gouvernement fédéral. C'est un projet foncièrement nihiliste, irresponsable, qui laisse le Québec sans aucune forme de contrôle sur sa destinée au sein de la fédération. Cette attitude repose sur l'idée que le Québec pourra être bien servi par un parti d'opposition efficace voué à la défense des intérêts des Québécois. Ce n'est pas le cas, pour trois raisons.

Premièrement, cela repose sur la croyance que les activités de la Chambre des communes ont une grande utilité. On peut s'y époumoner, y poser toutes les questions que l'on veut, mais le pouvoir n'est pas là, la vraie vie non plus. M. Duceppe, pour justifier la pertinence de son parti, évoque souvent son rôle dans le débat sur le déséquilibre fiscal. Qui, dans ce dossier, a fait avancer les choses ? Ses « Monsieur le président... » à la période des questions ? Non. C'est d'abord le combat de Bernard Landry, ensuite la commission Séguin et la croisade de son président, enfin l'offensive de Jean Charest et des autres premiers ministres provinciaux.

Deuxièmement, la nature même du Bloc québécois confine les Québécois à l'extériorité et à la passivité. Le Bloc se comporte exactement comme une centrale syndicale. Un rôle qui sied à merveille à l'ancien leader syndical qu'est Gilles Duceppe. Il ne gère pas, n'a pas de choix à faire, et se voit comme un chien de garde dont l'efficacité se mesure à sa vigilance et à sa fermeté.

Troisièmement, le projet bloquiste est réducteur. Le Bloc se définit comme un parti voué à la défense des intérêts des Québécois. L'objectif est noble et nécessaire. Mais il engendre des effets pervers quand il devient un objectif unique. Parce qu'il y a une foule de dossiers et d'enjeux, à Ottawa et ailleurs, qui sortent du cadre des intérêts du Québec. Cette approche aux débats canadiens encourage le repli sur soi et le narcissisme boudeur.

Le Bloc a une fonction démocratique, celle de refléter l'importance du mouvement souverainiste. Mais il condamne les Québécois à l'impuissance, en les excluant du pouvoir et en les confortant dans une passivité boudeuse. En les encourageant, au nom des intérêts du Québec, à regarder leur nombril au lieu de s'ouvrir sur les autres. Voilà une bien étrange façon de représenter et de défendre une nation.

COURRIEL

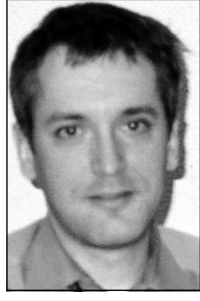
Pour joindre Alain Dubuc
adubuc@lapresse.ca

QUÉBEC GRAND ANGLE

Un grand malaise

Bien peu de gens sont excités par l'actuelle campagne

DANIEL LAPRÈS

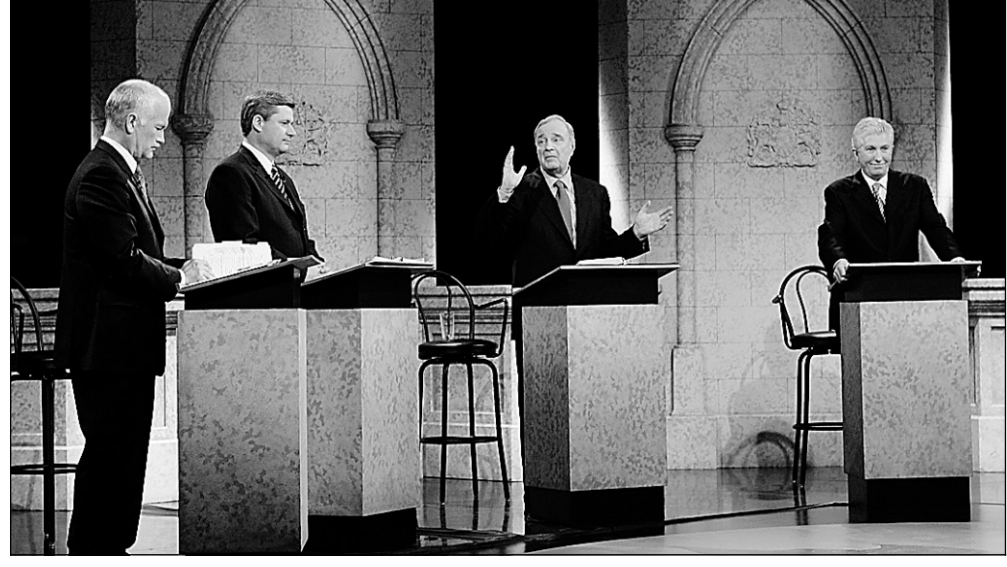


L'auteur est membre fondateur du Réseau canadien pour le libéralisme et la démocratie.

Peu de gens sont excités par l'actuelle campagne électorale fédérale. Nous en voilà réduits à espérer que le taux de participation ne soit pas plus faible qu'en juin 2004, soit à peine 60,1 %. Les partis ne semblent pas avoir saisi l'ampleur du malaise. Dans la perception des citoyens, qui est loin d'être fautive, les machines gouvernementales sont devenues trop vastes pour aborder les problèmes quotidiens de la vie des gens, et elles sont dirigées par une conscience trop étroite pour affronter les vastes problèmes que sont l'exclusion sociale, la violence, la dégradation de l'environnement, etc.

Pourtant, les citoyens savent que la mission des gouvernements est de se préoccuper d'eux. Ils savent aussi que le but de la politique est d'améliorer les conditions de vie des gens. Certains ne voient qu'apathie et frustration chez les citoyens, là où il s'agit surtout de déception et de colère, à bien des égards justifiées. Mais on peut aussi croire que, de cette frustration, peuvent émerger l'espoir et la volonté d'agir. C'est pourquoi, paradoxalement, il est possible que, suite à cette désolante campagne électorale, plusieurs deviennent motivés à prendre les choses en main, qu'ils soient membres d'un parti ou non.

Dickens disait : « This is the worst of times; this is the best of times. » On peut donc choisir de laisser la situation se dégrader, mais on peut aussi décider de l'affronter, en exerçant, à partir de son milieu, sa propre part du leadership nécessaire pour retrouver confiance en ce que nous pouvons devenir comme société et comme pays. L'avenir n'appartient pas à ceux qui refusent de se prononcer et d'agir, et encore moins aux cyniques et aux démagogues qui se servent de la politique à leurs propres fins. L'avenir appartient à ceux qui croient que l'action politique n'est pas une affaire de jeux de pouvoir ou d'argent, mais avant tout l'effort d'améliorer les conditions de



Les chefs des quatre grands partis lors du débat de mardi dernier.

PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

vie des gens, d'atténuer la souffrance humaine, de favoriser plus de compréhension et de tolérance, chez nous et ailleurs.

Place aux idéalistes !

« Angélisme », diront certains. Mais ils se trompent, car les idéalistes sont souvent les vrais réalistes. Là où la société humaine a progressé vers plus de dignité et plus de justice, ce sont les idéalistes qui ont eu la lucidité de vouloir corriger ce qui n'allait pas, quitte à en payer le prix pour eux-mêmes. C'est à eux que nous devons notre démocratie, nos droits et libertés, nos programmes sociaux, en somme cette société généreuse et tolérante qu'il nous faut toujours protéger.

Que l'on regarde aussi du côté de tous ces mouvements qui agissent sur la réalité en faisant advenir plus de justice et de compassion, et aussi du côté de ces innombrables citoyens qui, à chaque jour, choisissent de servir non seulement leur intérêt individuel, mais aussi le mieux-être de ceux et celles qui les entourent, de près ou de loin. S'ils étaient plus lucides, les politiciens et leurs « stratèges » s'inspireraient d'eux, et ils découvriraient ainsi que le vrai « réalisme » politique appelle au refus de la résignation face à ce qui ne va pas, et à

s'engager en conséquence.

Mais, tandis que la plupart des partis ont réduit le rôle de leurs militants à celui de « cheerleaders » ; que les discours des chefs, concoctés par des « communicateurs » patentés, se révèlent d'une insipidité navrante ; que leurs « stratèges » s'acharnent à bourrer les crânes de slogans creux, de calomnies contre l'adversaire et de promesses sans lendemains, les dirigeants de ces mêmes partis ne s'aperçoivent pas que les citoyens appellent à grands cris à un tout autre type de « stratégie » politique, c'est-à-dire une « stratégie » qui aborde de front les multiples problèmes et inquiétudes qu'eux-mêmes et leurs proches vivent à chaque jour et qui vise à les résoudre.

Quelle que soit leur couleur politique, ce sont ceux qui auront compris cela qui, avant longtemps, influenceront et orienteront le plus notre vie politique, notre société et notre pays, parce que leur crédibilité reposera sur une claire conscience de ce qui est à faire, et sur le fait que leurs actes s'accorderont avec leurs paroles.

Ceux-là sont les vrais « réalistes ». À eux désormais d'agir en conséquence. Et heureux seront les partis qui se révéleront assez « réalistes » pour leur ouvrir leurs portes et miser sur eux.

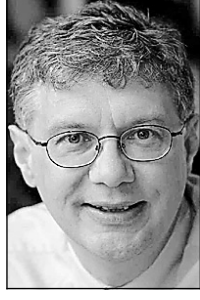


PLANÈTE

Risque d'affaiblissement

En servant de vitrine aux visées du président Chavez, dont la feuille de route démocratique est des plus contestables, le Forum social mondial court de grands risques

PHILIPPE FAUCHER



L'auteur est directeur du département de science politique et chercheur associé au Centre d'études et recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIM.ca).

Le Forum social mondial, la grande kermesse annuelle des altermondialistes qui se réunira à partir du 19 janvier, est « polycentrique ». Cela signifie que les militants ont le choix de trois destinations soleil : Caracas au Venezuela, Bamako au Mali et Karachi au Pakistan. Tourisme et shopping sont au programme : « Découvrez le mythique pays Dogon », annonce le site de l'événement ! (www.fsmmali.org/)

Le premier forum remonte à 2001. C'était à Porto Alegre au Brésil. L'événement répondait aux vœux exprimés par le directeur du *Monde diplomatique* de répondre et de présenter des alternatives à « l'horreur économique édiflée par le néolibéralisme », dont le Forum économique mondial de Davos (Suisse) est l'expression symbolique la plus achevée. Cinq ans plus tard, qu'en est-il des propositions de l'Internationale rebelle ?

Le Forum a choisi, c'est son grand mérite, de donner la priorité aux voix du Sud (le Forum 2007 aura lieu en Afrique). C'est l'occasion pour les ONG des pays pauvres de faire le point sur les politiques de soutien au développement et de construire des réseaux de solidarité internationale susceptibles d'attirer l'attention du monde sur les misères et les injustices

dont sont victimes les plus démunis. Décentraliser les rencontres présente l'avantage de mettre l'accent sur des problèmes locaux qui retiennent rarement l'attention du reste du monde. C'est ainsi que la discrimination sociale dont est victime la caste des Dalits (autrement appelés intouchables) en Inde a dominé le Forum 2004 de Mumbai. Il sera beaucoup question d'agriculture et des paysans au Mali. Tout renforcement de la participation des pays du Sud aux débats sur la gouvernance internationale est salutaire.

Recyclage et récupération

Comme il faut s'y attendre, une place considérable est consacrée à la dénonciation des inégalités du « système » mondial et aux « voix de la résistance ». Le virage de l'anti-mondialisation vers l'altermondialisation demeure plus sémantique que réel. Les modèles de rechange sont trop rares.

L'indignation se concentre sur trois ci-

La récupération politique du mouvement altermondialiste n'est pas nouvelle et avait même commencé dès le forum de Porto Alegre.

bles : le marché, le libre-échange, et tout ce qui est américain. Les nostalgiques des années 1970 y retrouveront, sans une ride, le discours anti-impérialiste et anticapitaliste qui leur est familier. D'ailleurs les portraits du Che se vendent toujours bien. Les antidotes proposés se résument au protectionnisme et à la démocratie participative. Une sorte de Moyen-Âge écolo à la sauce Rous-

seau. Je préfère l'engagement pragmatique de notre Steven Guilbeault.

La récupération politique du mouvement altermondialiste était déjà sensible au cours des dernières années. Plusieurs dirigeants de pays développés ont fait le voyage à Porto Alegre, histoire de bien montrer au reste du monde leur allégeance progressiste. Les responsables de l'époque, soucieux de l'utilisation des rencontres à des fins partisans, avaient tenu les politiciens à distance. L'élection de Lula à la présidence du Brésil a fait sauter les dernières résistances. On rapporte même que le Parti communiste indien était très présent au Forum de 2004.

Malgré les rumeurs fabriquées voulant que la Colombie, téléguidée par les États-Unis, attaque le Venezuela pour renverser son président, Chavez a trouvé le temps de faire une visite remarquée au Forum de Porto Alegre de 2005. Cette année, la rencontre a lieu à Caracas. Il faut parier que la révolution bolivarienne occupera toute la place (1).

Le président du Brésil rendra la politesse au président Chavez et sera de la fête à Caracas. Quelques jours plus tard, il se rendra à Davos pour porter le discours des pays du Sud devant les leaders de l'ordre capitaliste mondial au sommet de Davos. Éviter la polarisation et respecter l'unité du discours tout en maintenant ouvert le dialogue entre ces deux enceintes est essentiel. La contribution de Lula est ici exemplaire.

En servant de vitrine aux visées du président Chavez, dont la feuille de route démocratique est des plus contestables, le Forum social mondial court le risque de servir d'instrument aux ambitions politiques de dirigeants qui voient dans l'accroissement des tensions à l'intérieur du système international et l'appel à la *revolucion* le meilleur moyen d'agiter les peuples afin de subvertir les règles de la démocratie. Le mouvement altermondialiste ne peut qu'en ressortir affaibli.

1) Sous le titre « Hugo Boss ; How Chavez is Refashioning Dictatorship for a Democratic Age », le professeur Javier Corrales démonte pièce par pièce le populisme autoritaire de Chavez. *Foreign Policy*, Janvier/Février 2006, p. 32-40.

FORUM

La fin du parti unique?



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Qu'est-ce qu'on se disait, il n'y a même pas un mois? Tout ce tintouin pour en arriver au même résultat: un autre gouvernement libéral minoritaire! C'est ce que tout le monde disait en haussant les épaules, non?

Tout le monde se trompait... et voilà bien la beauté de la politique, l'une des rares activités dont l'unique matière première est l'humain, une activité où rien n'est vraiment prédéterminé, où tout peut arriver, même l'impensable.

Qui aurait cru que le PCC en serait venu à dépasser dans les sondages — et cela, même au Québec! — le Très Grand Parti Libéral qui se croyait le seul occupant légitime du Parlement?

Voici donc venir, à moins, bien sûr, d'un revirement de la situation, le jour de l'alternance — un phénomène nécessaire dans toute démocratie, mais dont on désespérait, tant la domination du PLC sur la scène fédérale paraissait inéluctable. On pensera ce qu'on veut du PCC, le simple fait qu'il incarne un changement est déjà positif, car le Canada était en train de devenir le Mexique du nord, une démocratie nominale à parti unique.

////////////////////

Il faut dire que les libéraux, en particulier leur chef, ont puissamment travaillé à leur déclin.

Contraste saisissant avec la campagne conservatrice réglée au quart de tour, la campagne libérale a eu l'air, depuis le début, d'un bateau fou sans gouvernail.

D'abord, M. Martin a fait du tourisme ici et là, se fiant à son bilan, s'imaginant que les électeurs le remercieraient pour une prospérité économique qui se manifeste davantage au niveau des statistiques que dans la vie quotidienne, et faisant l'erreur suprême de sous-estimer ses adversaires et de croire qu'on pouvait répéter à la ligne près le scénario de 2004: diaboliser le PCC, en se faisant passer pour le dépositaire des « valeurs canadiennes » et le gardien de l'unité nationale... Comble du masochisme, M. Martin a essayé de transformer en campagne pré-référendaire une joute qu'il allait perdre, puisqu'il était écrit dans le ciel que le Bloc ramènerait la majorité des circonscriptions au Québec!

Et puis après, ce fut la panique.

Au débat télévisé, M. Martin se trompe d'adversaire et accuse Jack Layton (plutôt que Harper) de vouloir... recriminaliser l'avortement!

A-t-il ou non autorisé la honteuse pub qui prétend que le PCC instaurerait la loi martiale dans les villes? Il dit oui, ensuite non, pendant que ses ministres se contredisent là-dessus à qui mieux mieux.

Il sort inopinément un drôle de lapin de son chapeau: son gouvernement éliminera la clause dérogatoire pour préserver le pays des mauvaises intentions de Stephen Harper... Sommet dans l'improvisation. Abolir une clause que personne ne remet en question, qui garantit un équilibre intelligent entre les tribunaux et les élus, et qui a d'ailleurs été utilisée avec parcimonie (et jamais par Ottawa)... Et tout cela pourquoi? Pour « protéger » le pays d'un gouvernement conservateur?

Soyons logique: ou les conservateurs sont élus, et l'idée géniale de M. Martin tombe à l'eau, ou les libéraux sont réélus, et alors quel besoin a-t-on de contrer les visées des conservateurs? Le pire, c'est que M. Martin s'obstine à croire que cela pourrait être effectué unilatéralement par Ottawa, contre l'avis de la plupart des experts qui estiment que l'opération entraînerait le pays dans une effroyable tornade constitutionnelle.

Dernier lapin à tomber du chapeau, un « fond des héros » de 25 millions \$ pour aider les familles des policiers et des pompiers victimes du devoir... Décidément, le fédéral ne sait plus quoi faire de son argent. L'idée est vertueuse, certes, mais pourquoi ne pas verser l'argent aux municipalités qui gèrent les services de police et des incendies?

////////////////////

Plus que jamais, Paul Martin donne l'image d'un faible entouré d'incompétents.

On savait qu'il avait tendance à céder au dernier lobby venu, tantôt c'était celui des Premières Nations, tantôt c'était Bono, tantôt c'était Bay Street... Un jour il était contre la Loi sur la clarté, deux ans après il était pour. Un jour, il était pour le bouclier antimissile, le lendemain il était contre. Mais toujours, il est resté prisonnier de la petite bande de « supporteurs » inconditionnels qui ont mené son putsch contre Jean Chrétien et qui constituent maintenant son « brain trust ».

Si le PLC perd lundi prochain, ce sont eux qui essuieront la colère des militants libéraux, mais ne les blâmons pas trop pour cette inepte campagne, dont le premier responsable est celui qui les a embauchés. Le premier devoir d'un vrai leader n'est-il pas de s'entourer de gens compétents?

Des insinuations

Option Canada n'était pas un organisme secret créé à la hâte dans le but de contourner la Loi sur la consultation populaire

JOCELYN BEAUDOIN



À l'époque du référendum de 1995, l'auteur était président du Conseil de l'unité canadienne. Suspendu hier de son poste de représentant du Québec à Toronto, M. Beau-doin nous a fait parvenir copie de sa lettre adressée au

ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes.

Monsieur le ministre Benoît Pelletier, Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes,

La présente fait suite à la publication récente du livre intitulé *Les secrets d'Option Canada* par Messieurs Lester et Philpot. Ces derniers donnent à entendre qu'Option Canada est un organisme secret qui a été créé à la hâte dans le but de contourner la Loi sur la consultation populaire pendant la campagne référendaire. D'entrée de jeu, je tiens à vous préciser que je m'inscris en faux contre les insinuations et les prétentions des auteurs du livre susdit. Je vais tenter dans les lignes qui suivent de tracer l'historique, de décrire les objectifs ainsi que les circonstances ayant mené à la création d'Option Canada.

Le Conseil de l'unité canadienne est un organisme que j'ai eu l'honneur de diriger pendant trente-cinq (35) ans. Créé en 1964 par un regroupement de personnes de divers horizons ayant à cœur l'avenir du Canada, le Conseil a comme objectifs d'effectuer des recherches sur le Canada et ses institutions et d'en diffuser les résultats d'une part et d'exploiter des programmes axés sur la jeunesse d'autre part. C'est dans la poursuite de ces objectifs que le Conseil a créé le centre de recherche et d'information sur le Canada (« CRIC ») ainsi que les programmes « rencontres du Canada » et « échanges étudiants » visant à améliorer la compréhension que les Canadiens ont de leur pays.

Chronologie

C'est en relisant les procès-verbaux des réunions du comité exécutif du Conseil pendant la période pertinente que j'ai pu reconstituer la chronologie des événements en ce qui a trait à Option Canada. Dès février 1994, alors que les libéraux étaient toujours au pouvoir au Québec, le Conseil mettait sur pied un comité interne chargé d'élaborer un plan d'action en vue d'un éventuel référendum advenant l'élection du Parti québécois lors du prochain scrutin prévu en 1994. Les procès-verbaux consultés permettent de constater que le comité nouvellement créé s'appelaient tantôt « Option Canada », tantôt le comité « Conseil Québec ». Le plan d'action du nouveau comité a ensuite servi de canevas à la mise en place d'un nouveau programme au sein du Conseil appelé Option Canada. Il est à noter que cette appellation, contrairement à ce qu'ont affirmé les auteurs du livre susmentionné, n'a pas été inspirée par l'« Option Québec » mais plutôt par le titre d'un livre publié par le Conseil en 1968.

Ainsi, loin d'avoir été créé à la hâte juste avant le référendum afin de contourner la Loi sur la consultation populaire, Option Canada était à cette époque un programme du Conseil depuis au-delà d'un an et demi, soit depuis avant même l'élection du Parti québécois en 1994. Loin d'avoir pour objet de contourner la Loi sur la consultation populaire pendant le référendum, le Conseil visait plutôt avec son programme Option Canada à obtenir un impact maximum pendant la période pré-référendaire justement parce que la loi susdite interdit d'encourir des dépenses non comptabilisées pendant la période référendaire. Les mises en garde à cet égard effectuées lors des réunions du comité exécutif du Conseil, dont certaines se retrouvent dans les procès-verbaux consultés, viennent confirmer que l'action du Conseil dans le cadre de son programme Option Canada devaient se situer pendant la période pré-référendaire.

Vers la fin de l'été 1995, la décision a été prise de créer une entité légale distincte appelée « Option Canada », démarche qui n'avait jamais été envisagée auparavant. C'est à l'issue d'une vérifica-



PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE

Le Conseil de l'unité canadienne visait avec son programme Option Canada à obtenir un impact maximum pendant la période pré-référendaire, justement parce que la loi interdisait d'encourir des dépenses non comptabilisées pendant la période référendaire.

tion conjointe effectuée par Revenu Québec et l'Agence du revenu du Canada que cette action a dû être entreprise par le Conseil afin de préserver son statut d'organisme de bienfaisance enregistré. Les autorités fiscales menaçaient alors de retirer au Conseil ce statut s'il ne transférait pas sur le champ son programme Option Canada à une autre entité. C'est ce qui explique le transfert rapide du programme Option Canada dans une entité nouvellement créée portant le même nom, sans consultation préalable auprès des employés et des partenaires car le temps pressait. Ceci explique également pourquoi plusieurs personnes contactées par les auteurs du livre ou ayant réagi à sa publication ont affirmé ne pas se souvenir de la société Option Canada dont les activités ont été de courte durée puisque le référendum était déclenché moins d'un (1) mois après le transfert du programme. Quant au financement de l'organisme, il y a lieu de préciser que le Conseil avait

« J'ai été renversé de constater les efforts déployés par certains souverainistes qui s'emploient à salir la réputation de gens qui n'ont d'autres torts que d'avoir agi selon leurs convictions en se portant à la défense de leur pays. »

lui-même soumis une demande de subvention auprès de Patrimoine Canada plusieurs mois avant la constitution de la nouvelle société. Dès la création de cette dernière, j'ai avisé Patrimoine Canada que les activités du programme seraient continuées dans une société nouvellement créée, « Option Canada », avec les mêmes objectifs y compris le respect de la Loi sur la consultation populaire. La demande de financement a alors été complétée et soumise à nouveau par Option

Canada. La rapidité avec laquelle Patrimoine Canada y a donné suite s'explique sans doute par le fait que la même demande était déjà à l'étude depuis plusieurs mois.

Afin d'accélérer et de faciliter le transfert des activités à Option Canada, j'ai participé aux formalités de constitution de la nouvelle société à titre de fondateur et d'administrateur provisoire. Cependant, j'ai démissionné de cette fonction aussitôt la nouvelle société constituée et je n'ai détenu aucun poste et je n'ai exercé aucune autorité au sein d'Option Canada à compter de cette date. Néanmoins, il est vrai que j'ai agi comme consultant externe auprès d'Option Canada afin de faciliter la transition. Il faut garder à l'esprit que ce transfert a été décidé et réalisé à l'intérieur d'un délai très court. À titre de directeur général du Conseil, j'avais assumé la direction de ce programme pendant au-delà d'un an et demi et je ne pouvais m'en dissocier totalement du jour au lendemain.

J'espère que ces précisions vous éclaireront sur les origines, la nature et les objectifs d'Option Canada ainsi que sur le rôle que j'y ai joué. Encore une fois, ce programme visait à promouvoir la cause fédéraliste en prévision d'un éventuel référendum afin d'obtenir le maximum d'impact au cours de la période pré-référendaire. N'eût été des exigences posées par Revenu Québec et l'Agence du revenu du Canada, la société Option Canada n'aurait jamais été créée et le programme serait demeuré au sein du Conseil.

J'ajouterais que j'ai été renversé de constater les efforts déployés par certains souverainistes qui s'emploient à salir la réputation de gens qui n'ont d'autres torts que d'avoir agi selon leurs convictions en se portant à la défense de leur pays. Pour ma part, j'y ai consacré ma vie et je n'entends pas m'en excuser.

En terminant, je tiens à vous assurer de mon entière collaboration à toute vérification ou enquête officielle qui pourraient être entreprises à cet égard.

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

FORUM

ÉDITORIAUX

Les bleus et Kyoto



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Le chef conservateur, Stephen Harper, a publié hier la plateforme électorale de son parti. Ce document de 47 pages comporte... trois lignes au sujet du dossier pourtant crucial des changements climatiques. L'indifférence, voire l'hostilité des conservateurs à l'égard du protocole de Kyoto est inquiétante.

Le Parti conservateur s'opposait à ce que le Canada ratifie ce traité. Les États-Unis ayant refusé de le faire, les bleus estimaient que l'accord ne produirait pas les résultats attendus à l'échelle de la planète. Soumises à des réductions obligatoires de leurs émissions de gaz à effet de serre

Le parti de M. Harper a mis de l'avant une position confuse en matière de lutte aux changements climatiques.

(GES), les entreprises canadiennes seraient désavantagées par rapport à leurs concurrentes américaines.

Pendant la présente campagne, le parti de M. Harper a mis de l'avant une position confuse. Le programme rendu public hier promet « un plan canadien axé sur les nouvelles technologies, conjointement avec les provinces et en collaboration avec les autres grands pays industrialisés ». On ne sait rien de plus sur le « plan » en question.

Le PC n'envisage pas de retirer le Canada du protocole (ce serait le comble !), mais estime que les objectifs que le pays s'est engagé à atteindre sont irréalistes. Cela laisse supposer que le « plan canadien » d'un gouvernement conservateur ferait fi des cibles en

question. Les Canadiens n'accepteront pas une attitude aussi désinvolte. Le Canada s'est engagé à la face du monde à réduire ses émissions de GES. Sous peine de voir sa crédibilité internationale ternie, il doit tout faire pour atteindre les objectifs fixés. D'autant plus que le ministre canadien de l'Environnement, Stéphane Dion, vient de jouer un rôle clé lors de la conférence internationale sur les changements climatiques tenue à Montréal.

Les conservateurs ne sont pas insensibles aux questions environnementales. Au cours de la campagne, M. Harper a promis une mesure applaudie par les écologistes, le versement aux usagers des transports en commun d'un crédit d'impôt sur le coût des laissez-passer. Malheureusement, ce programme serait financé par la réaffectation de sommes prévues pour le Fonds du climat, un élément central du plan mis en place par le gouvernement libéral pour permettre au pays d'atteindre les cibles de Kyoto.

Un éventuel gouvernement conservateur devrait garder intacts les objectifs de réduction de GES que le Canada s'est fixés. Plus encore, il devrait poursuivre la mise en oeuvre du plan préparé par M. Dion. Le Canada traîne déjà de la patte et l'échéance approche; on n'élabore pas une nouvelle stratégie en fin de troisième période.

Kyoto n'est pas une religion. Les conservateurs canadiens ne sont pas les seuls à croire qu'une réduction efficace des gaz à effet de serre à l'échelle planétaire passe par une participation plus active des États-Unis et des grands pays en développement, notamment la Chine et l'Inde. Toutefois, s'il est appelé à gouverner le Canada, Stephen Harper devra faire valoir ses vues dans le cadre des négociations post-Kyoto et non revenir sur la parole déjà donnée par le Canada. C'est la seule voie conforme à l'engagement des conservateurs, inscrit en lettres rouges dans leur plateforme, de « promouvoir les valeurs et les intérêts du Canada sur la scène mondiale ».

Une banane dans l'oreille



akrol@lapresse.ca

ARIANE KROL

Il y a deux semaines, le guitariste des Who, Pete Townshend, mettait en garde les propriétaires de iPod et autres lecteurs MP3 contre les dommages irréversibles qu'ils risquent d'infliger à leur ouïe. La preuve, dit-il, les casques d'écoute qu'il porte depuis des années en studio lui ont fait perdre une partie de ses propres capacités auditives.

On peut penser que le rocker de 60 ans a eu bien d'autres occasions d'éprouver ses tympanes. Sa réflexion n'en demeure pas moins pertinente.

Préoccupée par l'apparition précoce des troubles auditifs, la Fondation canadienne de l'ouïe

Education and Awareness for Rockers » aux États-Unis. Plusieurs vedettes comme Moby ou Lars Ulrich, de Metallica, ont d'ailleurs participé à ces campagnes pour convaincre leurs fans de faire attention. Une stratégie plus efficace que de remettre en question les habitudes des jeunes, que leurs aînés ont adoptées bien avant eux. Depuis le lancement du premier baladeur Sony, il y a plus de 25 ans, la popularité de la musique portable n'a jamais faibli. Quant aux boomers, ils n'ont pas attendu ces gadgets pour écouter leurs groupes préférés à plein volume.

Il est vrai que le port des écouteurs est plus répandu que jamais. Certains même s'en offusquent, y voyant un désir suspect de s'isoler du reste du monde. Pourtant, il n'y a rien de tel que d'écouter sa propre musique dans des lieux publics pour réaliser à quel point le niveau sonore y est inutilement élevé. Une foule de magasins et de centres sportifs diffusent de la musique si forte qu'elle couvre le son de n'importe quel baladeur, même poussé au maximum. Cette surenchère accroît évidemment les risques pour l'ouïe de ceux qui portent des écouteurs... en plus d'importuner tous les autres qui doivent subir l'intégrale de ce martelage.

La pollution sonore est un danger reconnu en milieu de travail, et les entreprises responsables font tout ce qu'elles peuvent pour minimiser l'exposition de leurs employés. Ce n'est malheureusement pas le cas dans les espaces de récréation et de divertissement, comme en témoignent les volumes aberrants infligés au public des salles de cinéma et des arénas.

Vouloir protéger l'ouïe des amateurs de musique est une démarche louable. Mais il faut élargir cette préoccupation au reste de la population, car le bruit indésirable est aussi une grande source de stress. Le racolage musical n'est pas seulement agressant, il est aussi vulgaire qu'un étalage de couleurs criardes. À quand une campagne contre le mauvais goût sonore ?

PANIQUE [panik] adj. et n. f. - Terreur extrême et soudaine, souvent collective, devant un danger réel ou seulement possible.
 ⇒ effroi; affolement. Etre pris de panique.



LES GRANDS PORTRAITS

PAUL MARTIN

serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

LA BOÎTE AUX LETTRES

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Dumont: de l'air frais

L'avis de Mario Dumont est la première chose sensée que j'entends depuis le début de la campagne électorale fédérale. C'est une bouffée d'air frais dans l'atmosphère d'insultes, d'accusations et d'insignifiances que favorisent les candidats. Cet homme a le don d'apparaître au moment le plus inattendu et d'exprimer des idées si simplement évidentes qu'on se demande pourquoi elles n'ont pas été émises auparavant. Son parti ne prendra probablement jamais le pouvoir, lui non plus, mais au moins on sent de l'espoir dans son propos. Le Bloc est une catastrophe politique et un cul-de-sac qui maintient le Québec dans une attitude d'attente. Il est plus que temps de mettre le Québec en mode action.

Antoine Dumais
 Caplan

Une autre pirouette

Décidément, Mario Dumont n'en est pas à une pirouette près, et son vote au Parti conservateur de M. Harper ne sera sans doute pas sa dernière « stépette ». À trop zigzaguer, il va finir comme une girouette dans les caricatures de Chapleau, tournant à tous les vents. Désolant de voir cet ex-brillant politicien s'enfoncer dans la plus parfaite insignifiance !

Raymond Parent
 Sainte-Catherine

Que fait Duceppe à Ottawa ?

M. Duceppe n'a pas aimé l'intervention de Mario Dumont concernant la présence de son parti à Ottawa. Il dit que les Québécois ne partagent pas l'avis de M. Dumont. Ce n'est pas vrai. Je suis Québécoise et je suis d'accord avec Mario Dumont. Je commence à en avoir assez qu'il parle à ma place. Je ne sais toujours pas ce que fait M. Duceppe à Ottawa. La seule chose que je l'ai vu faire, ces dernières années, c'est déchirer sa chemise pour un scandale ou un autre. M. Duceppe n'est pas un homme d'action; il est le chef d'un parti qui plaît aux revanchards, à ceux qui aiment bien punir et qui se sentent valorisés par la misère des autres. Ça fait assez longtemps qu'on nage de reculons; si on essayait par en avant ça irait bien mieux. Petite question M. Duceppe, si un gouvernement séparatiste était élaboussé par un scandale, on ferait quoi ? On irait voter aux États ?

Thérèse Houde
 Laurierville

Un autre olibrius

Mario Dumont vient de me convaincre. J'étais indécis jusqu'ici, mais j'appuierai le Bloc dans l'enthousiasme uniquement pour contredire ce pathétique olibrius réactionnaire

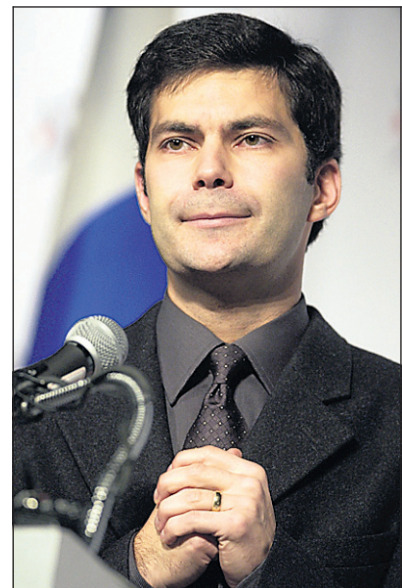


PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Mario Dumont

désespérément en manque d'attention depuis deux ans. Quel culot de venir suggérer ainsi aux gens comment voter alors qu'il a déjà commis l'affront de se servir de l'exécutable Jeff Filion afin de remporter une élection partielle. Quel culot que cette sortie d'opportuniste se liguant (comme par hasard au dernier moment...) au parti ayant présentement le vent dans les voiles à l'échelle canadienne. Remarquez bien, la chose est absolument conséquente avec le fonctionnement interne de l'ADQ qui représente depuis 10 ans le véhicule politique de l'expression des frustrations populaires les plus diverses et incohérentes.

Benoît Giguère
 Montréal

Les vrais héros

Monsieur Martin,

Vous ne savez vraiment plus quoi faire pour vous faire réécrire. La dernière atape que vous avez trouvée est de créer un Fonds des héros ? Je suis impatient de voir la prochaine farce que vous allez nous proposer pour essayer de gagner le pouvoir. La vie de ces policiers, pompiers ou autres que vous qualifiez de héros vaut autant mais pas plus que celle de n'importe quel autre travailleur, quel qu'il soit. Le dévouement d'un médecin, d'une infirmière ou d'un professeur n'a-t-il pas la même valeur à vos yeux ? Je vais vous donner ma définition bien personnelle d'un héros. Ce sont, par exemple, des parents qui doivent prendre soin de leur enfant très lourdement handicapé physiquement ou mentalement jour après jour, année après année, et durant toute une vie. Pour moi, ce sont là de vrais héros, que l'on oublie souvent malheureusement de citer en exemple !

Jean-François Lacoste
 Saint-Hubert

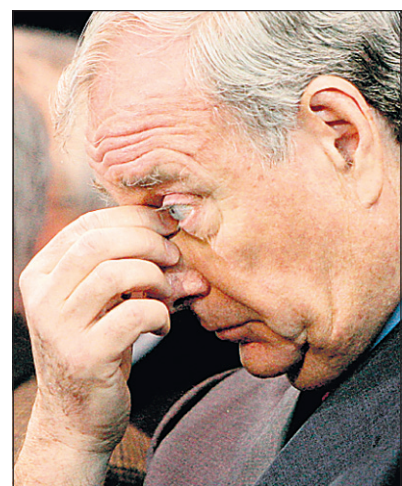


PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

Paul Martin

ACTUALITÉS

Irving Layton a changé profondément la poésie canadienne-anglaise

LAURA-JULIE PERREAULT

Quand le poète Irving Layton est mort, mercredi dernier, les journaux anglophones n'ont pas mâché leurs mots. « Plus grand poète canadien », « Icône du monde littéraire », ont publié en une les *Globe and Mail* et *The Gazette*. Au même moment, le chanteur Leonard Cohen s'achetait un billet d'avion pour venir assister aux funérailles. Le ministre de la Justice, Irwin Cotler, se rappelait son maître à penser.

Le Canada anglais venait de perdre un monument.

Le même jour, il fallait chercher dans les dernières pages des journaux francophones pour trouver un entrefilet sur la disparition de l'auteur montréalais, mis en nomination deux fois pour le prix Nobel de littérature.

Pourtant, Irving Layton, né Israel Pincus Lazarovitch, a passé le plus clair des 93 ans de sa vie à Montréal. Il y a été élevé, tantôt sur la rue Sainte-Élisabeth, dans le

Quartier Latin, tantôt sur le Plateau Mont-Royal. Il y a écrit, enseigné. Personnage démesuré, il y a mené mille et une bagarres politiques, littéraires et amoureuses (il s'est marié cinq fois!).

Il y est mort aussi. Mort dans un établissement de soins de longue durée, la tête rongée par la maladie d'Alzheimer.

Il laisse derrière lui plus de 40 ouvrages. Plusieurs auréolés de succès et reconnus par des prix de tous acabits.

Choc salutaire

Il laisse derrière lui plus de 40 ouvrages. Plusieurs auréolés de succès et reconnus par des prix de tous acabits.

Précurseur, il a changé profondément la poésie canadienne-anglaise. « Quand il a commencé à écrire, dans les années 40, il ne faisait pas dans la poésie bucolique comme ses prédécesseurs. Il faisait

de la poésie contestataire, urbaine, dans un anglais *rough*. Ça a été un choc salutaire pour la littérature de l'époque », explique David Homel, romancier montréalais et critique littéraire à *La Presse*.

Ce legs avait un peu pâli au cours des dernières années. Au zénith de sa gloire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale aux années 80, la

avait les autres. (...) C'était notre meilleur poète et le plus grand champion de la poésie », a écrit Leonard Cohen quelques heures après l'annonce du décès de son ancien professeur et ami.

L'auteur de *Suzanne* n'avait pas attendu le décès de son maître pour lui rendre hommage. Il a dédié *Go No More A-Roving*, la première chanson de son dernier disque, *Dear Heather*, à Irving Layton.

Sourde oreille

Mais que restera-t-il d'Irving Layton dans les annales de la littérature québécoise ?

Pas grand-chose, concède le poète Michel Albert, qui a traduit des textes de Layton et a réussi à les faire publier aux éditions Triptyque en 2001. « Ça va des deux solitudes, des deux sensibilités qui ne se parlent pas », constate le traducteur. Il met volontiers Irving Layton sur un pied d'égalité avec Gaston Miron. « Son influence est comme celle de Miron. Tous les

deux, ils ont décrit une nouvelle réalité. Ils ont représenté une rupture. L'oeuvre de Layton, comme celle de Miron, va rester », continue-t-il.

Les différences entre les deux hommes sautent pourtant aux yeux. Alors que le nom de Gaston Miron est associé au mouvement indépendantiste québécois, celui de Layton est lié à l'histoire de la communauté juive montréalaise. « Il considérait que les Canadiens-français étaient des colonisés », remarque Michel Albert.

« La réalité francophone n'était pas celle d'Irving Layton. Il ne se préoccupait pas de ça. Lui, il parlait avec les anges, le bon Dieu! Il avait une vision apocalyptique de choses. Il s'intéressait à la fin du monde », renchérit son ami de longue date et pupille littéraire, David Solway.

Premier anglophone à avoir reçu le Grand Prix du livre de Montréal pour son recueil de poésie *Franklin's Passage*, David Solway a aussi très bien connu Gaston Miron.

Selon lui, les similitudes entre les deux hommes auront un jour raison des deux solitudes.

« Ces deux poètes ne représentent pas que deux communautés, deux langues différentes, suggère David Solway. Ce sont des poètes majeurs. Nos deux meilleurs poètes. »



Québec
Ville et région

Elle a tout pour plaire

Découvrez la région de Québec en famille!

Loews Le Concorde

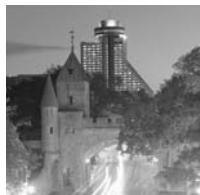
À partir de **74\$⁵⁰**

par personne par nuit en occupation double

Forfait couette et café

Une chambre en classe supérieure avec vue sur les plus beaux panoramas de la ville, le petit-déjeuner buffet à la Galerie. Poubaire sur le repas inclus et taxes en sus.

Autres forfaits: Famille, Ski, Spa Scandinave, Musées, Hôtel de Glace, Pattes de velours et Romance.



LOEWS
LE CONCORDE
QUÉBEC

1 877 838-6981
www.loewisleconcorde.com

Château Mont-Sainte-Anne

À partir de **197\$**

par nuit par famille



Escapade en famille

Unique hôtel de villégiature 4 étoiles situé au pied des télécabines du Mont-Sainte-Anne et à 20 minutes du Massif. Pour vous simplifier la vie; 3 restaurants, cuisinettes dans toutes les chambres, boutique de ski, bains tourbillon extérieurs, piscine, sauna, salle de jeux et d'exercices. Votre forfait comprend: l'hébergement et le petit-déjeuner pour 2 adultes et 2 enfants âgés entre 7 et 12 ans. Gratuit pour les enfants de moins de 6 ans. Certaines conditions s'appliquent.

Château
Mont-Sainte-Anne
Villégiature et congrès
★★★★

1 866 804-8415
info@chateausa.com • www.chateausa.com

Hôtel Classique

À partir de **35\$²⁵**

par personne par nuit en occupation quadruple (2 adultes/2 enfants) incluant le petit-déjeuner américain

À Québec en famille

On s'amuse au Village Vacances Valcartier, on visite l'Aquarium ou le Zoo, on coule dans les plus belles boutiques, on se la coule douce à la piscine. On discute des folles de la journée en famille autour d'une table en dégustant un succulent repas à l'un des deux restos branchés de l'hôtel. Profitez vite d'un de nos forfaits à la carte! Tarifs selon disponibilité.



HOTEL
CLASSIQUE

1 800 463-1885
info@hotelclassique.com • www.hotelclassique.com

Hôtel Château Grande-Allée

À partir de **89\$**

par nuit par famille (2 adultes et jusqu'à 3 enfants)

En famille dans le Vieux-Québec

- Petit-déjeuner inclus
- Promotion au Rivoli pour les enfants de 11 ans et moins: pâtes à volonté pour 7,95 \$
- Billets disponibles à l'hôtel pour: Village Vacances Valcartier, centres de ski et navette Hôtel de Glace

Valable jusqu'au 19 mars, à l'exception des vendredis et samedis du Carnaval.



HOTEL
CHATEAU
GRANDE-ALLÉE

1 800 263-1471
info@chateaugrandeallee.com • www.hotelsnouvellefrance.com

Courtyard Marriott Québec

À partir de **109\$**

par famille par nuit

Magie sur glace

Évadez-vous en famille à deux pas du Vieux-Québec et profitez de la magie hivernale de la vieille Capitale. Le forfait comprend l'hébergement pour 2 adultes et 2 enfants de moins de 18 ans et la location de patins à la patinoire de la Place D'Youville.



COURTYARD
Marriott

1 866 694-4004
info@marriott-quebec.com • www.marriott-quebec.com

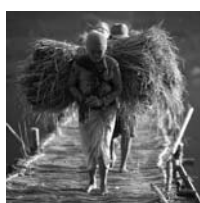
Musée de la civilisation

Nusantara Indonesia

Découvrez les paysages, les ressources, les modes de vie et les défis de cet archipel qui se conjugue au superlatif...

Une exposition réalisée par le Musée de la civilisation à partir de la collection du KIT/Tropenmuseum d'Amsterdam.

Le Musée de la civilisation est subventionné par le ministère de la Culture et des Communications.



MUSEE DE LA
CIVILISATION
QUÉBEC

1 866 710-8031
www.mcq.org/indonesia

Château Repotel

À partir de **73\$⁹⁵**

par famille par chambre

Forfait Nuit blanche

- 3^e nuit consécutive de fin de semaine gratuite
- Valable les fins de semaine seulement
- Non valable pendant le mois de février 2006



CHATEAU
REPOTEL

1 866 520-2022
prouvercher@chateurepotel.com • www.chateurepotel.com

Mont-Sainte-Anne

À partir de **121\$**

par personne en occupation quadruple



Vente de blanc

Des conditions de neige exceptionnelles! C'est ce que nous vous proposons, en plus de 3 nuits d'hébergement et 3 jours de sports de glisse pour le prix de 2. Livret de 200 \$ de rabais offert en prime!

* Taxes en sus. Pour une unité d'hébergement standard. Certaines conditions peuvent s'appliquer. Valable jusqu'au 16 février 2006. Pour 2 adultes et 2 enfants de 7 à 12 ans.

Mont-Sainte-Anne

1 888 827-3434
www.neige.mont-sainte-anne.com

Ski de Fond Le Spécialiste



Touring • Course • Hors piste

- Cliniques de fartage
- Rabais sur équipement complet
- Grand choix de vêtements et accessoires

André Jac Sport

5520, boul. des Laurentides, Laval
(450) 622-2410 / Sans frais 1 800 997-2410

3357983

Les Grandes Tables MANOIR & CHATEAUX VIEUX QUÉBEC



Forfait incluant l'hébergement pour 2 nuits, 2 petits-déjeuners, 2 soupers gastronomiques aux restaurants de votre choix:

La Closerie, Aux Anciens Canadiens, Le Paris-Brest, Le Louis-Hébert ou Le Café Sirocco

Service inclus sur les repas.

À partir de **159\$^s**

Par pers. en occ. double Taxes en sus pour les Hôtels Château Bellevue et Manoir Lafayette



HOTEL
CHATEAU BELLEVUE
Vieux-Québec
★★★

16, rue de la Parie, Vieux-Québec



HOTEL
LE MANOIR LAFAYETTE
Vieux-Québec
★★★

661, Grande Allée Est, Québec

À partir de **189\$^s**

Par pers. en occ. double Taxes en sus pour l'Hôtel Château Laurier



HOTEL
CHATEAU LAURIER
Vieux-Québec
★★★★

1220, place George-V Ouest, Québec

Autres forfaits «Grandes Tables» disponibles sur notre site internet

Offrez-le aussi en forfait cadeau!

*Certaines conditions s'appliquent. Jusqu'au 30 avril 2006.

3357983A

3372394



1 877 BONJOUR, poste 713

Une publicité de l'Office du tourisme de Québec.



www.regiondequebec.com

1-877-999-9620

www.vieuxquebec.com

ACTUALITÉS

Un site Web divulgue des informations privées sur les détenteurs du câble

JIM BRONSKILL
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA – Les abonnés du câble ayant un forfait leur donnant accès à des chaînes telles que Hustler Channel ou Red Light District TV seraient sans doute gênés d'apprendre que leurs voisins savent ce qu'ils regardent.

Le site Web de Rogers Câble permet à quiconque ayant accès à l'Internet de connaître les préférences télévisuelles des clients, y compris les abonnés des chaînes réservées aux adultes.

En quelques clics seulement, la Presse canadienne a facilement trouvé des détails du forfait-câble du chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, de certains ministres fédéraux actuels et anciens et du patron du Service ca-

nadien de renseignements et de sécurité.

L'idée initiale était de permettre aux clients de commander des services additionnels en consultant en ligne leur forfait. Mais cela

Des voisins pourraient savoir ce que vous regardez sur le câble.

permettait également de consulter les profils d'autres clients, en détenant des informations aussi simples que leur nom, numéro de téléphone et code postal.

L'accès instantané à de telles informations personnelles est « absolument épouvantable et inacceptable », s'est indigné Anne-

Marie Hayden, la porte-parole de la commissaire fédérale à la protection de la vie privée. Bien que l'organisme fédéral n'ait pas encore reçu de plaintes à ce sujet, celui-ci est très embarrassé par cette situation et a manifesté son désir de porter l'affaire à l'attention de Rogers, a ajouté M^{me} Hayden.

Le vice-président des communications chez Rogers, Taanta Gupta, a reconnu hier que le site pouvait présenter des risques d'abus et avait demandé à ce que soit fermé l'outil en question. Il a ajouté que Rogers n'avait jamais été mis au courant qu'il était possible pour le grand public de connaître de telles informations sur la vie privée en consultant le site, d'ailleurs en ligne depuis plusieurs années déjà.



Collège de Bois-de-Boulogne

Un rêve réalisable rapidement DEC ACCÉLÉRÉ EN INFORMATIQUE

- **Gestion de réseaux informatiques (420.AA)**
18 mois incluant un stage en entreprise
- **Gestion de réseaux sécurité informatique (420.AC)**
21 mois incluant un stage en entreprise et la préparation à la certification CCNA/CISCO

Programmes à temps complet financés par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Gratuité scolaire et admissibilité à l'aide financière

De mars 2006 à octobre 2007

Exigences : **DEC ou formation générale complétée ou équivalent DEC délivré par le MICC**

Rencontres d'information : **Pavillon Ignace-Bourget, au local S-232**

10500 avenue de Bois-de-Boulogne, Montréal (accès : Métro Henri-Bourassa + autobus 164 O ou 171 O)

jeudi 19 janvier 2006 à 13 heures

jeudi 26 janvier 2006 à 13 heures

jeudi 2 février 2006 à 13 heures

Important : Veuillez apporter relevés de notes ou équivalences du MICC (ministère de l'Immigration et des communautés culturelles), certificat de naissance, preuve de statut au Canada et de résidence au Québec.

INFORMATION : (514) 332-3003 www.bdeb.qc.ca/fcse

LAISSEZ-VOUS GUIDER PAR NOS BAS TARIFS.

N'attendez pas, ces tarifs exceptionnels sont offerts jusqu'au 18 janvier 2006 seulement.

Destinations internationales : les tarifs sont basés sur un ALLER SIMPLE et sont assujettis à l'achat d'un billet aller-retour au départ de Montréal. L'offre prend fin le 18 janvier 2006. Dates de départ tel qu'indiqué ci-dessous. Tarifs à partir de :

LONDRES 14 JANV. - 4 AVRIL 2006 15 AVRIL - 18 MAI 2006	FRANCFORT ¹ MUNICH ¹ /BERLIN ¹ HAMBOURG ¹ 14 JANV. - 4 AVRIL 2006 15 AVRIL - 18 MAI 2006	ZURICH ² /GENÈVE ^{1,2} AMSTERDAM ^{1,2} BRUXELLES ¹ 14 JANV. - 4 AVRIL 2006 15 AVRIL - 18 MAI 2006	PARIS 14 JANV. - 4 AVRIL 2006 15 AVRIL - 18 MAI 2006	LIMA BOGOTÁ 17 JANV. - 31 MAI 2006	ROME 14 JANV. - 4 AVRIL 2006 15 AVRIL - 18 MAI 2006	SÃO PAULO 17 JANV. - 31 MAI 2006	BEIJING SHANGHAI 14 JANV. - 31 MAI 2006	HONG KONG 14 JANV. - 31 MAI 2006	TOKYO 14 JANV. - 31 MARS 2006
209 \$	279 \$	279 \$	299 \$	329 \$	329 \$	499 \$	635 \$	648 \$	695 \$

► **ACCUMULEZ JUSQU'À 3 000 MILLES-BONIS AÉROPLAN^{MD}** lorsque vous faites votre réservation en ligne pour certains vols internationaux.

Destinations soleil : les tarifs sont basés sur un ALLER SIMPLE et sont assujettis à l'achat d'un billet aller-retour au départ de Montréal. L'offre prend fin le 18 janvier 2006. Dates de départ tel qu'indiqué ci-dessous. Tarifs à partir de :

BERMÚDEES 21 JANV. - 11 FÉVR. 2006 27 - 31 MAI 2006	SAINT-DOMINGUE 21 JANV. - 23 FÉVR. 2006 14 MARS - 31 MAI 2006	NASSAU 21 JANV. - 11 FÉVR. 2006 27 MARS - 12 AVRIL 2006	GRAND CAYMAN 21 JANV. - 23 FÉVR. 2006 14 MARS - 31 MAI 2006	BARBADE 21 - 25 JANV. 2006 27 MARS - 12 AVRIL 2006	LA HAVANE 21 JANV. - 23 FÉVR. 2006 14 MARS - 31 MAI 2006	CARACAS PORT OF SPAIN 14 JANV. - 9 FÉVR. 2006 16 AVRIL - 31 MAI 2006	POINTE-À-PITRE 21 JANV. - 23 FÉVR. 2006 14 MARS - 31 MAI 2006	ANTIGUA 21 JANV. - 11 FÉVR. 2006 27 MARS - 12 AVRIL 2006	SYDNEY, AUSTR. 17 JANV. - 31 MAI 2006
164 \$	224 \$	235 \$	269 \$	270 \$	274 \$	300 \$	369 \$	370 \$	699 \$

États-Unis : tarifs ALLER SIMPLE au départ de Montréal. L'offre prend fin le 18 janvier 2006. Les voyages doivent se terminer au plus tard le 12 avril 2006. Tarifs à partir de :

BOSTON	NEW YORK	CLEVELAND	TAMPA	ORLANDO	ATLANTA	DENVER	SAN FRANCISCO	LOS ANGELES	HONOLULU MAUI 14 JANV. - 12 AVRIL 2006
122 \$	122 \$	128 \$	137 \$	144 \$	146 \$	187 \$	197 \$	210 \$	406 \$

Canada : tarifs Tango ALLER SIMPLE au départ de Montréal. L'offre prend fin le 18 janvier 2006. Les voyages doivent se terminer au plus tard le 12 avril 2006. Tarifs à partir de :

QUÉBEC	TORONTO HAMILTON	HALIFAX	WINNIPEG	ST. JOHN'S (T.-N.-L.)	CALGARY EDMONTON	VANCOUVER	SASKATOON	REGINA	VICTORIA
76 \$	77 \$	119 \$	127 \$	139 \$	169 \$	187 \$	190 \$	196 \$	214 \$

► **ÉLEVEZ-VOUS AU TARIF TANGO PLUS.** Présélection gratuite de place • 100% des milles-privilèges Aéroplan • Modifications le jour du départ à peu de frais • Obtenez tout cela et bien plus pour un supplément minime de 30 \$ ou plus.

Réservez votre voiture* ou votre hôtel* sur aircanada.com. Vous y trouverez des tarifs exceptionnels pour la location de voiture et une grande sélection d'hôtels. Obtenez en plus des milles Aéroplan chaque fois que vous réservez en ligne.

D'autres tarifs avantageux sont aussi offerts! Réservez directement sur aircanada.com et obtenez plus de milles Aéroplan pour vos voyages au Canada et aux États-Unis. Vous pouvez également téléphoner à votre agent de voyages, ou à Air Canada au 1 888 247-2262¹.

Gagnez du temps! Vous pouvez vous enregistrer et imprimer votre carte d'accès à bord sur aircanada.com

aircanada.com

AIR CANADA

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE

¹Un billet acheté auprès du bureau des réservations d'Air Canada coûtera 10 \$ additionnels par personne (non remboursables, taxes en sus.) *Réservation d'hôtel et location de voiture offertes par notre partenaire de voyages destina.ca. Service aux personnes malentendantes (ATS) : 1 800 361-8071. Les billets doivent être achetés au plus tard le 18 janvier 2006. **Destinations internationales et soleil :** les tarifs sont basés sur un aller simple et ne sont accessibles qu'à l'occasion de l'achat d'un billet aller-retour. Dernières dates de départ tel qu'indiqué. Les tarifs sont sous réserve de l'approbation du gouvernement. **États-Unis :** les tarifs sont basés sur un aller simple. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 12 avril 2006. Les tarifs publiés ne sont pas offerts pour les voyages entre le 17 et le 19 février 2006, ni pour les voyages effectués les 25 et 26 février 2006. **Canada :** les tarifs sont basés sur un aller simple. Les voyages doivent prendre fin le 12 avril 2006. **Destinations internationales, soleil, américaines et canadiennes :** les taxes, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, les frais d'aménagement aéroportuaire et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ne sont pas inclus. L'achat à l'avance peut être requis. Les billets sont non remboursables. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon la date de départ et de retour. Un séjour minimal ou maximal peut être requis et d'autres conditions peuvent s'appliquer. **3000 milles-bonits Aéroplan :** l'offre s'applique aux réservations effectuées en ligne entre le 4 janvier et le 28 mars 2006 par des membres Aéroplan pour certains vols internationaux. Les réservations faites par l'entremise d'une agence de voyages ou d'un autre site Web d'Air Canada ne sont pas admissibles. Visitez aircanada.com pour tous les détails. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés par des appareils d'Air Canada, de la société en commandite Jazz Air (faisant affaire sous le nom d'Air Canada JazzTM), de United Airlines, de SkyWest ou d'Air Wisconsin (faisant affaire sous le nom de United Express). ^{MD}Aéroplan est une marque déposée de la société en commandite Aéroplan. TMAir Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada. ¹En collaboration avec Lufthansa, membre du réseau Star Alliance[®]. ²En collaboration avec Swiss International Airlines. ³En collaboration avec British Midland, membre du réseau Star Alliance[®].

OBJECTIF POIDS/SANTÉ

Cette année
Obtenez jusqu'à
60%
DE RABAIS



Tous les appareils d'exercices en magasin sont soldés de 20% à 60%!

-60%
679\$
Tapis roul. SH815

-40%
839\$
Escaladeur SG8.D

-40%
899\$
Elliptique CONTROL

-40%
257\$
Multistation E7010

-60%
239\$
Vélo vert. DV4

-30%
1469\$
Tapis roul. T64HR

-50%
299\$
Elliptique HM6006

-45%
467\$
Vélo hor. D9RD

Plus de **100** modèles de
de tables de billard
à partir de
1299\$ ou **26⁹⁰\$**
/mois*

De plus,
informez-vous à propos
de notre ensemble cadeau!

Foyers décoratifs

Offre de
lancement
Obtenez
jusqu'à
200\$
de rabais

- Aucune installation requise
- Dégage une chaleur 1500 watts
- Télécommande incluse

CLUB PISCINE SUPER Fitness

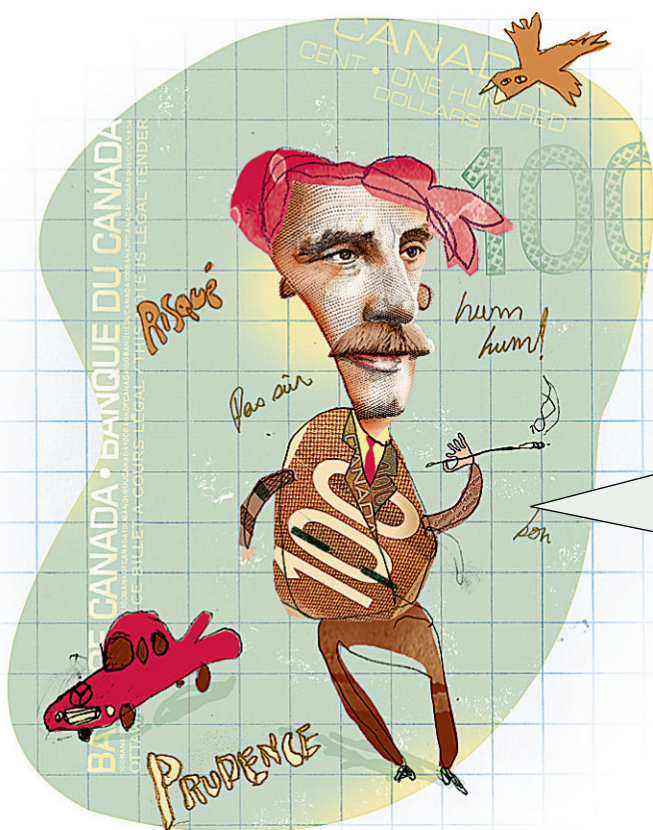
POUR LES ADRESSES DES MAGASINS, CONSULTEZ LES PAGES JAUNES OU VISITEZ NOTRE SITE INTERNET À
www.clubpiscine.ca

*À l'exception des multistations BodySolid. *Sujet à l'approbation de crédit. Certaines conditions s'appliquent, voir détails en magasin. Cette promotion ne peut être jumelée à aucune autre. Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre. Photos à titre d'illustration seulement. Valable jusqu'à épuisement des stocks. Voir détails en magasin. Malgré le soin apporté lors de l'impression de cette annonce, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos succursales.



VOTRE PROFIL

EN PRENANT VOS DEUX LETTRES DANS L'ORDRE, REPÉREZ VOTRE PROFIL. LE RÉSULTAT EN BLEU MESURE VOS CONNAISSANCES ET VOTRE INTÉRÊT. LE RÉSULTAT EN VERT MESURE VOTRE CAPACITÉ DE CONTRÔLE.



A+C

Je connais et j'agis

En théorie, vous avez vraiment un profil qui devrait vous permettre d'éviter tous les pièges. Vous avez de bonnes connaissances et vous êtes prédisposé à vous en servir intelligemment. Mais vous n'êtes pas à l'abri des tentations! Méfiez-vous des paiements différés. Prenez garde aussi à la noble intention de vouloir trop planifier; cela vous amène peut-être à dépenser pour des produits financiers dont vous n'avez pas besoin.

Dans ce dossier, portez une attention particulière aux textes suivants :

- 12. CULTIVER SES RÊVES
- 9. ACHETER DE L'ASSURANCE
- 7. LE FISC AU RÉGIME
- 16. ACHETER ÉTHIQUE



B+C

Votre bonne volonté ne suffit pas

Vous ne finirez peut-être pas premier à un examen de finances personnelles, mais vous faites preuve d'un contrôle qui vous honore. Allons, il n'en manque pas beaucoup pour vous retrouver dans une situation plus rassurante. Informez-vous, soyez conscient de vos responsabilités en matière de planification de la retraite notamment. Mais on peut comprendre votre retenue : les produits financiers se complexifient alors que les bons conseillers semblent toujours aussi difficiles à trouver.

Dans ce dossier, portez une attention particulière aux textes suivants :

- 3. MANQUER D'INTÉRÊT
- 5. PRÉPARER SA RETRAITE
- 8. OBTENIR DE BONS CONSEILS
- 15. SE SENTIR DÉPASSÉ

B+D

Je m'y connais peu... et je laisse aller

Votre situation, si elle n'est pas déjà périlleuse, risque de se détériorer dangereusement. Et peut-être rapidement. Vos connaissances sont minces et vous manquez de contrôle sur votre portefeuille.

Pour éviter les pièges de l'endettement, oubliez les paiements par mensualités; vous achèterez lorsque vous aurez les sous! Méfiez-vous aussi de vos émotions, elles pourraient vous amener à acheter, acheter, acheter. Et pensez à planifier votre avenir... ainsi que celui de vos proches, dans le cas malheureux où vous ne seriez pas éternel.

Dans ce dossier, portez une attention particulière aux textes suivants :

- 1. CONSOMMER SES ÉMOTIONS
- 6. PRÉVOIR SON DÉPART
- 10. LE PRIX DU PRESTIGE
- 14. VIVRE À CRÉDIT



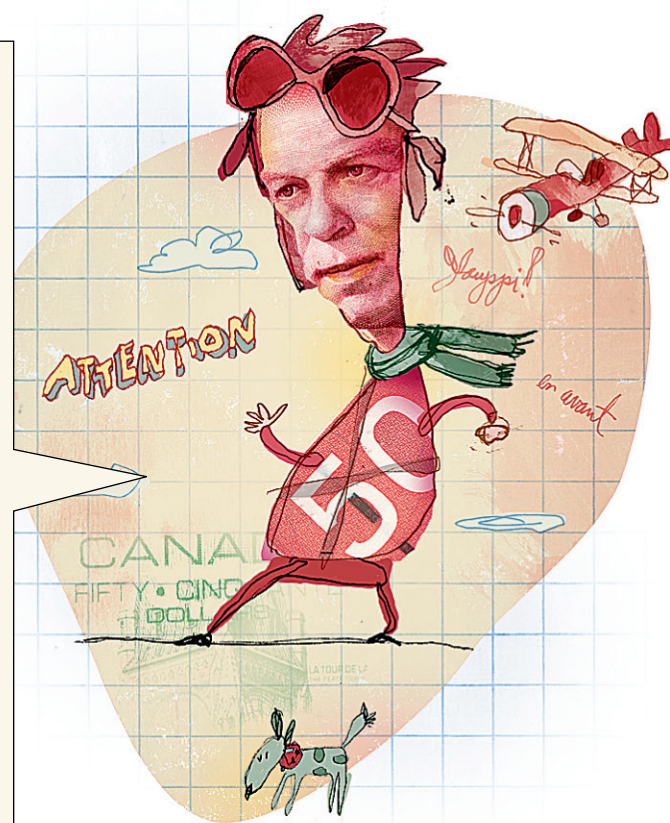
A+D

J'en sais un bout, mais la prise est molle

Bravo! vous maîtrisez la plupart des grandes notions de finances personnelles. Mais ce n'est pas suffisant, vos connaissances ne se traduisent pas en gestes concrets. Il faut savoir dire non... à soi-même et aux autres! Pensez à faire un budget si ce n'est pas déjà le cas, et pensez surtout à le suivre. Découvrez aussi les plaisirs de l'épargne. C'est vrai, il est difficile de se constituer un coussin de sécurité, mais un peu d'organisation - et de contrainte parfois - devrait vous y aider.

Dans ce dossier, portez une attention particulière aux textes suivants :

- 2. FAIRE SON BUDGET
- 4. SE DONNER UN COUSSIN DE SÉCURITÉ
- 11. SAVOIR (SE) DIRE NON
- 13. SURVEILLER LES RABAIS



ILLUSTRATIONS ANDRÉ RIVEST, LA PRESSE

1 CONSOMMER SES ÉMOTIONS

LE MAGASINAGE EN SURDOSE



STÉPHANIE GRAMMOND

Ouf! Journée de galère au boulot. Pourquoi pas s'offrir enfin cet appareil photo numérique, en solde au magasin d'à côté? Cela fera oublier les critiques du client. Cela compensera aussi pour les heures supplémentaires de samedi prochain...

Voilà un comportement de plus en plus commun chez les Québécois. «Le magasinage est devenu aussi fréquent que le recours à l'alcool ou à la nourriture pour gérer le stress», affirme Nicolas Chevrier, psychologue aux Services psychologiques Sequoia.

Les Québécois ont de plus en plus les nerfs en boule. La moitié juge que leur mode de vie est stressant, selon un sondage SOM diffusé lors de la Semaine anti-stress, en mai dernier. Le travail et les finances les tracassent plus particulièrement.

Pour évacuer leur stress, plusieurs ont le réflexe de s'offrir une gratification instantanée. Ont-ils eu une journée difficile? Ils ouvriront une bouteille de vin. Ont-ils eu une réunion éprouvante? Ils s'offriront une tablette de chocolat... ou un disque compact au magasin le plus proche.

Les Québécois ne sont pas massivement devenus des acheteurs compulsifs. Mais beaucoup «consommant leurs émotions».

Ceux-là achètent des objets dont ils n'ont pas besoin, juste après le travail, particulièrement lorsque la journée a été dure. Après l'achat, ils se sentent bien, parfois euphoriques. Le stress s'est envolé. Mais il revient quelques heures plus tard ou le lendemain, car le problème n'est pas réglé à la source.

«Si on ajoute un comportement comme celui-là à l'accès facile au crédit, ce n'est pas long que les cartes sont pleines», dit M. Chevrier. Trop d'achats, trop de dettes: la situation financière devient une source de stress en elle-même. Et pour se calmer... on achète. Ça devient une spirale.

Pour atténuer l'impact financier de ce coûteux problème, M. Chevrier a vu des gens courir au Dollarama s'acheter des babioles... pour une poignée de dollars. «Ça réduit les conséquences, mais ça ne règle pas le problème», dit-il.

Comment faire, alors? Il faut apprendre à gérer son stress, comprendre comment il apparaît.

Cela dépend de la manière dont on interprète une situation difficile, explique M. Chevrier.

Certaines personnes stressées ont tendance à voir les situations difficiles à travers un prisme pessimiste. Exemple : un employé estime qu'il a fait une mauvaise présentation à son équipe de travail. Ça y est, le patron en aura des échos,

et il le congédiera assurément. Tout est noir. La situation devient difficile à tolérer. Le stress monte. Réflexe: acheter!

Pour réduire le stress de manière appropriée, il faut apprendre à reconnaître les pensées négatives, les dialogues intérieurs qui prennent une tournure trop dramatique. Ensuite, il faut placer la situation

en perspective et l'évaluer de façon réaliste.

On doit aller chercher les commentaires de gens en mesure d'aider, dans le but de s'améliorer et de mieux affronter une situation similaire dans l'avenir.

Plus difficile que de courir au coin de la rue acheter le premier bidule venu!

13 PISTES POUR GÉRER LE STRESS

La gestion du stress est une préoccupation de première importance si on veut éviter les comportements excessifs face à l'argent, si on veut éviter de consommer ses émotions. Voici quelques pistes.

1. Entretenez vos relations amicales

Le soutien social est important, surtout si vous vivez des choses difficiles ou si vous devez vous adapter à un grand changement. Mais attention aux personnes qui risquent de bouffer toute votre énergie!

2. Distrayez-vous

Trouvez le moyen de vous accorder du temps personnel chaque semaine, sans vous sentir coupable. Si vous n'y arrivez pas, peut-être y a-t-il le surinvestissement dans une des sphères de votre vie (travail, relation amoureuse...).

3. Affirmez-vous!

L'affirmation de soi est une composante importante d'une bonne gestion du stress, qui permet d'établir ses limites face aux sollicitations de l'extérieur. Faites-le en respectant l'opinion des autres, sans avoir peur de déplaire.

4. Essayez de nouvelles stratégies

Il importe de posséder les bonnes stratégies pour aborder ses tâches, peu importe lesquelles. Il n'est pas toujours nécessaire d'en faire plus, mais souvent essentiel de faire mieux.

5. Établissez vos priorités

Être débordé est une cause de stress. Gestion du temps et organisation permettent d'adopter un meilleur rythme de vie. Il importe de faire des choix si on ne veut pas avoir l'impression que les événements mènent notre vie.

6. Augmentez votre résistance

Un système bien entretenu est mieux préparé pour faire face au stress. Assurez-vous d'augmenter votre résistance en réservant des moments pour évacuer les tensions, ce qui permet de recharger les batteries.

7. Mangez et dormez en paix

C'est la base même du bon fonctionnement. Évitez les abus, essayez de vous coucher et de vous lever à des heures relativement fixes, cela permet d'éviter les dérèglements.

8. Faites de l'exercice

Pas besoin de devenir un athlète pour bénéficier des bienfaits de l'activité physique : meilleure santé, estime de soi améliorée, meilleure humeur... Attention, choisissez une activité qui vous donnera du plaisir, sinon c'est raté.

9. Relaxez un peu

Il peut être utile d'apprendre une technique de relaxation. Cela permet de diminuer les symptômes physiques du stress. Il existe plusieurs approches, il suffit d'en choisir une avec laquelle vous êtes à l'aise.

10. Agissez concrètement

Il n'est pas bénéfique de consacrer plus d'énergie à penser aux problèmes qu'aux solutions permettant de les résoudre. Plutôt que de les considérer comme une menace, pourquoi ne pas y voir des défis à relever?

11. Soyez indulgent envers vous-même

Il n'est pas possible de se démarquer de manière constante. Il n'y a rien de mal à l'ambition, mais des exigences trop élevées risquent de vous décourager, de vous paralyser... et de faire augmenter le niveau de stress.

12. Évitez les pensées toxiques!

L'anxiété est provoquée par différentes perceptions et attitudes qui méritent souvent d'être analysées et évaluées. Il vaut parfois la peine de chercher de l'aide pour voir plus clair.

13. Sachez où vous voulez dépenser

Faites le relevé de vos dépenses fixes et calculez la somme nécessaire chaque semaine. Cette somme est intouchable. Mais réservez une portion pour vos dépenses personnelles. Cela permet de s'offrir certaines choses, mais pas tout le temps! Pour voir plus clair, prenez en note vos achats.

Extraits et adaptation d'un guide élaboré par le Centre d'orientation et de consultation psychologique de l'Université Laval, qui s'adresse d'abord aux étudiants. (On peut le consulter à l'adresse Internet suivante : www.cocp.ulaval.ca/scg/pid/1113)

ÊTES-VOUS TROP STRESSÉ ?

Pour le savoir, vous pouvez faire le test de l'Association canadienne pour la santé mentale. On a bâti un site pour ceux qui veulent «dresser leur stress»: test, outils, références sont au menu. (www.acsm.qc.ca/antistress/)

TOUT EST QUESTION DE CHOIX!



UN PEU D'ORGANISATION...

- **Utilisez une méthode budgétaire reconnue**, à la fois simple et complète, sous forme de cahier ou de logiciel. Suivre un guide bien établi est plus facile et plus motivant que de grignoter sur une grille maison.
- **Trouvez des trucs pour simplifier l'inscription des dépenses.** Certains paient l'essentiel des achats par carte de crédit, ce qui fournit un relevé mensuel... et des points bonis.
- **Réservez un moment précis** — même jour et presque même heure — à l'inscription des dépenses hebdomadaires.
- **Précisez pourquoi vous faites un budget.** Éperonnez votre motivation en vous donnant des projets : voyage, achat important, etc.

MARC TISON

Alain M. Bergeron est écrivain pour enfants. C'est ainsi qu'il gagne dorénavant sa vie.

Après *Espèce de Coco* et *Coco et le docteur Flaminco*, il pourrait sans doute ajouter à sa série *Coco et l'indomptable budget*. Une histoire inspirée de faits vécus, bien sûr. Il y a encore quelques mois, l'écrivain était également journaliste pour *La Nouvelle* de Victoriaville. La marge de crédit familiale pesait alors 8000 \$. Aucun rapport avec le métier de journaliste, mais tout à voir avec un certain laxisme

budgétaire. Alain Bergeron et sa conjointe ne faisaient pas de grands excès, juste des petits dépassements qui se soldaient par un déficit — systématique — à la fin du mois. «On n'avait pas prévu ceci, on n'avait pas prévu cela, et on allait puiser un peu dans la marge chaque fois», explique-t-il. C'est à cette époque qu'est venu le moment de décider s'il continuerait à cumuler son travail de journaliste et sa passion d'écrivain, ou s'il prenait le risque de se consacrer à temps plein à l'écriture. Le budget était au cœur de la décision. Et il était troué comme une passoire. Ennuyeux. Hormis les cas où les revenus sont tout simplement insuffisants,

pourquoi certaines personnes n'arrivent-elles pas à boucler leur budget ? «Parce qu'elles n'ont carrément pas de budget», répond Nathalie Lacharité, conseillère en sécurité financière. «Souvent, les gens n'ont pas de problèmes d'argent, ils ont des problèmes de priorités.» Un budget se fait en trois étapes. D'abord, se donner des objectifs. Ensuite, faire sa planification de dépenses. Et enfin, respecter ses prévisions. Bien entendu, c'est à cette dernière étape que le château s'écroule. «Quand je demande quelle somme est consacrée à la coiffure, aux magazines, aux vidéos, on me répond qu'on ne calcule jamais ça, explique Nathalie Lacharité. Mais même si

on ne le calcule pas, cet argent est quand même parti à la fin du mois.» Les dépassements budgétaires sont habituellement circonscrits à certains secteurs. «Chacun a des postes plus sensibles, observe Marie-Hélène Legault, conseillère budgétaire à l'ACEF de l'est de Montréal. Il faut d'abord s'en rendre compte. On vérifie quels sont les postes budgétaires qui dérapent selon qu'on se sent bien ou mal.» Il s'agit ensuite de les gérer indépendamment des autres postes. «Un peu à la façon des enveloppes de l'ancienne époque», évoque Mme Legault. On pourra placer l'argent dans un compte spécifique. Quand il est vide... il est vide. Terminé pour le mois.

Le budget par activité

Plutôt que de diviser les dépenses selon les postes traditionnels, les auteurs du *Budget réinventé*, Jacques Roy et Réal Martel, proposent de décomposer la vie quotidienne en six grandes activités: se loger, se nourrir, se déplacer, se former, travailler, se divertir. L'activité *se nourrir*, par exemple, inclut la nourriture, mais également l'électricité nécessaire à la cuisinière. «Tout dépend de la valeur qu'on accorde à l'activité», explique Réal Martel. Un budget est aussi personnel qu'une empreinte. Il faut se connaître. L'approche par activité permet de quantifier les coûts réels : une sortie en ski coûte 90 \$ en essence, boisson chaude, remonte-pente, etc. Quand vient le temps de contrôler ou de réduire les dépenses, chaque activité peut être jaugée à l'aune de deux questions : cette activité m'apporte-t-elle une satisfaction proportionnelle à son coût? La somme dépensée pour cette activité est-elle en accord avec mes valeurs et mes buts ? «Les gens changent leur comportement quand ils savent combien coûte une activité», soutient Jacques Roy. Ils pourront alors éliminer certaines activités, en réduire la fréquence ou la durée, restreindre les dépenses qui y sont associées. C'est la méthode qu'a utilisée Alain Bergeron en prélude à sa réorientation de carrière. Sa conjointe et lui se sont attaqués résolument à leur marge de crédit. Le solde en a été réduit à 1000 \$. «Il s'agissait de réaménager les postes, de mettre certaines dépenses de côté. Tout est une question de choix.» Les billets de loterie, par exemple. À raison de 5 \$ par semaine, cette dépense totalisait 250 \$ par année. Cet argent peut être consacré à autre chose. À un abonnement, par exemple. «Quand j'étais encore au journal, j'avais accès à tous les journaux, explique M. Bergeron. Depuis que je suis à la maison, nous avons coupé ailleurs pour nous abonner à *La Presse*. On ne le regrette pas.» On ne peut bien sûr que l'en féliciter.

LECTURES UTILES

Finances personnelles 2006, collection Protégez-vous, en collaboration avec l'ACEF de l'est de Montréal. *Le Budget réinventé*, Jacques Roy et Réal Martel, Éditions Transcontinental.



MARC TISON

Vous négligez de consulter vos relevés de placements ? Vous vous mettez à bâiller à la seule évocation d'un budget ? Vos factures ramassent la poussière sur le coin du comptoir ? Rassurez-vous, même les spécialistes en planification financière peuvent faire de l'urticaire à l'idée de s'occuper de leurs finances personnelles ! Natalie Hotte est fiscaliste chez Raymond Chabot Grant Thornton. Elle est membre du conseil d'administration de l'Institut québécois de planification financière et présidente du comité organisateur des activités 2005-2006 de l'Association de planification fiscale et financière. Elle a trois enfants âgés de 4 à 9 ans. Et elle a d'autres choses à faire le soir que de s'occuper de ses factures. «J'essaie de faire un peu de sport et quelques sorties, de recevoir des amis, de passer un peu de temps seule avec mon conjoint, raconte-t-elle. Et il n'y a que 24 heures dans une journée.» Même si elle a longtemps fait elle-même de la consultation en planification financière, elle s'est offert les services d'un planificateur

3 MANQUER D'INTÉRÊT

UNE FACTURE! QUELLE HORREUR!

externe. «À un moment donné, j'ai senti que je perdais le contrôle. En couple, on ne voyait plus clairement où on pouvait faire des ajustements. Notre situation financière n'était pas en danger, mais je ressentais le besoin d'aller voir un de mes collègues pour qu'il examine ma situation d'un oeil détaché.» Chacun doit mettre au point ses propres stratégies. Natalie Hotte paie le maximum d'achats avec sa carte de crédit. «Le suivi des dépenses

«ON N'EST PAS TOUS OBLIGÉS DE SUIVRE SES FINANCES À L'ORDINATEUR, AFFIRME LA PLANIFICATRICE LISON CHÈVREFILS. PAS OBLIGÉS D'ÊTRE MANIAQUES. L'ESSENTIEL, C'EST QUE LES DÉPENSES FIXES SOIENT PAYÉES.»

se fait facilement, et il est plus facile d'établir le coût de vie», indique-t-elle. Bien entendu, le solde doit être acquitté chaque mois. Elle utilise un autre truc, qui n'est cependant pas à la portée de tous... «J'ai un conjoint très méthodique. Ça aide beaucoup quand un des deux suit régulièrement les finances.» Très souvent, en effet, un des deux conjoints prendra davantage en main certains aspects des finances

du ménage. Question d'affinités et d'intérêt. Mais le sexe joue-t-il un rôle dans l'affaire ? La planificatrice financière Lison Chèvrefils en est convaincue. «Les femmes sont clairement plus angoissées face à l'argent, soutient-elle. Elles se sentent moins à l'aise, spontanément, sur le terrain financier.» L'inconfort et le désintérêt peuvent leur faire voir leur situation sous le jour le plus sombre. «Il y en a qui

deviennent rouges d'embarras, qui ne savent pas par où commencer. Elles me disent qu'elles sont un peu gênées, qu'elles ne savent pas ce que je vais penser d'elles. Je fais leur bilan et, en fait, j'ai quasiment des étoiles à leur donner !» Rolande Tremblay, conseillère en placements chez Financière Banque Nationale, qui a elle aussi une importante clientèle féminine, observe chez les femmes seules une solide organisation et une grande discipline.

«J'ai rencontré peu d'hommes seuls qui étaient aussi structurés, indique-t-elle. Les hommes s'intéressent davantage à la chose financière, mais ils ne suivent pas nécessairement une démarche organisée. La femme approche la question comme elle aborderait l'organisation de sa maison.» C'est le syndrome du gars qui ne veut pas s'abaisser à demander son chemin et qui erre pendant 45 minutes dans le quartier. Les femmes, une fois mises en confiance, n'hésitent pas à poser des questions. «Elles se demandent constamment si elles sont sur la bonne voie, observe Rolande Tremblay. Elles ont moins d'assurance que les hommes, mais elles prennent les moyens pour se sécuriser.» Même les spécialistes trouvent ainsi à s'améliorer. «Quand j'ai consulté un planificateur, il y avait certaines choses que je ne faisais pas bien, surtout au plan des dépenses, observe Natalie Hotte. Je suis comme tout le monde, je n'ai pas le goût, le soir venu, de m'asseoir et de regarder mes affaires. Mais à intervalle d'un ou deux ans, je vais me payer les services de quelqu'un qui va m'obliger à soumettre un budget, faire un bilan, préparer des stratégies pour la prochaine année.»

LA GESTION DE VOS DOCUMENTS EN QUATRE ÉTAPES (SIMPLES)

- **Courage** : ouvrez vos enveloppes dès leur réception. Conservez-les à portée de main, mais séparément du reste du courrier et des cochonneries publiopostales.
- **Une fois par mois**, acquittez l'ensemble de vos factures. Choisissez un moment calme, toujours le même, que vous transformerez en habitude le dernier dimanche du mois, par exemple.
- **Si vous faites un budget**, inscrivez ces dépenses.
- **Classez aussitôt les factures acquittées et les relevés de placements dans des chemises identifiées.** Un système de classement cohérent aide à maintenir la discipline et à faire le suivi des comptes.



LA MARGE DE MANOEUVRE A DISPARU

STÉPHANIE GRAMMOND

Pierre et Isabelle, professionnels dans la trentaine, ont laissé tomber leur connexion Internet à haute vitesse. Pour économiser, ils achètent maintenant leur vin en vrac à la SAQ Dépôt. Et ils repoussent depuis deux ans le remplacement de leur seule et unique voiture.

Le couple gère son budget serré. Depuis plusieurs années, il tente de se constituer le fameux coussin de sécurité qui lui permettrait d'assumer trois mois de dépenses en cas de coup dur. De quoi s'en tirer si l'un des deux perdait son boulot, et assez pour ne pas devoir vendre la maison à cause d'un imprévu majeur.

Mais avec deux enfants de 7 et 10 ans, ils n'y sont jamais parvenus. Pourtant, la famille dispose d'un revenu supérieur à la moyenne. Quand Isabelle regarde d'autres familles qui voyagent tous les deux ans, qui achètent sans retenue, elle ne comprend pas.

Pierre et Isabelle ont fait beaucoup de chemin. Sortis de l'université au beau milieu de la récession du début des années 90, il leur a fallu huit ans pour rembourser leurs prêts étudiants totalisant 12 000\$. Des dettes relativement peu élevées, car il y a 15 ans, le coût des études était plus bas et le régime de prêts et bourses plus généreux.

Puis, ils ont eu leurs enfants... et une marge de crédit bien remplie. Encore quatre années à rembourser.

Aujourd'hui, ils se trouvent riches, simplement parce qu'ils n'ont plus de dettes, à part l'hypothèque sur la maison.

Le couple a réussi à accumuler une réserve équivalente à environ un mois de salaire net. Il espère le coussin de sécurité bien confortable dans quatre ans. Mais il y a des dépenses importantes en vue : les

fenêtres à remplacer, le sous-sol à finir... «Je ne sais pas si on va y arriver, dit Isabelle. On a beaucoup de projets. Déjà, on fait des sacrifices, sinon on serait endettés.»

Le couple en vient presque à penser qu'il est impossible pour une famille québécoise de se constituer une réserve en dehors des REER en un temps raisonnable. «Trop d'impôts», lance Pierre.

Il pense sérieusement déménager avec sa famille en Alberta, pour profiter du boom pétrolier, des salaires

retraite). Les travailleurs voient bien que l'État providence s'érode, qu'ils ne pourront plus se fier aux prestations gouvernementales à leur retraite.

Résultat? La classe moyenne, et même moyenne-supérieure, est prise à la gorge. Sans liquidités, sans marge de manoeuvre. C'est un phénomène très perceptible depuis une dizaine d'années, observe Mme Morin.

Les Québécois ne disposent même plus d'un fonds de roulement classique, c'est-à-dire environ un mois de salaire net, pour s'assurer que les factures ne rebondissent pas.

Maintenant, une grande partie des consommateurs paient tout avec sa carte de crédit : les factures de câble, l'essence, même l'épicerie — inimaginable il y a 15 ans. Pas étonnant qu'on dénombre cinq fois plus de cartes de crédit qu'il y a 20 ans au Canada. Il faut dire que les programmes de fidélisation encouragent à payer la moindre dépense avec la carte de crédit, pour accumuler un maximum de points. Or, l'utilisation systématique de la carte de crédit est valable uniquement si l'on paie son solde entièrement à chaque mois.

Quant au bon vieux fonds d'urgence — environ trois mois de salaire pour encaisser les imprévus — il a été remplacé par la marge de crédit. Pas d'argent pour réparer la voiture? On puise dans la marge. Le voyage dans le Sud? Ça ira aussi sur la marge. On finira bien par la rembourser un jour.

D'ailleurs, trois fois plus de Canadiens qu'il y a 10 ans disposent d'une marge.

Bref, les consommateurs ont remplacé le coussin d'épargne... par un coussin de crédit. Beaucoup moins confortable... et beaucoup plus coûteux au bout du compte.

IL Y A 15 ANS À PEINE, LES QUÉBÉCOIS METTAIENT 13 % DE LEURS REVENUS ANNUELS DANS LEUR PETIT COCHON. AUJOURD'HUI, TOUT EST CANALISÉ VERS LE REER.

plus élevés, ainsi que des taxes et des impôts plus bas.

Un coussin à crédit

Pierre et Isabelle ne sont pas l'exception. Rares sont les Québécois qui disposent du fonds d'urgence dont parlent tous les conseillers budgétaires.

Lorsqu'elle parle de coussin de sécurité, Lise Morin, conseillère budgétaire à l'ACEF de l'Est, a l'impression de débarquer d'une autre planète. «Ça fait sursauter tout le monde. L'épargne, ce n'est plus tellement dans la mentalité», dit-elle.

C'est un fait : le niveau d'épargne est tombé à zéro. Pourtant, il y a 15 ans à peine, les Québécois mettaient 13% de leurs revenus annuels dans leur petit cochon. Depuis, tous leurs surplus ont été canalisés vers les REER (régimes enregistrés d'épargne-

TROIS CONSEILS POUR COMMENCER

- Une fois les dépenses fixes prévues (logement, nourriture, déplacements, etc.), **établissez le montant qui peut être mis de côté chaque mois.** Ne laissez pas tomber votre projet, même si le montant vous paraît trop peu élevé.
- **Automatisez votre épargne:** demandez à votre institution financière de transférer le montant, le jour de chaque paye, dans un compte non accessible avec la carte de guichet.
- **Réévaluez après deux ou trois mois le montant que vous mettez de côté.** Au besoin, ajustez à la hausse si vous sentez que vous le pouvez, si les revenus augmentent ou que certaines dépenses disparaissent.

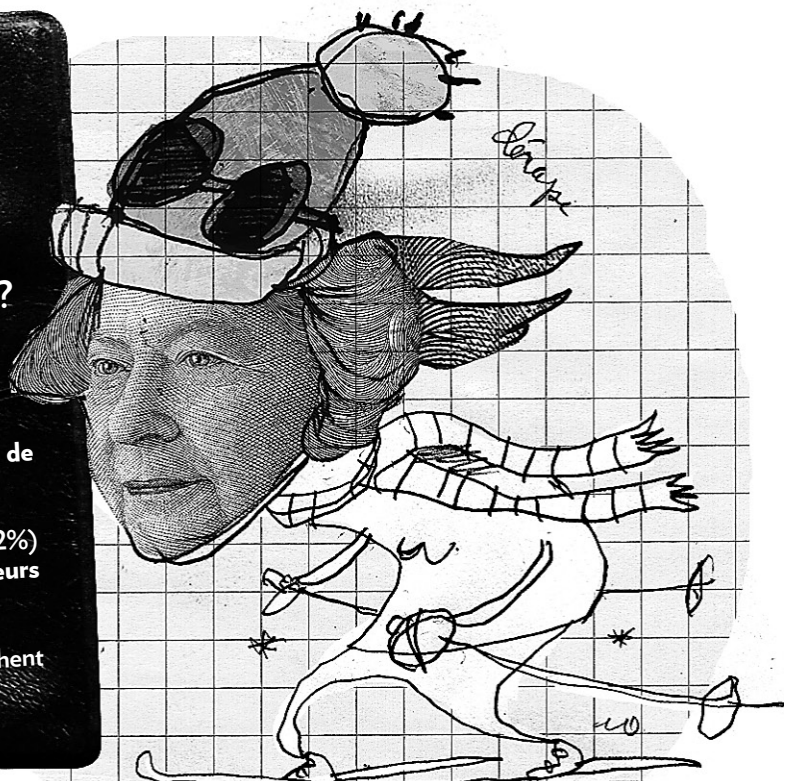
Vous verrez, l'épargne entraîne une sensation de confort qui crée l'accoutumance... une fois sur les rails, le train peut mener très loin !

ÉCRIVEZ-NOUS !

Réagissez à notre dossier.
Par courriel : forum@lapresse.ca
Par la poste :
La Presse (pages Forum)
7, rue Saint-Jacques,
Montréal, QC,
H2Y 1K9

5 PRÉPARER SA RETRAITE

ÉQUIPÉS POUR TRAVAILLER... LONGTEMPS!



plus capable de vivre avec les fluctuations des marchés, comment vais-je y arriver individuellement? se demandent-ils.

Ils ont bien raison : les travailleurs sont beaucoup moins bien placés que les entreprises pour assumer les risques. Qui le dit? Pas n'importe qui : David Dodge, le gouverneur de la Banque du Canada.

Les individus n'ont ni les connaissances, ni l'information, ni le temps dont disposent les gestionnaires des grandes caisses de retraite. Ils paient beaucoup plus cher en frais de gestion. En plus, ils ont peur du risque... ce qui peut être aussi dangereux que de prendre trop de risques.

Ainsi, certains employés laissent végéter leurs épargnes dans un fonds de marché monétaire, l'option par défaut dans bien des régimes. Ces fonds ne présentent aucun risque mais ne rapportent presque rien. D'autres ont un portefeuille bourré de certificats de placement garantis (CPG), constate M. Mainguy. Or, les rendements des CGP, à peine supérieurs au taux d'inflation, les protègent tout juste contre l'augmentation du coût de la vie.

Mais s'ils ne prennent pas assez de risques, ils auront forcément moins de rendement. À la retraite, il y aura un manque à gagner important. Imaginez s'ils vivent plus vieux que prévu...

À moins qu'ils travaillent plus longtemps !

STÉPHANIE GRAMMOND

Il a pris la bricole que lui avait pondue son ancien planificateur financier, et il l'a rangée dans un tiroir. Un plan financier de 200 pages qui avait coûté des milliers de dollars à son employeur. Quand il a rencontré un nouveau conseiller, quelques années plus tard, l'homme n'était guère plus avancé.

«La planification de la retraite, ce n'est rien de complexe. L'important, c'est de passer à l'action!» l'a semoncé André Buteau, président du conseil d'administration de l'Institut de la planification financière du Québec. Les Québécois sont devenus les principaux maîtres d'oeuvre de leur retraite... mais ils ne le réalisent pas encore assez. Ou alors, ils jouent à l'autruche.

Au début des années 60, les Québécois se fiaient encore aux rentes de l'État et surtout aux soutien familial pour vivre à la retraite. Aujourd'hui, les retraités ne peuvent plus compter autant sur le gouvernement, sauf ceux qui ont

de très faibles revenus.

Jugez-en vous-même : un salarié qui gagne 15 000\$ par année recevra à sa retraite des prestations de l'État qui équivaudront à 94% de son salaire. Mais pour un travailleur qui gagne 50 000\$, l'État remplacera à peine 34% du salaire (incluant les prestations de la Régie des rentes du Québec).

Or, les travailleurs n'ont pas entièrement pris le relais. Oui, ils cotisent beaucoup plus dans des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER). Mais est-ce que ce sera suffisant? «C'est la question la plus importante et, globalement, la réponse est : Non!» dit Claude Maheux, conseiller exécutif à la direction de la Régie des rentes du Québec.

Certains épargnants, surtout les plus jeunes, ne sont pas assez disciplinés, estime Pierre Mainguy, planificateur financier et actuaire, chez Mercer consultation en ressources humaines.

D'autres sont désabusés à cause de la réduction des prestations

gouvernementales. Ceux qui gagnent entre 30 000\$ et 45 000\$ se demandent: «Pourquoi me forcer à cotiser à mon REER? Ça me fera perdre ma pension de la sécurité de la vieillesse.»

Les scandales à l'Enron qui ont secoué les marchés financiers ces dernières années découragent encore plus les épargnants. «Au Québec, l'histoire de Norbourg, c'est complètement dévastateur, déplore M. Mainguy. Voir des gens qui ont économisé pendant 20 ou 25 ans se retrouver dans la misère, ça ajoute au cynisme des épargnants.»

Aussi, il y a encore beaucoup de travailleurs qui comptent sur le régime de retraite de leur employeur. Mais encore là, ils auront de mauvaises surprises. Avec la mondialisation, les entreprises n'ont plus les moyens d'offrir des régimes de retraite blindés.

«Les bons vieux régimes à «prestations déterminées», où la rente est garantie peu importe le rendement des marchés, perdent du terrain.

Plusieurs grandes entreprises,

comme Bell Canada, ont fait le saut vers des régimes à «cotisations déterminées».

Les employés gèrent eux-mêmes leur petit magot, qu'ils investissent du mieux qu'ils peuvent. À la retraite, ils puisent dans leurs épargnes pour vivre.

Ces changements angoissent les employés. Si l'employeur n'était

PRENEZ VOTRE RETRAITE EN MAIN

- Si vous bénéficiez d'un régime de retraite à «cotisations déterminées» ou d'un REER collectif, suivez vos placements de près. Même si le programme est offert par votre employeur, c'est vous qui en êtes responsable. Ça ne fonctionne pas sur le pilotage automatique!
- Combien devriez-vous économiser en vue de la retraite? Faites vos propres calculs grâce au logiciel SimulRetraite, de la Régie des rentes du Québec www.rrq.gouv.qc.ca/fr/planification/simulation/
- La période des impôts approche. Faites le point sur vos droits de cotisation aux REER. Si possible, contribuez pour l'année 2005. Sinon, mettez en place des prélèvements automatiques pour épargner systématiquement dès 2006 www.rrq.gouv.qc.ca/fr/planification/simulation/

TESTAMENT, NOTAIRE ET AUTRES HORREURS...

MARC TISON

Les Québécois ont une relation ambivalente avec un des piliers de leur spécificité nord-américaine : le notaire. On ne veut pas le voir trop souvent. Surtout pas pour un testament.

Selon un sondage réalisé en 2004 pour la Chambre des notaires, à peine la moitié des Québécois de plus de 18 ans ont fait un testament. Moins de deux personnes sur cinq ont fait appel à un notaire pour la rédaction d'un testament.

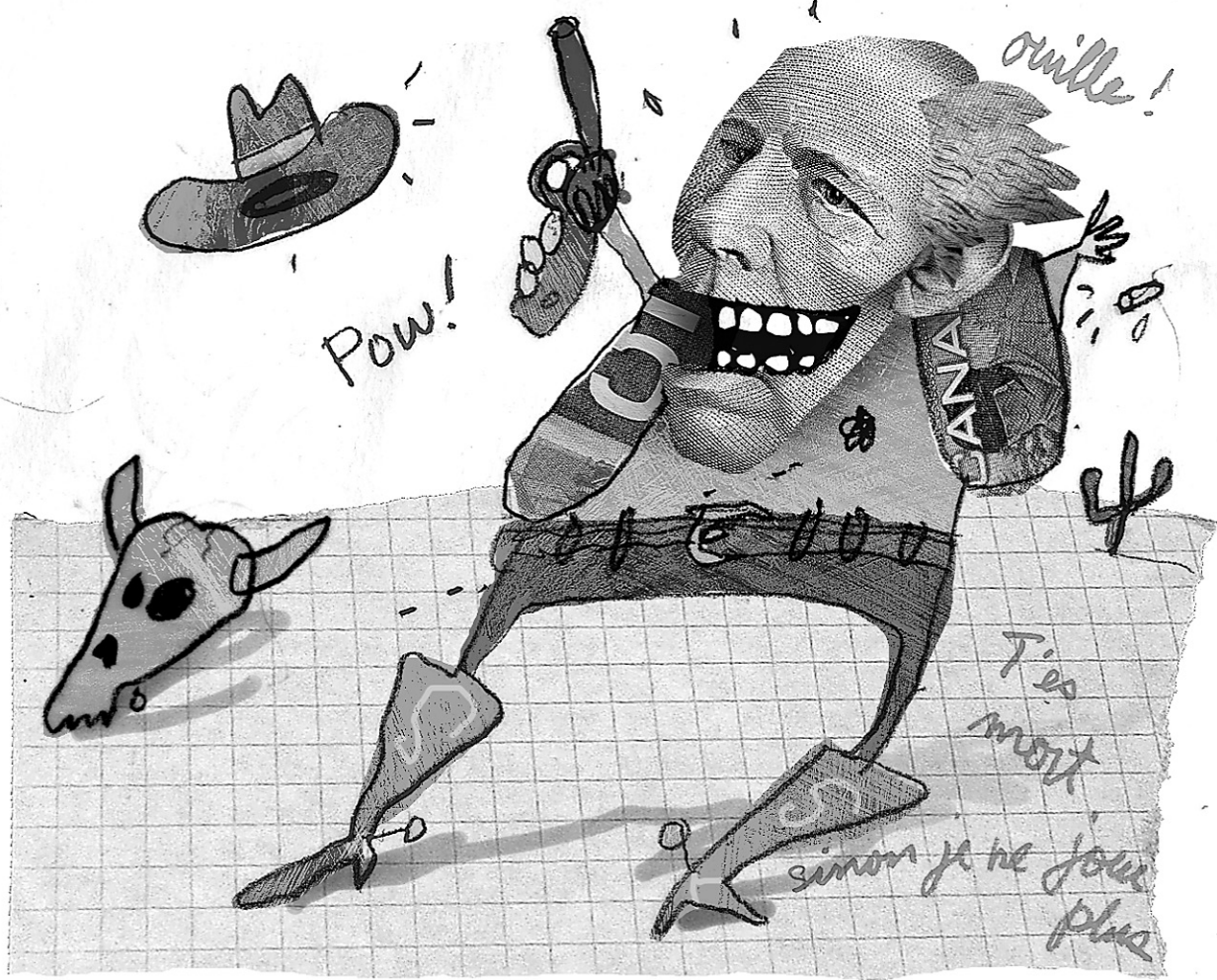
« Comme la société québécoise est encore très ancrée dans ses racines, un bon nombre de personnes ont inconsciemment l'impression que penser à faire un testament anticipe la mort », explique le président de la Chambre des notaires, Denis Marsolais.

Les jeunes ont moins de réticences. Ils songeront souvent à faire un testament après la naissance d'un premier enfant. Lors de l'achat de leur première maison, le notaire profitera de l'occasion pour les sensibiliser à l'idée d'un testament. « Comme la mort est pour eux une éventualité très éloignée, ils ne craignent pas qu'un testament dégénère en un décès ou une inaptitude immédiate », observe la notaire Denise Archambault.

Plusieurs personnes négligent cette précaution parce qu'ils estiment avoir trop peu de biens à léguer. « Il n'est pas nécessaire d'être millionnaire, rétorque Denis Marsolais. L'idée est de ne pas laisser de problèmes aux héritiers. »

Le prix est un autre répulsif important. « Un certain nombre pensent que c'est plus cher qu'en réalité », énonce le président de la Chambre des notaires. Il accepte — avec autant de prudence que de réticence — de corriger les idées préconçues : un testament relativement simple coûte entre 350 \$ et 800 \$, selon l'expertise du notaire et la complexité du cas.

« Mais d'instinct, le Québécois ne le fait pas, constate Denise Archambault. Il ne comprend pas pourquoi il dépenserait de l'argent immédiatement chez le notaire. » L'image du notaire Le Potiron, dans les *Belles Histoires des pays d'en haut*, ne s'est pas encore estompée, du moins chez les plus âgés. « Un notaire, ce n'est pas nécessairement quelqu'un de rigolo, concède Denise Archambault. Pour bien des gens



qui n'ont jamais acheté de maison, la seule expérience chez le notaire est associée aux successions, aux décès. Les notaires sont encore considérés comme des gens sérieux, austères, gratte-papier. Il y a encore une espèce d'odeur de moisi qui flotte autour. »

Ce n'est pas entièrement une métaphore. « Il y a une origine à cela, explique la notaire. On conserve par tradition beaucoup de dossiers de titres, parmi lesquels il y a de très vieux documents, que les gens ont souvent entreposés dans des endroits humides. Oui, c'est vrai que dans les sous-sols des notaires,

ça sent l'humidité. » Et peut-être un peu le cimetière, ajoute-t-elle en pouffant de rire, et en admettant qu'elle force un peu sur l'image et les odeurs. « Mais très peu. »

Les testaments Réno-Dépôt

Le notaire n'est pas indispensable pour rédiger un testament. On peut faire un testament olographe — entièrement manuscrit, daté et signé —, faire contresigner ses volontés par des témoins, ou utiliser les troussees vendues dans les librairies ou sur Internet.

« C'est le même phénomène que Réno-Dépôt, soulève Denise

Archambault. Le Québécois, fondamentalement, sait tout faire : changer l'huile de son auto, réparer sa transmission, se couper les cheveux, rénover son sous-sol. Pourquoi aurait-il besoin d'un notaire pour son testament ? »

En effet, pourquoi ? « Parce que les gens n'ont pas les conseils nécessaires, le document n'est pas conservé en lieu sûr et il n'est pas enregistré, réplique-t-elle. Avec le résultat que quelquefois, on ne le retrouve plus. »

Dans les cas où on le retrouve, il devra être homologué par un notaire. Et dans certaines situations litigieuses, il faudra déposer une requête de jugement déclaratoire devant un juge pour faire interpréter les clauses imprécises.

« Je peux vous garantir que les coûts et les problèmes peuvent atteindre le double ou le triple que ce qu'un testament notarié aurait coûté », conclut Denis Marsolais.

Mais il vaut souvent mieux un testament bricolé maison que pas de testament du tout. C'est une forme de dépannage temporaire.

QUELQUES NOTES POUR SON NOTAIRE

- Discutez avec votre conjoint ou un proche de vos intentions testamentaires.
- Déterminez qui sera votre liquidateur de succession — et parlez-lui-en !
- Qui seraient les tuteurs de vos enfants en cas de décès des deux parents ? Demandez l'avis de ces tuteurs avant de les inscrire.
- Le notaire Jean Valiquette recommande de dresser sur papier un petit bilan de vos avoirs : comptes bancaires et cartes de crédit, REER, autres placements, régimes de retraite, assurance vie et autres, propriétés, véhicules, autres biens importants, emprunts et dettes. Ces informations serviront à rédiger un bilan patrimonial, qui accompagnera votre testament.



- Préparez également les documents suivants : testaments antérieurs, contrat de mariage ou convention d'union de fait, contrats d'obsèques funéraires, dernières déclarations fiscales.

DE PLUS EN PLUS D'HÉRITAGES

- La valeur totale des héritages provenant de sources canadiennes devrait s'élever à **550 milliards de dollars** entre 2001 et 2011.
- En fait, à cause du vieillissement de la population, le nombre des héritages devrait augmenter régulièrement. Leur valeur atteindra **70 milliards de dollars par année d'ici 2010**, comparativement à 40 milliards en 2000.

Selon un rapport préparé en 2001 par Cap Gemini Ernst & Young Canada

7 METTRE LE FISC AU RÉGIME

DES STRATÉGIES SIMPLES... À CONDITION DE LES CONNAÎTRE

MARC TISON

Mieux vaut ne pas laisser au fisc toute l'initiative. Chacun doit prendre les mesures nécessaires pour maintenir dans d'honnêtes proportions sa contribution au bien commun.

Sur 5,6 millions de déclarations de revenus compilés par le ministère du Revenu du Québec pour l'année 2002, pas moins de 2,3 millions se sont soldées sans cotisation d'impôt, soit une proportion de 42 %. Les 3,3 millions de contribuables qui ont... contribué ont versé au fisc québécois une moyenne de 4600 \$.

Sans prétendre faire le tour de la question, nous résumons ici les principales stratégies pour réduire ses impôts.

Profitez de toutes les déductions.

Les déductions diminuent le revenu sur lequel sera calculé l'impôt. La plus universelle, et celle sur laquelle on exerce le plus de contrôle, demeure le célèbre Régime enregistré d'épargne-retraite (REER). C'est encore la stratégie la plus efficace pour réduire sa ponction fiscale.

Mais il y en a d'autres, à ne pas oublier si le cas s'applique : crédit fédéral de 16 % sur les cotisations au Régime de rentes du Québec et à l'assurance emploi, cotisations syndicales ou à un ordre professionnel, pensions alimentaires admissibles, frais de garde d'enfants (au fédéral), frais de comptables liés à un placement, frais de

déménagement pour s'approcher d'un nouvel emploi...

Ne négligez aucun crédit.

Les crédits réduisent directement le montant de l'impôt qui a été calculé sur vos revenus. Les principaux sont bien connus : frais de garde d'enfants au provincial, dons de charité, dons à des partis politiques, intérêts sur les prêts étudiants et, surtout, frais médicaux. Certains sont transférables (au conjoint) lorsqu'ils sont inutilisés — c'est le cas des droits de scolarité dans le régime fédéral. Au fédéral, tous les frais médicaux de la famille devraient être regroupés sur la déclaration du conjoint au revenu le moins élevé, pour que le seuil de 3 % du revenu net ne s'applique qu'une fois.

N'oubliez pas les nouveaux crédits : vous avez maintenant droit à un crédit d'impôt de 30 % pour les frais admissibles reliés à l'adoption d'un enfant de moins de 18 ans.

Certains sont méconnus parce que plus exotiques : l'insémination artificielle et la fécondation *in vitro* donnent droit à Québec à un crédit remboursable équivalent à 30 % des frais admissibles.

Équilibrez les revenus entre conjoints

Voyez loin. Si vous prévoyez que les revenus de retraite de votre conjoint seront inférieurs aux vôtres, vous pouvez contribuer

dès maintenant à son REER, en déduisant cette contribution sur votre propre déclaration. Parce que vos revenus de retraite seront davantage équilibrés, la facture fiscale totale de votre couple sera vraisemblablement inférieure.

À plus court terme, le conjoint aux revenus les plus élevés pourrait assumer une plus grande part des dépenses du ménage. L'autre conjoint pourra ainsi se

consacrer davantage aux placements, dont les revenus seraient imposés à un taux moins élevé.

Respectez les échéances.

Vous vous épargnez de douloureuses pénalités si vous produisez vos déclarations de revenus et effectuez vos paiements résiduels dans les délais impartis, soit d'ici le 30 avril.

QUELQUES RÉFÉRENCES

Pour profiter de tous ces crédits et déductions, il faut d'abord savoir qu'ils existent, et comment ils s'appliquent. Le premier outil de référence demeure le guide qui accompagne votre déclaration de revenus.

La préparation de ses impôts avec un logiciel peut dans certains cas être fastidieuse, mais présente l'avantage de vous faire penser à la plupart des détails.

Les firmes spécialisées donnent une série de conseils sur leur site Internet :

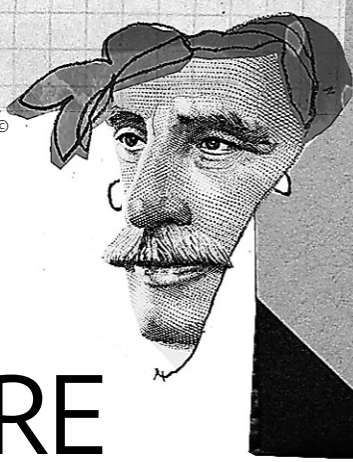
- Visitez notamment celui de Ernst & Young, qui propose le guide *Comment gérer vos impôts personnels* (www.ey.com/global/content.nsf/Canada-F/Home).
- La firme Raymond Chabot Grant Thornton publie pour sa part le *PlaniGuide fiscal*, qu'on trouve en version électronique (site www.rcgt.com, sous l'onglet Publications, dans la catégorie Fiscalité).

La firme KPMG publie chaque année son guide très complet *Vous, votre famille et le fisc*. Vous pouvez l'obtenir par l'intermédiaire de votre libraire, au coût d'environ 21 \$. Visitez également leur site Internet (www.kpmg.ca).

Bien entendu, vous trouverez une mine d'informations sur les sites gouvernementaux :

- Revenu Québec : www.revenu.gouv.qc.ca
- Agence du revenu du Canada : www.cra-arc.gc.ca

ILLUSTRATIONS ANDRÉ RIVEST, LA PRESSE



Agence du revenu du Canada

Canada Revenue Agency



1-201 Westown St. Winnipeg MB R3E 3S7

8 OBTENIR DE BONNS CONSEILS

URGENT BESOIN D'UN MÉDECIN DE FAMILLE!

STÉPHANIE GRAMMOND

Myriam avait pris la peine de prendre rendez-vous avec la planificatrice financière de la caisse populaire. Elle voulait connaître la meilleure stratégie pour éliminer les dettes sur sa carte de crédit. Mais la planificatrice n'avait absolument rien à lui suggérer. «Elle ne me proposait même pas une carte de crédit à taux réduit. J'étais insultée, je suis partie au bout de 10 minutes. J'en ai su

davantage en allant sur le site Internet de Desjardins», raconte Myriam.

Attablés autour d'une pizza, son conjoint Mathieu, ses belles-sœurs Catherine et Gevenève et son beau-frère Martin l'écoutent. Son histoire ne les étonne pas. Les Fagnan en sont tous arrivés au même constat : c'est presque impossible de trouver un conseiller financier compétent... et objectif.

Ils se sentent dépourvus. Ce sont de jeunes parents, avec une carrière qui démarre. Ils ont beaucoup de dettes, très peu d'actifs... mais des tonnes de questions pertinentes.

Est-ce qu'on a les moyens d'acheter une maison ? Est-ce correct de consacrer 12 % de mon budget aux loisirs ? Est-ce que je devrais rembourser mes prêts étudiants au plus vite ou rembourser plus lentement et, en parallèle, commencer à économiser ? Combien mettre de côté pour ma retraite ? Qu'est-ce que je fais avec le fonds de retraite de mon ancien employeur ?

«Comme petits investisseurs, on n'a pas de service. Il y a un trou dans le marché», affirme Catherine.

Pourtant, ce ne sont pas les spécialistes qui manquent :

planificateurs financiers, comptables, vendeurs d'assurance (qui s'appellent maintenant conseillers en sécurité financière), conseillers en placement, notaires. Les lettres s'entassent sur leurs cartes professionnelles : CA, CGA, MBA, ADMA, GPP.

«Qui fait quoi ? Est-ce qu'ils ont un bac pour obtenir leur titre ou est-ce qu'ils ont étudié seulement quatre semaines ? C'est difficile de mettre chaque spécialiste dans sa case, surtout que leurs offres de service se chevauchent», dit Catherine.

Égarés, les Québécois sont aussi souvent éparpillés. Ils consultent à gauche et à droite, mais pas nécessairement dans le cadre d'un plan global qui inclut tous les aspects de la planification financière. «Les gens ont tendance à regarder ça de façon séparée. Pourtant, un plan devrait tout inclure», dit Debie McMillan directrice au Québec de la firme de courtage TD Waterhouse.

Placement, retraite, maison, assurances, crédit, impôts, testament... Isolément, on peut répondre facilement aux questions sur chaque sujet. Mais quand on les pose toutes en même temps, ça se complique, avoue André Buteau, président du conseil de l'Institut de la planification financière du Québec.

À quelle porte cogner pour avoir une solution clé en main ? Martin, lui, aimerait bien avoir un médecin de famille pour ses finances personnelles...

«Avec un salaire de 32 000\$, on ne peut pas aller voir un *Top Gun* de Merrill Lynch !» lance son beau-frère Mathieu. Il le dit à la blague, mais c'est un fait. Les conseillers financiers dans les firmes de courtage n'ont pas de salaire de base. Ils vivent uniquement des revenus provenant de la gestion des actifs de leurs clients. Ils se concentrent donc sur la clientèle qui dispose de plus de 100 000\$.

Et les planificateurs financiers ? Une minorité offre des services de planification à honoraire, ce qui assure leur impartialité. Mais attention ! Ce n'est pas à la portée de tous. Un plan d'ensemble peut coûter des centaines de dollars, sinon des milliers.

Autrement, on peut se tourner vers les planificateurs qui travaillent dans les banques et les caisses populaires, ou dans les cabinets d'épargnes collectives. Mais ces derniers sont rémunérés par la vente de produits financiers (fonds communs, assurances), tout comme les courtiers.

DES CHIFFRES ET DES LETTRES

Les abréviations utilisées par les conseillers financiers ne vous disent rien. Consultez notre ABC des titres des conseillers financiers.

CA : Comptable agréé

Pour accéder à l'Ordre des comptables agréés, il faut obtenir un baccalauréat en comptabilité, puis réussir un examen uniforme. Les CA doivent respecter leur code de déontologie et la Loi sur les comptables agréés.

CGA : Comptable général licencié

Préalable pour accéder à l'Ordre des CGA : un baccalauréat ou une maîtrise en comptabilité ou dans un secteur connexe, un stage et des examens.

CMA : Comptable en management accrédité

Pour faire partie de l'Ordre des CMA, il faut détenir un baccalauréat en comptabilité, ou l'équivalent en expérience de travail (mesuré par un examen). Les CMA travaillent surtout en entreprise.

CFA : Chartered Financial Analyst

Le titre est octroyé par un organisme américain aux prétendants qui réussissent trois examens. Le programme est l'équivalent d'une maîtrise. Les CFA sont souvent des gestionnaires de grands portefeuilles ou des analystes financiers.

MBA : Maîtrise en administration des affaires

Ce diplôme universitaire de deuxième cycle est remis à l'issue d'une ou deux années d'études.

Adm.A : Administrateur agréé

Il faut détenir un baccalauréat ou une maîtrise en gestion. En plus, il faut réussir cinq ans d'expérience ou compléter un examen. Les membres de l'Ordre des Adm.A. doivent se conformer au code de déontologie et suivre de la formation continue.

Adm.A Pl. fin. : Planificateur financier

Ce titre est décerné aux Adm.A. en mesure de conseiller les individus sur l'ensemble de leurs finances personnelles.

Adm.A GPP : Gestionnaire de patrimoine privé

Une autre branche des Adm.A. Le titre est décerné aux conseillers en finances personnelles qui s'adressent surtout à une clientèle fortunée ou à des dirigeants d'entreprise.

AVA : Assureur-vie agréé

Pour décrocher le titre de la Chambre de la sécurité financière, il faut suivre 16 cours universitaires. Les AVC (Assureurs-vie certifiés), n'ont que huit cours à faire.

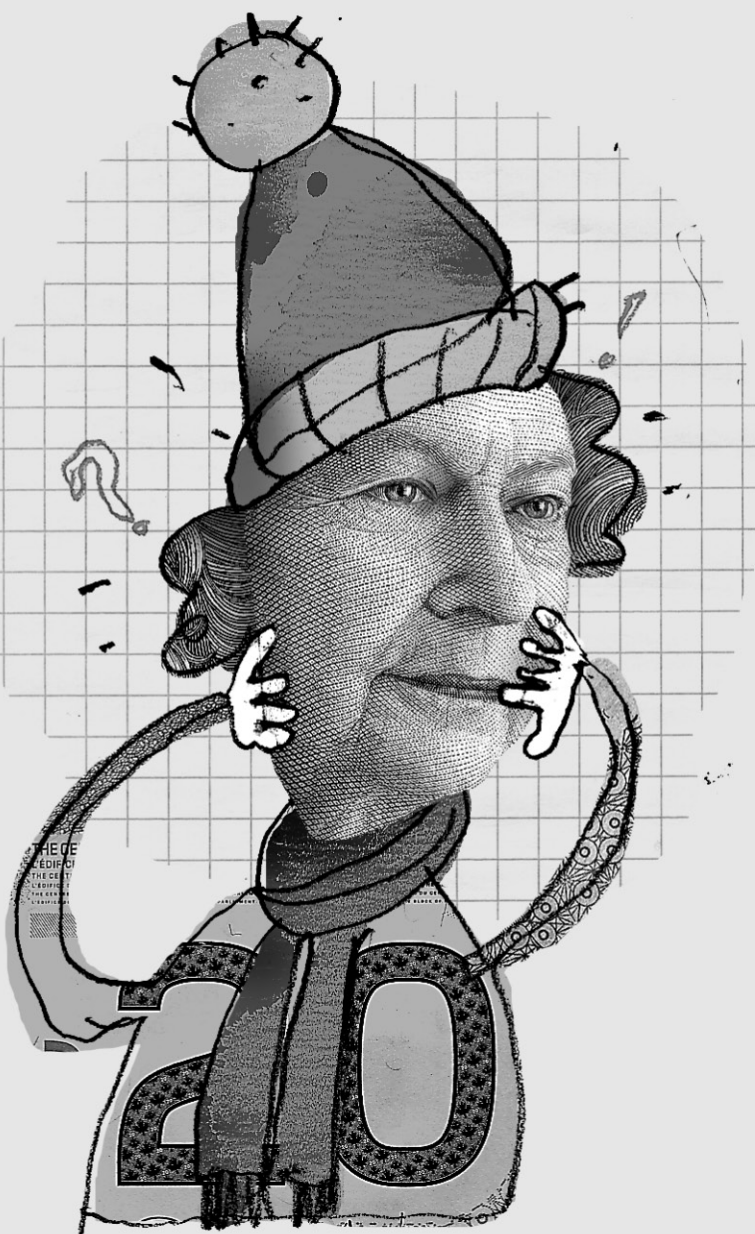
Conseiller en placement

Pour obtenir la permission de négocier des titres à la Bourse, il faut réussir un cours sur le commerce des valeurs mobilières et sur les normes de conduite, puis faire un stage de trois mois.

Représentant en épargne collective

Ce conseiller vend uniquement des fonds communs de placement.

FINANCES PERSONNELLES 101



ILLUSTRATIONS ANDRÉ RIVEST, LA PRESSE

Les Québécois auraient avantage à parfaire leurs connaissances, à lire, à s'éduquer... «L'idée n'est pas de devenir soi-même un expert, mais d'être en mesure de poser des questions, d'avoir des pistes pour comparer l'information. Il ne faut pas redonner tout son pouvoir à un expert», dit Isabelle Thibeault, conseillère budgétaire à l'ACEF du Sud-Ouest.

Le bagage des Québécois en finances personnelles est maigre. «Il y a une lacune. On ne s'est pas adapté en ce qui concerne l'enseignement. Et les parents ne sont pas réputés pour s'impliquer dans l'éducation financière des enfants», signale Marie Lachance, professeur en sciences de la consommation à l'Université Laval.

Aurait-on besoin de cours de finances personnelles au secondaire ? Ou d'un encadrement pour les étudiants qui obtiennent des prêts et bourses ?

Peut-être. Mais pour l'instant, on est très loin de ça... Mathieu termine son baccalauréat en génie. La Banque Nationale lui offrait automatiquement une marge de crédit de 10 000\$ par année complétée. Il a fait la demande : « Quarante-quatre secondes plus tard, j'avais accès à 40 000\$ dans mon compte », raconte-t-il. Avec la même somme, il connaît des étudiants qui se sont achetés une voiture de luxe l'après-midi même.

9 ACHETER DE L'ASSURANCE

A-T-ON TROP PEUR DU RISQUE?

STÉPHANIE GRAMMOND

Dans les aventures de Tintin, la foudre tombe tout près de Moulinsart. Tonnerre de Brest ! Une vitre a cassé. Et voilà Séraphin Lampion, des assurances Mondass, qui débarque au milieu de l'orage. Il propose au capitaine Haddock «un amour de petit contrat» contre la foudre.

«Je suis assuré sur la vie, contre les accidents, contre la grêle, la pluie, les inondations, les raz-de-marée, les tornades ; contre le choléra, la grippe et le coryza ; contre les mites, les termites et les sauterelles... La seule assurance qui me manque, c'est une assurance contre les casse-pieds !»

Loufoque, cet extrait de *L'Affaire Tournesol* ? Pas tant que ça ! Parfois, les Québécois sont trop assurés... sans même le savoir.

Claudia et son conjoint ont une véritable collection d'assurance vie : sept polices pour une couverture totalisant 953 000\$. Sans compter une assurance sur la vie de leurs enfants de 5 ans et 7 mois, et une assurance vie liée à leur hypothèque. «On est allés à tâtons. Il y a des polices qu'on avait prises quand on était jeunes, d'autres après avoir eu les enfants. On a des polices avec nos employeurs, d'autres à l'externe», raconte Claudia.

Elle se doutait qu'elle était trop assurée. Son planificateur financier a fait le calcul : en cas de décès, le couple aurait besoin d'une couverture d'assurance de seulement 300 000\$, le tiers du montant souscrit. «Quand on est jeunes, les primes

d'assurance vie ne sont pas très chères. Les gens en prennent et continuent de payer ensuite», observe le planificateur financier de Claudia, Alec Garabedian, de la Banque Royale.

Faire le ménage ? Claudia ne savait pas trop comment. Quelle police a une valeur de rachat ? Quelle police annuler ? Mais l'exercice vaut le coût : le couple paie des primes d'environ 2000\$ par année... en bonne partie pour rien ! En plus, il coûte plus cher en primes de

détenir plusieurs petites polices, qu'une seule plus importante.

Assurés jusqu'aux dents ?

Alors, trop assurés les Québécois ? Pas si on se compare aux autres pays, assure Gilles Bernier, titulaire de la chaire en assurance et en services financiers L'Industrielle-Alliance de l'Université Laval.

Au Canada, le volume total de primes d'assurance atteint 926 \$US par habitant, ce qui classe le Canada au 18^e rang mondial, selon Swiss Re, l'un des plus importants réassureurs au monde. La Suisse est au 1^{er} rang, avec des primes de 3275\$US.

Reste que les sommes consacrées à l'assurance sont en ascension. «On sait que l'aversion au risque augmente avec l'âge et que les femmes ont une plus grande aversion que les hommes», explique M. Bernier.

Comme de fait, les femmes sont de plus en plus actives sur le marché du travail et impliquées dans les décisions financières. Et bien sûr, les baby-boomers vieillissent. Ce n'est pas pour rien que l'assurance maladie grave a fait une percée depuis le milieu des années 90. Les exemples du cinéaste Gilles Carles et du chanteur Claude Léveillée, qui doivent assumer de coûteux frais médicaux, illustrent le fardeau financier d'une maladie prolongée... et l'intérêt de l'assurance pour les soins de longue durée.

Une autre raison explique l'attrait des Québécois pour l'assurance : ils n'ont plus de marge de manoeuvre financière, plus d'épargnes, plus de coussin de sécurité pour absorber les imprévus. Alors ils se protègent

avec l'assurance. Mais le prix à payer est considérable.

Sans coussin de sécurité, il faut choisir un plan d'assurance invalidité qui commence à payer des prestations après un arrêt de travail de 30 jours plutôt que 90 jours, fait remarquer M. Bernier. « Mais ça coûte 30% plus cher de prime », dit-il.

Même calcul pour d'autres types d'assurance. En assurance automobile, par exemple, on peut économiser de 10 à 15% sur la prime annuelle en optant pour une franchise de 500\$ au lieu de 250\$ (collision et versement). Encore faut-il avoir les moyens de payer la facture en cas d'incident.

DES IDÉES POUR ÊTRE MIEUX ASSURÉ

• Assurance vie

Additionnez le montant de couverture de vos polices d'assurance vie. Puis faites votre bilan (vos actifs, moins vos dettes). Que resterait-il à vos proches en cas de décès ? Combien leur manquerait-il pour continuer à vivre convenablement ?

• Assurance dommage

Multiplier les petites réclamations fera exploser vos primes. Si possible, payez plutôt de votre poche pour les accidents mineurs et relevez les franchises de vos assurances auto et habitation. Les franchises plus élevées vous permettront d'économiser de bonnes sommes sur vos primes.

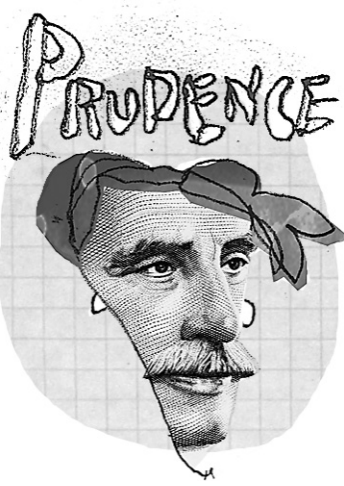
• Assurances collectives

Les programmes d'assurance offerts par les employeurs sont devenus plus flexibles, ils peuvent souvent être adaptés à votre situation. Avez-vous fait les meilleurs choix ?

Il est peut-être agréable d'être assurés pour des dépenses ponctuelles, même si elles sont prévisibles. Lunettes, massages, acuponcture... Mais derrière toutes ces petites réclamations se trouve une grosse machine administrative qui traite les demandes. Les frais de cette machine sont intégrés dans le montant de la prime d'assurance que vous payez : ils représentent de 20 à 30 % de la prime.

• Évitez les doublons

Faites vos vérifications pour : on vous propose une assurance avec la location d'une voiture... mais vous êtes peut-être déjà couvert par l'assurance de votre propre auto, ou par l'assurance de votre carte de crédit. On vous offre une assurance avant de partir en voyage... mais vous êtes couvert par le programme d'assurances collectives de votre employeur. Vérifiez votre couverture avant d'acheter d'autre assurance.



LE MEILLEUR, RIEN D'AUTRE



LES MILLIONNAIRES

Le Québec compte 55 100 familles* qui déclarent des actifs de 1 million de dollars et plus.

Elles représentent 2% de tous les ménages, mais possèdent 29 % de la richesse totale dans la province.

Dans l'ensemble, le Canada compte **3%** de familles millionnaires.

L'Ontario accapare près de la moitié des ménages millionnaires au pays.

De toutes les familles possédant des actifs d'un million de dollars et plus, 44 % vivaient en Ontario, 18 % en Colombie-Britannique, autant au Québec — pourtant presque deux fois plus peuplé —, 12 % en Alberta et le reste (8 %) dans les six autres provinces. La richesse moyenne détenue par ces familles était de 2 278 900 \$.

* Inclut les personnes seules

Source : Statistique Canada

MARC TISON

Le cercle à quartiers bleus et blancs est bien en vue au sommet d'une tourelle métallique. Nul besoin d'autre identification : tout le monde reconnaît le logo de BMW.

Aucun doute, la voiture est excellente. «Mais le sigle BMW fait acheter aussi», constate le directeur des ventes de BMW Laval, Stéphane Hamel. «C'est un symbole de succès. Les gens veulent montrer qu'ils ont réussi et c'est normal, car ils travaillent extrêmement fort et ils veulent se gêner.»

Certains prennent-ils un peu d'avance sur leur réussite? «C'est vous qui l'avez dit», répond-il en rigolant. «Mais, oui, ça peut arriver, concède-t-il. Certains vont au-dessus de leurs moyens.»

Les clients optent pour la location dans une proportion de 90 %. La location d'une BM de milieu de gamme peut coûter 700 \$ par mois. Le loyer du prestige n'est pas bon marché.

Les Québécois sont sensibles aux marques de statut, aux indices d'un compte en banque bien garni. «Au même titre que les êtres humains en général, précise toutefois l'anthropologue et écrivain Serge Bouchard. Quand l'argent devient la principale définition de l'être

humain, comme c'est le cas dans notre société marchande, tout le monde y est sensible, sur toute la planète.»

À cet égard, la voiture est peut-être le symbole de succès le plus universellement compris. Les marques prestigieuses sont partout reconnues, chacun est en mesure de les situer approximativement dans l'échelle de prix. «Les autos sont les porte-parole les plus extraordinaires du pouvoir, soutient Serge Bouchard. Tu n'as pas une Jaguar pour le plaisir. T'as une Jaguar pour écoeurer les gens.»

Pourtant, même la classe d'une Jaguar peut être louée ou empruntée. «Avec la foi, l'espérance et la finance, on peut faire beaucoup de choses», lance à la blague le directeur des ventes chez John Scotti Jaguar, Lucien Laberge.

C'est le prestige à crédit. L'image usée de la rutilante Cadillac garée en face du logement bon marché surgit à l'esprit. La voiture, au contraire de la maison, présente l'immense avantage de se déplacer avec son propriétaire. «Autrefois, tout le monde était semblable, explique Serge Bouchard. Deux cultivateurs savaient ce que l'un et l'autre faisaient. Chacun était à sa place dans l'existence. Aujourd'hui, au cours d'un simple souper, il y a de la marge pour bien des histoires inventées. Avant, tu ne pouvais

«ÊTRE ENDETTÉ, C'EST LA CONDITION NORMALE DE L'ÊTRE HUMAIN MODERNE. C'EST UNE QUESTION DE RÉSISTANCE PSYCHOLOGIQUE. TANT QUE QUELQU'UN EST CAPABLE DE DORMIR LA NUIT, IL PEUT S'ENDETTER CONSIDÉRABLEMENT.»

— SERGE BOUCHARD

pas mentir : tu étais pauvre.»

L'habit fait le moine

Il y a aussi le prestige obligatoire, le prestige de fonction. Dans plusieurs milieux professionnels, l'habit fait le moine. En fait, on ne peut pas espérer y être moine sans l'habit. «En entreprise, il y a un code non écrit», observe Pierre Gauthier, président de la Société Pierre-Boucher, une firme de psychologues organisationnels. «Un exécutif doit ressembler à un exécutif. Si tout le monde porte du Hugo Boss et roule en Volvo, tu fais de même. Il y aura une pression subtile pour que tu aies l'air d'appartenir à ton groupe.»

Pourtant, soutient-il, son expérience de 25 ans avec les entrepreneurs lui a montré qu'ils sont davantage intéressés à construire qu'à paraître.

La conseillère financière Hélène Bronsard, dont la clientèle, de son propre aveu, est plutôt riche, n'observe pas non plus ce besoin d'impressionner. «Je ne ressens pas, dans la majorité des cas, cette quête de prestige, indique-t-elle. Ce ne sont pas des gens en devenir, mais des gens devenus.»

La nuance est subtile, mais significative. «Quand tu fais affaire avec des parvenus, indique-t-elle, ils glissent souvent toutes sortes de choses dans la conversation pour faire comprendre leur poids financier.»

Serge Bouchard fait un constat semblable, à plus grande échelle.

«Le Québec a été une société globalement pauvre sur une longue période de temps. Quand tu as manqué d'argent et que tu en acquiers, le syndrome du nouveau riche apparaît. Il s'agit de montrer ce que tu as. Les nouveaux développements avec les maisons-châteaux sont des symptômes de nouveaux riches.»

Pourtant, pour la génération montante, l'aisance apparaît moins exceptionnelle, l'opulence se veut moins ostentatoire.

Hélène Bronsard rencontre fréquemment de jeunes entrepreneurs qui viennent de vendre leur entreprise et qui cherchent à protéger leur capital plutôt qu'à le dilapider. «Ce ne sont pas des gens qui ont envie de s'étirer, ce qui, dans notre jargon, veut dire être endettés et continuer à rouler», affirme-t-elle.

En effet, chez les jeunes qui accèdent au marché du travail, la vie ne se résume plus à la carrière. L'apparence du succès n'est plus aussi attrayante. Ils ont vu leurs parents s'user à l'ouvrage, mettre en péril leurs relations familiales. «Dans notre firme, j'ai dit à un jeune psychologue qui nous quitte pour le milieu universitaire qu'il subirait une importante baisse de salaire, raconte Pierre Gauthier. Il m'a répondu que c'était le moindre de ses soucis.»

Si l'argent revêt une certaine importance, avoir le temps d'en profiter l'est tout autant. Il reste alors moins de place pour en faire étalage.

EN CADEAU, QUELQUES PISTES DE RÉFLEXION

- Pourquoi ne pas retourner au magasin un article dont on s'aperçoit qu'il a été acheté avec de trop généreuses intentions?
- Avec ses enfants, on pourra faire des activités en commun — des activités de plein air inhabituelles, par exemple — qui laisseront souvent des souvenirs plus durables que le trentième jouet de l'année.
- La psychologue Denise Corriveau suggère de mettre l'argent du cadeau de côté pour un projet qui bénéficiera à toute la famille.
- Si les cadeaux aspirent l'argent qui aurait dû être consacré à l'épargne, on peut planifier des prélèvements automatiques pour les postes budgétaires négligés : cousin financier, REER, Régime enregistré d'épargne-études...
- Un budget cadeaux annuel, divisé en fonction des différentes occasions, fournira quelques barrières et aidera à exercer un certain contrôle.
- Pour les cas à complexes émotionnelles complexes, on pourra se faire le cadeau d'une petite consultation auprès d'un psychologue.

11 SAVOIR (SE) DIRE NON

CONTRÔLER SA GÉNÉROSITÉ

MARC TISON

Pour ses propres dépenses, ça va. Le budget est tenu fermement en main. Mais quand il s'agit de dépenser pour les autres, la prise faiblit.

Il y a quelques semaines, la planificatrice financière Lison Chèvrefils posait à une nouvelle cliente quelques questions d'introduction sur l'importance que revêt pour elle l'argent. «Ce qui ressortait, relate-t-elle, c'est que ma cliente voulait apprendre à arrêter de faire des gros cadeaux. Elle se sentait mal si le cadeau n'était pas imposant. Elle constatait finalement qu'elle n'était pas obligée de dépenser autant.»

D'expérience, Lison Chèvrefils estime que les gens consacrent entre 1000 et 2000 \$ par année aux cadeaux de toutes sortes. Dans certains budgets toutefois, ce plafond est largement dépassé. «C'est là où je m'en rends compte. Les gens achètent de l'amour ou ont peur d'être perçus comme mesquins. Pourquoi d'autres se sentent à l'aise d'offrir un pot de confiture recouvert d'une pièce de tissu à carreaux? Ce sont des croyances profondes, c'est une question de

relation inconsciente avec l'argent.»

En effet, on dépense ici la notion de générosité pour entrer dans la zone des perturbations émotives. «Chez les gens qui dépensent de façon inconsidérée, le premier motif plus ou moins conscient est l'insécurité, explique la psychologue Denise Corriveau. Ce sont des gens qui ressentent une insécurité à propos de l'amour que les autres leur portent, ou au plan de l'estime d'eux-mêmes. Ils achètent l'amour des autres. Ce sont des tentatives de gérer des peurs intérieures. On pense qu'en donnant, qu'en dépensant, on va être heureux. C'est carrément une illusion, l'illusion du bonheur.»

Malheureusement, dénonce-t-elle, cette illusion est entretenue à coup de milliards de dollars en publicité de tous genres. On nous convainc ainsi «qu'on a besoin d'échanger des objets pour prouver aux autres qu'on les aime et se prouver à soi-même qu'on est quelqu'un».

La tentation du don outrancier est d'autant plus forte qu'une blessure d'amour-propre subsiste, qu'une plaie affective ne s'est pas cicatrisée. Ainsi, les familles éclatées sont souvent le théâtre d'une guerre d'affection, d'une course aux arguments de générosité massive.

«Ce sera une escalade de cadeaux aux enfants, autant de la part du

père que de la mère, explique la psychologue. Le week-end où on a la garde des enfants, il y aura une succession de dépenses de restaurant, de cinéma, pour qu'ils aiment papa ou maman. C'est toujours pour compenser une faible estime de soi ou une peur.»

Rapidement, les enfants s'apercevront qu'ils ont entre les mains un levier fort efficace. «L'enfant a juste à dire que papa ou l'ami de maman a fait telle chose, et les dépenses décollent sans compter. Ton enfant est ton principal agent de motivation. Il va vraiment te chercher aux tripes.»

Un peu de retenue...

Le premier pas sur la voie d'une générosité mieux maîtrisée consiste en une prise de conscience de son comportement. «Il faut tabler sur le côté relationnel et démontrer d'autres valeurs aux personnes dont on veut garder l'amour», affirme Denise Corriveau. Elle admet toutefois que l'authenticité de certaines relations pourrait s'en trouver mise à l'épreuve.

Pour les parents séparés, l'inquiétude est particulièrement difficile à surmonter. «Il est ardu de les conscientiser, observe Mme Corriveau. Ils blâment devant moi dans le bureau. Ils ont l'impression qu'ils vont perdre l'amour et le contrôle de leurs enfants s'ils

ralentissent un peu le rythme.»

Dans les cas où les causes sont ancrées plus profondément, une thérapie pourrait être utile, voire nécessaire. «Ça se contrôle, ça se travaille, ça se gère, quand la personne en a ras le bol et montre la volonté de changer», assure Denise Corriveau.

Mais la bonne volonté n'est pas nécessairement présente. Un homme qui flambait des fortunes en cadeaux était venu la consulter. En sortant de la rencontre, il a confié qu'il avait oublié son carnet de chèques. «Je ne l'ai jamais revu, il ne m'a jamais payé. Il était endetté comme ça ne se peut pas!»



12 CULTIVER SES RÊVES

POUR MIEUX PROFITER DE SES ACHATS

MARC TISON

Nourrir ses rêves...

Prendre le temps de bâtir un projet...
Laisser monter la hâte... et le capital...
Des vertus désuètes ?

Elles avaient encore cours il y a 40 ans, constate le sociologue Gérard Duhaime, de l'Université Laval. «Avant les années 70 au Québec, ces arguments étaient encore valables dans le discours courant sur l'économie : il vaut mieux cultiver ses désirs et mettre la pédale douce sur le crédit pour éviter de tomber dans ses pièges. Il faut résister au chant des sirènes. C'était ancré profondément dans nos traditions culturelles et catholiques.»

Le sociologue rappelle que le Mouvement Desjardins n'a pas autorisé les prêts à la consommation avant les années 60.

À présent, le crédit est entré dans les mœurs et les bilans familiaux. «Il est maintenant perçu comme un revenu supplémentaire, soutient Gérard Duhaime. Les gens se demandent s'ils ont les moyens d'un achat en regardant la taille de leur marge de crédit.»

Sans tomber dans la nostalgie béate ni prêcher la stricte abstinence face au crédit, on peut reconnaître certains avantages aux rêves soigneusement entretenus.

«Faire des projets dans une famille, c'est aussi ce qui la cimenter, observe Gérard Duhaime. Souvent, la période qui précède la concrétisation est tout aussi importante. Elle constitue une occasion d'éduquer les enfants au monde économique.»

Dans une société où la pression à consommer est incessante — quel que soit l'âge —, la capacité à reporter la gratification est une aptitude fondamentale.

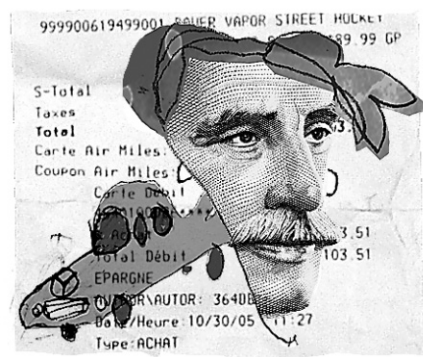
Des chercheurs ont montré que certains enfants, mis devant le dilemme d'un bonbon donné immédiatement ou de deux bonbons reçus un peu plus tard, étaient incapables de retarder la dégustation.

«Il est très important de développer la capacité de remettre à plus tard la gratification, ce qui fait partie de l'intelligence émotionnelle», conseille la psychologue Marie Claude Lamarche. «Pour la réussite, cette habileté est très importante. Elle va permettre de résister aux gratifications immédiates comme les drogues, l'alcool, les choix faciles.» C'est grâce à elle, par exemple, qu'on pourra entrevoir les bénéfices d'une formation universitaire, en dépit des efforts et du temps nécessaires pour parvenir à son terme.

La planification, l'anticipation, font croître la valeur affective du projet ou du produit. «Ça te permet de désirer quelque chose, d'avoir un but, de rêver, de travailler vers l'obtention ou la réalisation de ce désir, poursuit Mme Lamarche. Quand tu n'as pas le loisir de rêver, ça t'enlève beaucoup de plaisir et tu n'apprécies pas autant.»

Le cornet de crème glacée promis pour la fin d'une chaude journée a plus de valeur, et restera davantage en mémoire, que celui consenti pour clouer le bec de l'enfant dès sa première sollicitation, affirme-t-elle. «Ce même objet n'a pas la même qualité de plaisir. Le principe s'applique à tout ce qu'on peut désirer, dans le domaine financier ou ailleurs.»

À tout cela s'ajoutent les prosaïques arguments financiers. «Si tu as été éduqué à économiser et acheter de façon intelligente, conclut la psychologue, tu te donnes beaucoup plus de pouvoir, plutôt que de le céder à la société de consommation.»



UN PROJET DE FAMILLE

- Planifiez un achat important ou un projet avec vos enfants. Faites un budget, et donnez-vous un délai précis.
- Vous pouvez même reprendre à votre profit la bonne vieille idée du thermomètre, où on voit progresser l'accumulation des fonds.
- Intéressez les enfants au projet. Demandez leur avis. Vous planifiez l'achat d'un téléviseur haute définition? Confiez-leur par exemple la collecte de la documentation ou mettez-les à l'affût des rabais.
- Si vous le désirez, faites participer les enfants financièrement au projet. En prévision de vacances, d'un voyage, ils peuvent économiser une petite somme sur leur argent de poche pour l'achat de souvenirs.

13 SURVEILLER LES RABAIS

DOSSIER / L'ARGENT FAIT-IL LE BONHEUR?

IL EST PAYANT DE SE DONNER UN PEU DE MAL

STÉPHANIE GRAMMOND

Dans une manufacture de la rue Chabanel, Sandra Phillips a déniché sept beaux vêtements pour 54\$. En fouillant dans les bacs d'un entrepôt perdu dans une zone industrielle, elle a trouvé des jouets pour Noël: un casse-tête en bois à 4\$, deux livres rigides pour bébé à 1\$... «Je n'achète jamais rien au prix régulier», affirme-t-elle.

À New York, où elle vivait il y a 20 ans, elle trouvait toujours une astuce pour payer moins cher. Pas au Québec. «Je ne savais pas où aller, dit-elle. Les prix me semblaient élevés.» C'est de cette façon que l'auteur du guide *Le Consommateur averti* — Montréal a commencé à compiler les adresses et les trucs pour dénicher les aubaines.

Le comportement des Québécois face aux soldes a beaucoup évolué, constate Mme Phillips. De gênés qu'ils étaient, ils sont devenus fiers de courir les aubaines.

Le culte du Publisac

Maintenant, les Québécois en mangent, des rabais. Pour profiter au maximum des soldes, au moins 20% des consommateurs font leur épicerie à plusieurs endroits chaque semaine, affirme Jean-Claude Gagnon, associé spécialiste

de marketing et de la planification stratégique chez Saine Marketing.

La circulaire est leur bible. Ils la décortiquent page par page. Ils savent que le super solde apparaît sur la page couverture, que les autres bons rabais se trouvent sur la couverture arrière, et qu'à l'intérieur, ce sont de simples promotions.

«Les prix, ça vend. Plus que n'importe quoi», affirme M. Gagnon. Le commerçant qui vend le détergent à rabais doit s'assurer d'en avoir une montagne en stock. Il fera déplacer beaucoup de clients. À preuve : 90% des ventes de détergent en pharmacie sont réalisées en solde.

Il faut dire que les cloisons sont tombées dans le commerce de détail. Les mêmes produits sont disponibles partout. Le même sac à ordures se trouve en épicerie, en pharmacie, en quincaillerie,

dans les grandes surfaces, au magasin à 1 dollar, etc.

Les commerces doivent donc créer leur propre trafic. Comme appât, ils utilisent des soldes à tout casser, des produits qu'ils vendent à perte. La clientèle débarque en foule... mais remplit généralement son chariot d'une foule d'autres choses. Au total, les commerçants y trouvent leur compte.

Par contre, les soldes donnent bonne conscience aux consommateurs, qui se permettent d'acheter davantage. «Ça n'ajoute pas à notre bonheur. Et ça gruge dans nos épargnes», pense M. Gagnon.

Pour certains consommateurs, la chasse aux soldes est même devenue malade. Quand il organisait des ventes d'entrepôt de produits de beauté dans un jardin, M. Gagnon se souvient d'un client qui reculait sa voiture et chargeait pour 2000 \$ de petits pots.

Au-delà du solde, c'est «l'événement» qui excite les consommateurs et qui fait vendre. Il suffit de penser aux ventes d'après Noël des magasins d'électronique, où les clients font la file pour profiter d'une aubaine. Le produit est écoulé? On se rabattra sur autre chose, quitte à payer pratiquement le plein prix...

DEVENEZ UN CONSOMMATEUR AGUERRI

Pour devenir un consommateur aguerrri, il suffit de modifier ses habitudes, par exemple en achetant hors saison. Pourquoi ne pas vous procurer des déguisements d'Halloween au mois de novembre, dans un centre de liquidation? Ou vos meubles d'extérieur au mois de septembre?

Pour certains produits, comme les vêtements, c'est encore plus simple, car le cycle est extrêmement prévisible. Les commerçants commencent la saison avec des marges de profit de 50% ou plus. Les consommateurs patients achèteront les mêmes vêtements un peu

plus tard à 30%, 50% ou 70% de rabais.

Mais certains consommateurs en ont ras le bol de surveiller les soldes, de comparer les publicités. Il faut dire que nous sommes bombardés d'environ 4000 stimuli promotionnels ou publicitaires par jour, selon le Rapport sur les tendances en consommation d'Industrie Canada.

Faute de temps ou d'intérêt pour le magasinage, bien des Québécois se rabattent sur les commerces qui affichent des prix toujours bas. C'est le modèle de Wal-Mart, Costco, Winners...

Encore là, il faut demeurer

vigilant. Certains entrepôts de liquidation mettent sur les tablettes des produits conçus spécifiquement pour être vendus à bas prix, sans équivalent dans le marché. Il est alors difficile de comparer, et si on paie moins cher, il arrive que le produit ait effectivement une moins grande valeur.

«Une chaîne peut vendre le même chandail dans son magasin de la rue Sainte-Catherine et dans son entrepôt au Marché central, explique Sandra Phillips. Le prix sera moins élevé au magasin-entrepôt, mais le chandail sera moins épais et le dessin sera estampé au lieu

14 VIVRE À CRÉDIT

LES YEUX RIVÉS SUR LES MENSUALITÉS

STÉPHANIE GRAMMOND

L'homme avait un très bon dossier de crédit. Mais pas de temps à perdre. Il a choisi de foncer dans une société de financement, à deux pas de son bureau, pour obtenir rapidement le prêt de 4000\$ dont il avait besoin. Le taux d'intérêt? Il n'a même pas posé la question.

«C'est moi qui lui ai indiqué qu'il payait 33% par année, alors que sa banque lui aurait prêté à un taux entre 6 et 11%», dit Isabelle Thibeault, qui dirige la campagne de sensibilisation *Je suis dans la marge jusqu'au cou*, organisée par les associations de consommateurs du Québec. Fauché, cet homme? Pas du tout. Il gagne plus de 70 000\$ par année et il travaille... dans le secteur financier.

L'exemple montre à quel point l'utilisation du crédit coûteux s'est banalisée.

Depuis l'arrivée des cartes Visa Chargex, il y a 37 ans au Canada, l'univers du crédit s'est constamment élargi. Aujourd'hui, les émetteurs de cartes de crédit envoient par la poste, sans qu'on les ait sollicitées, des autorisations pour des cartes assorties de limites de crédit fabuleuses. Ils appellent les étudiants à la maison pour les

initier aux cartes de crédit.

Lise Morin, conseillère budgétaire à l'ACEF de l'Est, se souvient d'une cégépienne de 19 ans qui avait neuf cartes de crédit... et seulement un emploi de fin de semaine. «C'est la preuve que le système est un peu disjoncté», estime-t-elle.

Les marchands renchérissent avec les formules «Payez en 36 versements! Ne versez rien avant un an!». Bien des Québécois ne magasinent donc plus en fonction d'un prix d'achat; ils ont les yeux rivés sur le paiement mensuel. Quand le montant entre dans leur budget, ils ne se posent plus de questions. Et tant pis pour les frais d'intérêt (cachés ou connus).

Analphabètes de la finance

Qui sont les utilisateurs de crédit prohibitif? Un peu tout le monde. C'est la classe moyenne qui consomme beaucoup, qui s'informe peu, et qui plonge dans le crédit sans se poser de questions.

«On voit beaucoup de gens analphabètes financièrement. Ils ne savent pas quel taux d'intérêt ils paient pour leur crédit. Ils ne font pas de budget», déplore Mme Thibeault.

Elle raconte l'histoire d'une femme de 20 ans qui traînait un solde de 4000 \$ sur sa carte de crédit. «Je ne comprend pas, disait-elle. J'arrive! Toutes mes factures sont payées.»

Mais chaque mois, elle devait ajouter sans trop s'en rendre compte une centaine de dollars sur le solde impayé. Elle ne réalisait pas qu'elle était déficitaire, qu'elle vivait au-dessus de ses moyens.

Avec l'accessibilité au crédit, une bonne proportion des Québécois ont oublié l'ABC de la planification budgétaire, estime Mme Morin, qui donne des cours de planification budgétaire depuis 25 ans.

Auparavant, ses élèves s'inscrivaient au cours avec un projet précis: acheter une maison, revoir les finances avant la naissance d'un enfant, etc. Aujourd'hui, ils viennent parce qu'ils ne comprennent pas où va leur argent.

Ce sont des consommateurs qui ont multiplié les recours au crédit. Ils possèdent cinq, six ou sept cartes de crédit, en plus d'une marge de crédit, des versements mensuels sur l'auto et différents produits de con-



DES TRUCS POUR MIEUX ACHETER

- Attendez les soldes annuels, visitez les bazars, les magasins d'usine, etc. Pour obtenir le carnet d'adresses de Sandra Phillips, consultez le site www.smartshopping.net ou procurez-vous son livre *Le Consommateur averti Montréal*.

- Gagnez du temps en magasinant sur Internet avant d'acheter. Souvent, vous serez en mesure de comparer les produits et les prix.

- Visitez la Passerelle d'information pour le consommateur canadien, une plaque tournante d'informations sur une variété de sujets de consommation (<http://consumerinformation.ca/>).

- Ne vous laissez pas bernier par la fausse publicité ou les soldes trompeurs. Pour savoir ce que les commerçants n'ont pas le droit de prétendre, consultez le site de l'Office de la protection du consommateur (<http://www.opc.gouv.qc.ca/>).

SORTEZ GAGNANT DE CE JEU DE CARTES

- Identifiez la carte de crédit et le compte bancaire qui conviennent le mieux à vos besoins. Pour vous aider, l'Agence de la consommation en matière financière du Canada offre un outil comparatif : 1-866-461-2232 ou au www.acfc-fcac.gc.ca

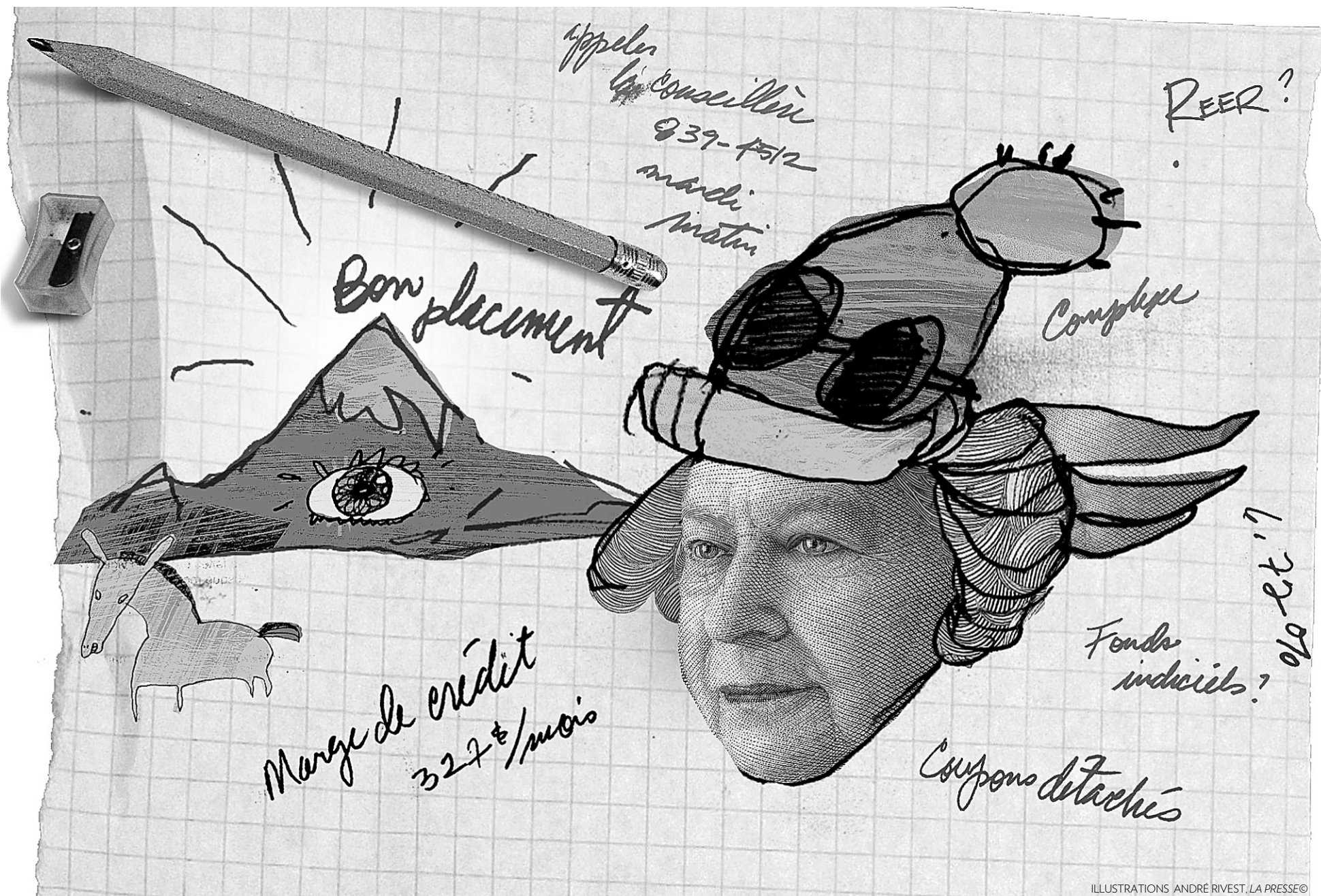
- Devenez des consommateurs avertis, grâce au Carrefour des consommateurs du Bureau de la consommation d'Industrie Canada <http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/inoca-bc.nsf/fr>

- Si vous avez de la difficulté à démêler vos cartes, demandez de l'aide. Le réseau des ACEF est là pour ça. Vous trouverez la liste des établissements au Québec sur le site de la campagne *Je suis dans la marge jusqu'au cou* www.consommateur.qc.ca/campagne/2005/

LECTURES UTILES

Finances personnelles 2006, collection Protégez-vous, en collaboration avec l'ACEF de l'est de Montréal.

Le budget réinventé, Jacques Roy et Réal Martel, Éditions Transcontinental.



ILLUSTRATIONS ANDRÉ RIVEST, LA PRESSE

ÊTES-VOUS ANALPHABÈTE FINANCIER?

MARC TISON

À ses débuts sur le marché du travail, Chantal Tremblay n'avait qu'une très vague idée du fonctionnement d'un REER. Mais elle voulait apprendre. Elle s'est adressée à un représentant d'une institution financière. «Je n'avais eu aucune réponse, se remémore-t-elle. Je m'étais sentie très humiliée.»

Une vingtaine d'années plus tard, les produits financiers se sont multipliés, complexifiés, raffinés. Fonds indiciels ou distincts. Assurance maladies graves. Fonds de couverture. Coupons détachés. Marge de crédit hypothécaire.

Charabia

Malgré toute sa bonne volonté, Chantal Tremblay est encore plus décontenancée qu'elle l'était il y a 20 ans. «Si je n'avais pas une conseillère financière, je ne sais pas ce que je ferais. Je pourrais aller chercher mes réponses, mais ça prendrait beaucoup plus de temps. Je me sentirais perdue. C'est devenu très complexe.»

La multiplication des produits financiers n'est pas un mal en soi, estime Aurélie Desfleurs, titulaire de la chaire Groupe Investors de planification financière à l'Université Laval. Elle provient en partie d'une compétition accrue entre les différentes institutions financières. «La complexité est censée résulter d'une analyse des besoins des consommateurs, concède-t-elle. Ces besoins changent, évoluent, et on essaie de trouver de meilleurs produits.»

Le malheureux consommateur, pour sa part, ignorait complètement qu'il avait des besoins aussi pointus. Même dans le domaine déroutant de l'informatique et des technologies numériques, il n'a pas à faire des choix aussi complexes et déterminants.

«La majorité des gens ne disposent pas des connaissances et compétences financières pour faire face à cette complexité», observe Mme Desfleurs.

L'information est pourtant de plus en plus diffusée. Journaux, revues spécialisées, Web, documentation des institutions :

«Vous avez de plus en plus à gérer vous-même vos finances, en raison du désengagement de l'État de la santé, de l'éducation, de la retraite. On est obligé de se tourner vers des produits avec un peu plus de risques.» — Aurélie Desfleurs, Université Laval

une masse de renseignements pertinents attend le consommateur avide d'apprendre. Mais deux problèmes se présentent. Le consommateur, aussi curieux soit-il, dispose d'un temps limité. Et la montagne d'informations est un Everest dont la cime ne cesse de s'élever.

Résultat, le consommateur moyen se transforme malgré lui en analphabète financier. Une enquête réalisée en 2002 a montré qu'à peine un Canadien sur cinq faisait confiance à son savoir et ses aptitudes en matière financière. Probablement à juste titre.

Une des rares — sinon la seule — études canadiennes à mesurer les connaissances et aptitudes en finances personnelles des consommateurs a été menée par la Fédération des associations d'économie familiale, au début des années 2000. En moyenne, les 1900 répondants n'avaient obtenu que 42% de bonnes réponses.

«Les chiffres sont alarmants, réagit Aurélie Desfleurs. Une énorme réflexion se fait à ce sujet et l'OCDE a demandé à différents pays de faire le point sur la

situation avec leur population.»

Que peut faire le consommateur? Si certains passionnés réussiront à se faire une opinion, la plupart d'entre nous suivront l'exemple de Chantal Tremblay et se laisseront guider par un spécialiste. «C'est pourquoi il y a des planificateurs

Quand vous ne vous y connaissez pas, ce n'est pas une mauvaise chose de rester dans les produits simples.»

En définitive, la qualité de la relation avec son conseiller est fondamentale. Quand Chantal Tremblay s'est demandé si elle devait prendre une assurance salaire, sa planificatrice lui a plutôt suggéré une assurance maladies graves. Prescience? Bon sens? Chantal Tremblay a interrompu son travail depuis avril en raison d'un cancer.

«Heureusement, lance-t-elle, j'ai ma conseillère.» Elle lui voue une confiance totale. «Mais peut-être qu'avec le temps, je suis devenue paresseuse.» Un bon conseiller n'exempte pas de la responsabilité de se tenir informé. A tout le moins d'essayer.

POUR VOUS SIMPLIFIER LA VIE...

- Choisissez votre conseiller avec soin, idéalement sur références.
- Préparez-vous à la rencontre : précisez vos objectifs, faites un bilan de vos revenus et dépenses.
- N'hésitez pas à poser des questions, aussi naïves vous semblent-elles.
- Demandez pourquoi les produits proposés vous conviennent.
- Informez-vous sur ces produits auprès d'autres sources.
- Quand la stratégie est choisie, tenez-vous-y.

16 ACHETER ÉTHIQUE

UN PAS DE PLUS DANS LA CONSOMMATION RESPONSABLE

STÉPHANIE GRAMMOND

Trois jours avant Noël, il ne restait presque plus de t-shirts OÖm Ethikwear, à la boutique Onze sur le boulevard Saint-Laurent. Les chandails 100% coton biologique socialement responsable (5% des profits servent à financer des projets sociaux comme le Club des petits déjeuners) étaient presque tous vendus.

Dire que la propriétaire de la boutique, Annie Van Lian, hésitait à vendre la collection. «J'ai la clientèle pour ça, constate-t-elle aujourd'hui. Quand il y a une idée, des valeurs derrière, les gens sont prêts à payer 30 ou 40\$ au lieu de 9,99\$ chez Wal-Mart.»

La consommation responsable devient à la mode. «Il y a une ouverture intéressante chez les Québécois. Ce n'est pas une révolution, mais plutôt une évolution tranquille», affirme Brenda Plant, codirectrice du site Internet

ethiquette.ca, un moteur de recherche qui fait la promotion de produits qui respectent l'environnement et qui favorisent le développement durable.

Lorsque Mme Plant s'est lancée dans la consommation éthique, il y a trois ans, on ne savait encore pas trop à quoi cela rimait. Les gens associaient la consommation éthique aux granolas. Maintenant, quand elle sort sa carte de crédit Visa Oxfam de son portefeuille, les gens sont impressionnés ! L'éthique, c'est chic !

Qu'est-ce qui a poussé les Québécois à reconsidérer leurs choix de consommation? Davantage leur propre intérêt que le désir de participer au développement responsable.

Par exemple, les Québécois ont commencé à manger de la viande biologique parce qu'ils se préoccupent beaucoup plus de leur santé. «La vache folle, ça fait beaucoup réfléchir», dit Mme Plant.

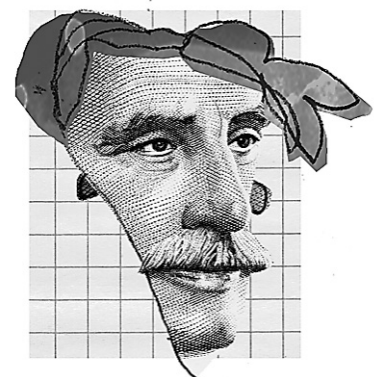
De plus, avec l'essor de la Chine, l'épidémie

des Québécois est devenu plus sensible. L'abolition des quotas dans l'industrie du textile a fait disparaître des milliers d'emplois au Québec.

Cela amène les Québécois à poser plus de questions sur les conditions de travail dans les ateliers outre-mer. De plus en plus ils vont préférer acheter un manteau d'hiver Canada Goose fabriqué dans une manufacture où les employés gagnent 14\$ de l'heure en moyenne.

POUR CONSOMMER ENCORE MIEUX

- Les étiquettes et les emballages n'en disent pas très long sur un produit. Posez des questions. Même si vous n'obenez pas de réponse, votre question fera son chemin. Elle fera peut-être même bouger les choses.
- Informez-vous. Les fabricants de produits biologiques, équitables, écologiques ou responsables ont rarement de grands budgets publicitaires. Pour les découvrir, consultez le site Internet d'Éthiquette www.ethiquette.ca





Le plus grand
choix de
meubles
en cuir
à Montréal



spécial
2 995\$
régulier : 4 035\$



Arte Pelle®
L'ART DE VIVRE

La plus grande sélection de meubles de cuir,
d'armoires et d'articles de décoration au Québec

CENTROPOLIS

Angle Saint-Martin et autoroute 15, Laval
(derrière le cinéma Colossus)
(450) 978-3030

SALON DE L'AUTO

20 AU 29 JANVIER
PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

PRÉSENTÉ
PAR



GÉNÉRATIONS CORVETTE

Présenté par
AUTONET.CA

Du modèle de 1954
jusqu'à la toute
nouvelle Z06.
L'évolution complète
de ce modèle sur
six générations.



EN ROUTE VERT L'AVENIR

Présenté par Ressources naturelles Canada / Natural Resources Canada

Les trucs et conseils
pour économiser
de l'essence...



Tout ce qu'il faut savoir sur les véhicules
hybrides et les énergies alternatives de demain.



NOUVEAUX MODÈLES

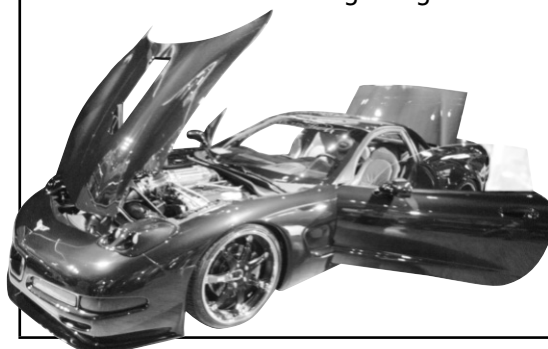
En plus des primeurs et des prototypes,
il y en a pour tous les goûts...
plus de 650 modèles à voir !

Ne manquez pas le plus important
rendez-vous annuel de l'automobile.



LA FIÈVRE DU TUNING

Des peintures éclatantes,
des systèmes de son survoltés,
des mécaniques ultra performantes,
des technologies high tech...



Achetez vos billets en ligne
www.salonautomontreal.com

Prix d'entrée (taxes incluses)	Lundi au Jeudi	Vendredi au Dimanche
Admission générale (13+)	12 \$	15 \$
Carte « Accès Montréal »	10 \$	13 \$
Enfants 6 à 12 ans (accompagnés d'un adulte)	5 \$	5 \$
Enfants moins de 6 ans	Gratuit	Gratuit
Forfait famille (2 admissions générales + 2 enfants de 6 à 12 ans)	30 \$	34 \$

2 \$ de rabais pour une admission générale du vendredi au dimanche
sur présentation d'un transfert de la **STM**

Place-d'Armes

En collaboration
avec **LA PRESSE**

Heures d'ouverture

Du vendredi 20 janvier
au samedi 28 janvier 10 h 00 à 22 h 00
Le dimanche 29 janvier 10 h 00 à 20 h 00

Tous les jours, la billetterie fermera
deux heures avant la clôture du Salon.

Halte-garantie
SEDONA
de **KIA**

Service offert
gratuitement
aux enfants
de 2 à 10 ans



ACTUALITÉS

EN BREF

Stardust livre sa moisson de poussières

Après un voyage de sept ans et de 4,6 milliards de kilomètres, la sonde spatiale américaine *Stardust* va livrer sur Terre demain les premières poussières de comète jamais récoltées. Cette moisson pourrait aider à mieux comprendre les origines du système solaire. La sonde larguera en avant-midi une capsule de 45 kilogrammes contenant ces échantillons ainsi que des particules interstellaires, qui proviendraient d'anciennes étoiles disparues.
Associated Press

Record pour une expédition espagnole

Une expédition espagnole a annoncé hier avoir parcouru 4500 km en 62 jours dans l'Antarctique à bord d'un « catamaran polaire », soit, d'après elle, « l'expédition polaire sans moyens mécaniques la plus rapide à ce jour ». Les membres de « L'Expédition Transantarctique Espagnole », « sont devenus les premiers à atteindre » la zone réputée inaccessible du pôle sud « sans aide technique, ni appui extérieur », annoncent les organisateurs dans un communiqué. Ramon Larramendi, Juanma Viu et Ignacio Oficaldegui avaient déjà dit le 23 décembre avoir parcouru 311 km en un seul jour dans l'Antarctique, battant le précédent record établi en 1997 par le Belge Alain Hubert (271 km).
Agence France-Presse

Réalisatrice britannique tuée au Kenya

Des assaillants armés ont tué hier à l'aube une documentariste britannique chez elle près de Naivasha, sur les rives du lac du même nom au Kenya, a annoncé la police. Joan Root, 69 ans, a été abattue dans son lit par des intrus entrés par la fenêtre de sa chambre, qui lui ont tiré dessus à bout portant au fusil d'assaut. La victime a perdu tout son sang, et les agresseurs sont partis sans rien voler, selon le chef de la police de Naivasha Simon Kiragu. « Nous cherchons à déterminer s'il s'agit d'un assassinat ou d'une tentative de cambriolage qui a mal tourné », a-t-il dit. Joan Root avait réalisé, avec son ancien mari Alan Root, plusieurs documentaires très populaires sur la vie sauvage en Afrique.
Associated Press

Les militants ont quitté le navire

Les deux militants de Greenpeace qui avaient fait irruption par surprise jeudi matin sur le porte-avions français *Clémenceau* au large de l'Égypte pour dénoncer les conditions de son démantèlement prévu en Inde, ont quitté « volontairement » le navire hier, a-t-on appris auprès de l'ONG. « Les deux activistes de Greenpeace, ayant parfaitement rempli leur mission d'alerte, ont quitté volontairement le *Clémenceau* dont ils occupaient le mât central depuis jeudi 12 janvier à 7h30 du matin », indique l'organisation écologiste dans un communiqué. « Le bateau affrété par Greenpeace va néanmoins continuer à surveiller les déplacements du *Clémenceau* dans les prochains jours », ajoute-t-elle.
Agence France-Presse

Des pêcheurs poursuivent Ottawa

Comme il l'a fait avec la morue, le gouvernement fédéral est en train de dilapider les stocks de crabe, accusent des entreprises de pêche du Québec et du Nouveau-Brunswick, qui intentent une poursuite de 156 millions contre Pêches et Océans Canada. Déposée à la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, la poursuite en dommages et intérêts exige réparation pour 98 entreprises de pêche au crabe des neiges. Depuis 2003, le nombre de bateaux pêchant dans le sud du golfe Saint-Laurent est passé de 160 à plus de 400, menaçant à la fois la pérennité de la ressource et les revenus des pêcheurs, estime le représentant des entreprises engagées dans la poursuite, Robert Haché.
Presse Canadienne

Pitbulls interdits en Suisse?

Après le drame d'Oberglatt, marqué par la mort d'un enfant de six ans, l'Office vétérinaire fédéral suisse veut interdire les pitbulls et propose également de soumettre à autorisation 13 races de chiens connus pour leur force et leur agressivité. C'est ce qui figure dans le paquet de mesures contre les chiens dangereux mis en consultation hier par le Département fédéral de l'économie (DFE). L'OVF souligne que les chiens de type pitbull auraient toutes les caractéristiques pour figurer sur la liste des chiens soumis à autorisation : « ils sont recherchés par certains détenteurs pour leur image et ils ont subi une sélection ciblée sur l'agressivité ». Pourtant, comme ils ne sont pas de race reconnue, les élevages sont incontrôlables. C'est la raison pour laquelle le projet prévoit de les interdire.
Associated Press

Naissance attendue

Le 300 millionième Américain sera conçu ce mois-ci pour naître en octobre, selon les projections du bureau de recensement des États-Unis, cité hier par le *New York Times*. La population des États-Unis s'établit à environ 297 900 000 habitants. Or, selon les estimations du Census Bureau, avec une naissance toutes les 8 secondes, un décès toutes les 12 secondes et une arrivée d'un immigrant sur le territoire toutes les 31 secondes, la population compte une personne de plus toutes les 14 secondes. À ce rythme, la population atteindra les 300 millions de personnes à la fin de cette année, souligne le quotidien new-yorkais. Si le symbolique 300 millionième Américain pourrait être un clandestin, il apparaît plus probable qu'il s'agira d'un enfant né sur le territoire. Il y a 11.000 naissances chaque jour aux États-Unis. « Le 300 millionième sera un Latino-américain (qui naîtra) dans le comté de Los Angeles de parents d'origine mexicaine parlant espagnol à la maison et dont les frères et sœurs seront bilingues », a prédit William Frey, démographe de l'université du Michigan, cité par le *Times*.
Agence France-Presse

Christian
Bégin
anime
le gala
des beaux
exploits,
des belles
victoires
et des
belles
histoires.

LA PRESSE

DIMANCHE 20H

GALA EXCELLENCE
LA PRESSE • RADIO-CANADA

AVEC MES AÏEUX, MARILOU, FRED PELLERIN, STÉPHANIE LAPOINTE ET CLAIRE PELLETIER



RADIO-CANADA

VOUS ALLEZ VOIR.